



LA CHRONIQUE D'EMMANUEL FERRY

Alice, la monnaie et Hotel California

PAGE 2

REHAUSSEMENT DE LA GARANTIE D'EMPLOI
Plan social de La Poste renégocié

PAGE 4

DEUX LICENCES OCTROYÉES PAR LA FINMA
Premières cryptobanques agréées

PAGE 5

DANS LA DIVISION SWISS UNIVERSAL BANK
CS investit 100 millions en Suisse

PAGE 5

CLASSIFICATEUR DES PARTICULES FINES
Particle Vision chasse la poussière

PAGE 6

UNE CENTAINE DE FIRMES ONT DÉMENAGÉ
Les Pays-Bas profitent du Brexit

PAGE 8

572 MILLIONS EN FAVEUR DE L'OKLAHOMA
J&J condamné aux Etats-Unis

PAGE 8

L'ANALYSE DE CARINE HAYOZ ZAHND
Investir dans l'habitat innovant

PAGE 15

Une guerre des sexes au travail serait stérile

NATASHA LAMBELET MÉTRAUX ET STEVEN DERENDINGER. Avec leur chaîne de vidéos Dans Ton Slip, le duo romand vulgarise les questions autour de la sexualité. Ils sont toujours accompagnés par deux interprètes en langue des signes qui en traduisent le contenu à destination du public sourd.

«Il ne faut pas tomber dans un conflit entre les sexes où les hommes se sentiront menacés par les femmes, renforçant leur mainmise sur le pouvoir, et où les femmes réagissent en tentant d'écraser les hommes», avertit Steven Derendinger, spécialiste en santé sexuelle et fondateur de l'association Dans Ton Slip. Si le mouvement #MeToo n'a pas sonné le glas du sexism, il a mis en évidence ses mécanismes de domination par le harcèlement sexuel, l'insulte, l'humiliation ou l'intimidation. Plutôt qu'une opposition entre genres, le sexism est avant tout une question de pouvoir, de la même façon que le sont le racisme, l'homophobie et la transphobie. «L'enjeu n'est pas de balayer les hommes pour laisser la place aux femmes mais de remettre en question ces mécanismes de pouvoir», souligne-t-il.

Le premier pas vers une société plus égalitaire est celui de la prise de conscience de chacun de sa propre participation au phénomène de domination de genre, «que ce sexism soit exercé par les hommes, ou normalisé par les femmes. La reconstruction des normes de société doit se faire de pair, hommes et femmes côte à côte.» PAGE 7

Difficile de vivre avec des taux d'intérêt négatifs

Les mérites d'une des politiques monétaires les moins conventionnelles instaurées il y a dix ans restent à démontrer.



LEVI-SERGIO MUTEMBA

L'encours global de la dette souveraine affichant des taux négatifs s'élève actuellement à près de 16.000 milliards de dollars. Et les analystes envisagent déjà un encours dépassant les 17.000 milliards de dollars d'ici quelques jours ou quelques semaines, compte tenu de l'intensification des risques pour la croissance globale que pose la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine.

L'introduction des taux négatifs ne devait être qu'une mesure temporaire, visant à élargir la capacité de crédit des banques. Mais, si l'on inclut la banque centrale

de Suède, cela fait déjà une décence que les taux négatifs sont en vigueur. Et ni les banquiers centraux ni les investisseurs ne sont en mesure d'évaluer les conséquences qu'une telle politique monétaire peut produire à plus long terme.

Jusqu'ici, l'effet le plus palpable est négatif, puisqu'il se traduit par une baisse sensible de la profitabilité des banques et par la crainte de voir éclater, sans que personne n'y soit vraiment préparé, une bulle obligataire et des actifs de mauvaise qualité bénéficiant mécaniquement de la suppression du coût de l'argent par les banques centrales.

PAGE 13

«Le 100% bio ne peut pas nourrir la planète en 2050»

ELSA FLORET

«Le futur de l'agriculture se jouera indéniablement dans la combinaison entre le synthétique et le biologique, en ce qui concerne les produits phytosanitaires, afin de nourrir les 9 mil-

liards d'humains d'ici 2050», précise Igor Teslenko, président Europe de Corteva Agriscience, nouvelle entité spin off de Dow-Dupont, cotée au New York Stock Exchange depuis juin. Aujourd'hui totalement indépendante, Corteva Agriscience s'ap-



IGOR TESLENKO. «Notre CEO Jim Collins veut que notre industrie soit climat positif.»

Alpiq a subi les prix et une dépréciation

ELECTRICITÉ. La publication de résultats semestriels IFRS dans le rouge vif coïncide avec l'OPA.

CHRISTIAN AFFOLTER

Les chiffres semestriels d'Alpiq étaient attendus surtout dans le contexte des 70 francs par titre offerts par CSA aux actionnaires restants. Le gestionnaire britannique activiste Knight Vinke n'est pas seul à considérer ce prix trop bas par rapport au potentiel futur du groupe. L'OPA avec décotation intervient en tout cas à un moment qui marque le creux des prix de l'électricité. Habituel de la vente par le biais de contrats à terme, c'est la situation de 2016 qui a été déterminante pour Alpiq, avec seulement 34 euros/MWh. Generation Switzerland a ainsi généré un Ebitda négatif de 56 millions de francs. Au niveau du résultat IFRS, (-206 millions) une dépréciation liée aux

centrales de Kladno et Zlin a pesé à elle seule à hauteur de 241 millions. Les affaires internationales ont généré un Ebitda positif de 111 millions, en baisse de 23 millions lui aussi. La lumière au bout du tunnel est cependant clairement perceptible. Le potentiel en tant qu'acteur fort de la mobilité décarbonnée s'ajoute à la reprise programmée des prix d'électricité. Les solutions de stockage flexibles offrent du potentiel elles aussi. Le conseil d'administration d'Alpiq reconnaît ainsi un potentiel d'appreciation futur, sans remettre en cause le rapport d'évaluation. Tout en soulignant que de pouvoir le réaliser en tant qu'actionnaire est improbable. Avec une part restante d'environ 1,6% jusqu'au squeeze-out, celui-ci semble inévitable. PAGE 4

Les CFF se lancent dans le coworking

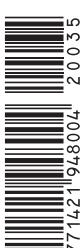
TRANSPORT. Le groupe va inaugurer le 11 septembre un espace de travail partagé dans la gare de Neuchâtel.

Le marché du coworking continue de faire des émules. Les CFF se lancent en effet dans le secteur avec l'inauguration d'un espace de travail collaboratif dans la gare de Neuchâtel le 11 septembre prochain. Pour ce faire, l'ancienne régie fédérale s'est associée à une toute jeune entreprise fribourgeoise, Workingshare. Crée en 2016, la société est née d'une envie commune entre David Regamey et Jérôme Mariéthoz, les deux fondateurs, d'investir dans le marché du coworking pour initialement développer un espace au cœur de Fribourg. Ce projet voit le jour finalement le 24 juillet 2017.

Après des débuts quelque peu difficiles, tout s'enchaîne rapidement pour l'entreprise fribour-

geoise. Le tournant arrive en mars 2018. Workingshare remporte un appel d'offre pour l'exploitation, à partir de 2020, d'un nouveau centre dans des locaux situés au cœur de la gare de Fribourg. Dans la foulée, un espace au sein de la gare de Neuchâtel leur est proposé. Ainsi débute l'aventure de ce côté du lac. Les travaux avancent vite; le centre est terminé en deux fois moins de temps que le premier. Il ouvrira ses portes le 11 septembre prochain et mesurera environ 500m².

«En nous implantant au sein des gares, nous espérons notamment contribuer à l'effort des CFF en vue d'atteindre l'objectif fixé par le Conseil fédéral de faire de ces lieux des «plaques tournantes de la mobilité». PAGE 6



9 771421 948004

ACTEURS

Alice, la monnaie et Hotel California

EMMANUEL FERRY

La généralisation des taux d'intérêt négatifs est en train de devenir la nouvelle norme du monde obligataire. Entre absurdité et addiction, l'investisseur devra trouver sa voie.

Dans le roman de Lewis Carroll *De l'autre côté du miroir*, Alice se retrouve dans un monde inversé, où on se souvient du futur et où il faut courir pour rester immobile. A l'absurde s'ajoute la frustration: on propose à Alice un gâteau sec pour étancher sa soif. L'investisseur se retrouve un peu dans cet univers de non-sens: il se rue sur les obligations à taux négatifs dont il est sûr de perdre de l'argent s'il les détient jusqu'à maturité. Ce qui semblait être au départ une aberration ponctuelle est en passe de devenir une évidence durable. Le stock de dette à taux négatifs représente désormais USD 16T, soit près de 30% du total. Cette proportion atteint

même 45% en dehors des Etats-Unis. Cette marée montante connaît une accélération en raison de la boucle négative suivante: hausse du risque de récession, baisse des anticipations d'inflation, baisse des taux directeurs des banques centrales, aversion pour le risque et recherche de sécurité à tout prix. La panique des banques centrales et le durcissement de la guerre commerciale qui a muté cet été en guerre des changes ont poussé encore un peu plus loin les limites de l'absurde. Le taux à 30 ans allemand et le taux à 50 ans de la Suisse sont passés en territoire négatif, le taux à 10 ans américain est passé sous le taux à 2 ans, cette inversion validant une entrée imminente en récession, et le taux à 30 ans américain est passé sous le taux directeur de la Fed. Seulement 3% de l'encours de dette mondiale offre un rendement d'au moins 5% et l'encours de

dette à taux d'intérêt réel négatif (après correction de l'inflation) représente plus de USD 30T, ce qui constitue l'antichambre des taux nominaux négatifs. Le tabou des taux négatifs avait été brisé en juillet 2012 lorsque la banque centrale du Danemark avait abaissé ses taux directeurs sous le seuil de zéro, suivie par la BCE (juin 2014), la BNS (Décembre 2014), la Suède (février 2015) et le Japon (janvier 2016). Qu'un créateur doive rémunérer un débiteur, c'est contraire à toute logique. Pourtant, le marché a rapidement trouvé une rationalité. Il y a un déséquilibre structurel entre une épargne abondante et une demande en capital déficiente, qui, combiné avec le vieillisse-

ment démographique, pousse le taux d'intérêt d'équilibre vers le bas. Les taux directeurs négatifs des banques centrales sont une taxe sur l'épargne qui sert à financer un filet de sécurité invisible mais bien réel pour les investisseurs. L'inversion de la courbe des taux d'intérêt est le produit d'une préférence de l'épargnant pour le futur (et non pour le présent), phénomène nouveau encore difficile à expliquer (excès de pessimisme post-crise, allongement de la durée de vie, ruptures technologiques). Désormais, l'investisseur achète des obligations d'Etat pour leur sécurité et leur appréciation en capital (l'obligation autrichienne émise à 100 ans en septembre

2017 avec un coupon de 2,1% a déjà doublé en valeur) et il achète des actions, non pas pour leurs perspectives de croissance, mais pour leur dividende (NESTLE a un rendement du dividende de 2,3%, nettement supérieur aux taux des Obligations de la Confédération). L'or devient un substitut aux obligations d'Etat les plus solides (notées AAA comme l'Allemagne et la Suisse), mais sans taux négatif. Toutes les tentatives de normaliser les politiques monétaires depuis une décennie se sont soldées par des corrections boursières. C'est ce qu'avait évoqué le membre de la Fed Richard Fisher en décembre 2012 en invoquant la chanson *Hotel California* des Ea-

Directeur des investissements **BANQUE PARIS BERTRAND**

gles: *Relax, said the night man, We are programmed to receive. You can check out any time you like, But you can never leave.* Le célèbre morceau de Glenn Frey sorti en 1977 faisait référence à un centre de désintoxication pour alcooliques et drogués. C'est tout ce qu'on peut redouter quand on voit les banques centrales repartir dans un cycle d'assouplissement monétaire tous azimuts sans réelles perspectives de sortie. ■

La digitalisation démy(s)tifiée: épisode VIII

PATRICK JOSET

GROUPE ABISSA

Ce matin dans le flux LinkedIn, un post sponsorisé attire mon attention. A l'aide de dix questions rapides, on promet de me livrer une analyse pour déterminer à quel point «mon entreprise est numérique» (sic!). Je me lance et dix requêtes du style «combien de commandes clients avez-vous par année?» plus tard, la réponse fuse.

Gros potentiel de numérisation dans les domaines des achats, de l'analyse commerciale, de la gestion des données et j'en passe... pour terminer par l'informatique et même la blockchain! Et en prime si je donne mon adresse email, une analyse plus détaillée de la capacité de numérisation de l'entreprise me sera gracieusement délivrée.

Le leader mondial de la gestion des coûts?

Voilà le genre d'absurdité à laquelle l'engouement actuel pour la digitalisation nous soumet. Derrière ce questionnaire se cache pourtant une société qui clame être le leader mondial de la gestion des coûts. Et probablement aussi de la tactique de l'attrape-nigauds. J'ose espérer que ceux-ci seront rares...

Pourtant, il existe des méthodes* pour aborder sereinement cette transition. Il y a quelque temps, j'ai été approché par une structure du domaine para-hospita-



lier. Comme bien d'autres organisations, elle subit difficilement l'intégration du nombre grandissant de ses applications informatiques. Comment faire transiter les données de l'une à l'autre? Comme réduire les multiples saisies d'informations identiques? Eviter les doublons? Et s'assurer en plus de la conformité au RGPD?

Une première étape essentielle

Le bon sens – le premier concept de notre méthode – incite à se poser les bonnes questions initiales. Quelles applications échangent...

LA TACTIQUE DES PETITS PAS PERMET DE RÉALISER, TESTER ET DÉPLOYER PROGRESSIVEMENT LE PROCESSUS D'INTÉGRATION POUR AU FINAL ÉVITER NOTAMMENT LES DOUBLES SAISIES INUTILES.

elles des informations? De quel format? Et de quel type? A quelle fréquence et avec quelles règles de transformation? Et surtout pourquoi et dans quels buts? Cette première étape est essentielle, mais elle est si souvent ignorée! La définition des besoins par la rédaction d'un cahier des charges – même minimal – permet en effet d'aborder la suite avec les idées claires. Dans la deuxième étape (tiens, une dé-

marche!), il s'agit ensuite de faire le choix entre les différentes techniques qui permettent d'automatiser ces échanges: le transfert de fichiers – vive le format CSV! – l'intégration de type EAI (Enterprise Application Integration) et ESB (Enterprise Service Bus), la mise en œuvre d'un logiciel de RPA (Robotic Process Automation). Voir un mixte de ces techniques (les outils de notre méthode)... La tactique des petits pas permet de réaliser, tester et déployer progressivement le processus d'intégration. Pour au final éviter les doubles saisies inutiles et diminuer le travail fastidieux et les erreurs. Sans l'aide du leader mondial de la gestion des coûts!

*Une méthode, c'est des concepts, une démarche et des outils (qui peuvent être remplacés par le papier et le crayon). Pas de méthode en l'absence de l'un de ces éléments.

Les entreprises engagées pour le climat

NATHALIE HARDYN

Directrice du département politique CCIG

Que l'on croie ou pas au réchauffement climatique et à son caractère anthropique, la mise en œuvre de politiques de tarification du carbone s'accélère au niveau international. Les revenus générés par ces politiques sont colossaux, à la mesure des enjeux politiques et économiques. Saluée à l'étranger, la politique climatique suisse sera l'un des grands thèmes des élections fédérales. En première ligne dans la lutte contre le CO₂, les entreprises attendent des futurs élus des mesures efficaces et économiquement supportables, qui servent aussi les intérêts de la Suisse.

La Suisse fait partie des pays les plus performants dans la lutte contre le réchauffement climatique, selon l'Indice de performance climatique 2019 (CCPI) réalisé par l'organisation Germanwatch. Elle se classe cette année au neuvième rang, gagnant trois places par rapport à 2018. Sa performance est également relevée par l'OCDE, en particulier en matière de taxation du carbone: selon cette organisation, la Suisse est le pays membre qui se rapproche le plus de la vérité des coûts du CO₂, c'est-à-dire que l'écart entre le prix taxé et le «vrai» prix du carbone y est le plus faible. Pour réduire les émissions de CO₂, la Suisse mise sur une taxe

frappant les combustibles, qui rapporte environ 1,2 milliard de francs par an. Un tiers des recettes (450 millions de francs au maximum) est affecté au Programme Bâtiments, ce qui permet à la Confédération et aux cantons de financer des assainissements énergétiques. Deux tiers sont redistribués par la Confédération entre les entreprises et la population.

Au plan mondial, les instruments de tarification du carbone ont généré 32 milliards de dollars de revenus en 2017, contre 22 milliards en 2016, selon l'Institute for climate economics, une initiative de la Caisse des Dépôts et de l'Agence française pour le développement (bulletin Point climat N° 55, octobre 2018).

L'économie verte

PME et sociétés cotées sont de plus en plus nombreuses à vouloir diminuer leurs émissions de carbone ou à les compenser, comme le relevait récemment dans ces colonnes Stephen Neff, directeur de la fondation myclimate (*lire l'AGEFI du 09.08.2019*). Pour ce faire, elles peuvent s'appuyer par exemple sur l'Agence de l'énergie pour l'économie, créée spécialement pour elles en 1999 par économiesuisse et l'Union suisse des arts et métiers. Fin 2017, plus de 3800 entreprises avaient conclu 2213 conventions d'objectifs avec l'aide de l'AEnEC, avec à la clé des mesures d'amélioration qui ont



entraîné une réduction de 80.000 tonnes des émissions de CO₂. Des économies égales aux émissions dues au chauffage de 100.000 maisons individuelles.

Positives pour le climat, ces mesures favorisent aussi l'innovation technologique et la naissance de nouvelles entreprises, notamment dans le domaine de l'économie verte. Cependant, les mesures climatiques ont un coût, d'où l'importance pour un pays d'exportation comme le nôtre de veiller à préserver la capacité concurrentielle des entreprises. Un impératif à garder à l'esprit en vue de la révision totale de la loi sur le CO₂.

Intégrer les enjeux climatiques dans les politiques d'entreprises tout comme dans les politiques publiques est plus que jamais un défi, mais aussi une chance car, comme l'écrivait Nicolas Machiavel, «la fortune ne change que pour ceux qui ne savent pas se conformer au temps». ■

POINT FORT

«Le tout biologique ne suffirait pas en 2050»

INDUSTRIE AGRICOLE. Au tout synthétique se succède une combinaison d'éléments biologiques et chimiques, dans les produits phytosanitaires, selon Igor Teslenko chez Corteva.

ELSA FLORET

«Le futur de l'agriculture se jouera indéniablement dans la combinaison entre le synthétique et le biologique, en ce qui concerne les produits phytosanitaires, afin de nourrir les 9 milliards d'humains d'ici 2050. Le 100% biologique est impossible, même si cette tendance est à la hausse», précise Igor Teslenko, président Europe de Corteva Agriscience, nouvelle entité spin off de DowDupont, indépendante cotée au New York Stock Exchange depuis juin et qui figure au Top 4 des leaders de l'industrie agricole, avec Bayer, ChemChina et BASF.

Aujourd'hui totalement indépendante, Corteva Agriscience s'appuie sur les forces combinées de trois leaders agricoles historiques: Dow Agrosciences, DuPont Crop Protection et DuPont Pion-



IGOR TESLENKO. «Le futur de l'agriculture se jouera dans la combinaison entre synthétique et biologique, pour les produits phytosanitaires, afin de nourrir les 9 milliards d'humains d'ici 2050.»

ner, réunis sous une même marque, sur un nouveau site unique en Suisse, à Versoix, siège européen du groupe coté.

Présent sur plus de 40 pays, avec plus de 3000 collaborateurs (dont 120 en Suisse réunis à Versoix) en Europe, le groupe réalise un

chiffre d'affaires en Europe de 2,4 milliards de dollars et possède 10 centres de production et 15 centres R&D, auxquels le groupe consacre 10% de ses revenus – au niveau global (qui atteint 14 milliards de dollars avec 20.000 collaborateurs).

Rencontre avec Igor Teslenko, président Europe de Corteva Agriscience. Interview au quartier général à Versoix. Corteva Agriscience est membre corporatif de CWF.

Quels sont les défis actuels et futurs pour Corteva Agriscience?

Ils sont au nombre de 4. La pression croissante de la société sur les agriculteurs, la croissance de la population à nourrir, la sécurité alimentaire et l'impact du changement climatique.

Comment adressez-vous ce défi majeur qu'est le changement climatique?

A l'exception de l'eau, aucun défi n'est plus important pour notre industrie – et notre monde – que le changement climatique.

Bien que notre industrie ait été citée parmi les problèmes, le changement de climat a également eu un impact significatif sur les agriculteurs et l'agriculture, qui travaillent sans relâche pour doubler l'alimentation de 9 milliards d'habitants d'ici 2050. Et il en va de même pour nous.

Nous travaillons plus intelligemment, plus efficacement et avec une empreinte carbone réduite.

Notre CEO, Jim Collins, est convaincu que nous pouvons relever ce défi. Il vient d'ailleurs de lancer une initiative visant à créer un groupe de travail avec des partenaires commerciaux, gouvernementaux, universitaires et des ONG, afin que notre industrie devienne «climat positif.»

Dans son discours prononcé au Borlaug Dialogue International Symposium, par le World Food Prize, le CEO de Corteva, Jim Collins s'engage pour un impact positif du carbone. Pouvez-vous donner un exemple concret?

Grâce à la technologie, nos stabilisants à l'azote N-Lock, aident à maintenir l'azote au niveau de la racine de la plante, réduisant ainsi les émissions d'oxyde nitreux dans l'air.

Les produits Optimum AQUAmax de la marque Pioneer sont conçus pour maximiser le rendement dans des conditions où l'eau est limitée. Ainsi, avec ces graines qui peuvent prospérer dans des conditions non optimales, le besoin en irrigation est moindre. Les hybrides d'ensilage m³ de la marque Pioneer contribuent à réduire les émissions de méthane des vaches, grâce à un meilleur profil de digestibilité. ■

«Les critiques reflètent les attentes de la société»

Comment réagissez-vous à la montée en puissance des critiques vis-à-vis de votre industrie?

Nous sommes conscients que certaines critiques sont valables, alors que d'autres ne sont pas basées sur des considérations scientifiques, mais émotionnelles. Mais elles reflètent les attentes de la société. Et nous devons donc tous changer.

Outre les agriculteurs, nous écoutons donc de plus en plus les consommateurs finaux. Afin d'orienter nos décisions stratégiques et nos projets de recherche correspondant à l'évolution de leurs besoins. Nous fournissons une boîte à outils à nos clients, donc aux agriculteurs pour mieux répondre à la demande sociétale de production alimentaire durable. Mais il faut savoir que, dans le cas des produits phytosanitaires, une période de 10 ans est nécessaire entre le début de la recherche et la phase de commercialisation de nos molécules sur le marché. Nous avons des milliers de brevets. Cette politique R&D bénéficie de 10% du revenu global du groupe.

Corteva Agrisciences appartient à la même industrie que Monsanto. Quid de votre gestion de marque, afin d'éviter le risque de réputation?

Certes notre marque bénéficie de l'héritage de groupes globaux à la réputation solide, comme Dow et Dupont, mais elle est, depuis juin 2019, une marque nouvellement créée et cotée au NYSE, qui a tout à faire pour son branding et sa réputation. Nous avons lancé une campagne publicitaire en 2017 avec notre nouveau positionnement.

Une nouvelle entreprise. Une nouvelle image. Une nouvelle page s'ouvre, avec comme objectif une agriculture saine et durable.

Corteva Agriscience figure parmi le Top 4 des leaders de l'industrie agricole (avec Bayer, ChemChina et BASF). Qu'est-ce qui vous différencie?
Corteva Agrisciences est un acteur spécialisé dans l'agriculture, dont le portefeuille est équilibré (49% production de semences et 51% production de produits phytosanitaires). Notre rôle est de comprendre les producteurs et les consommateurs et leur offrir un solide pipeline combiné et composé de germoplasme de semences, de sélection végétale innovante, de technologies appliquées aux semences et d'agriculture numérique ou de précision. ■

Un vaste portefeuille de technologies agricoles

Quels sont les engagements concrets de Corteva pour soutenir les Objectifs de développement durable de l'ONU, notamment le deuxième objectif (faim zéro) et le 15^e (lutter contre la perte de la biodiversité)?

Nous avons noué des partenariats avec des parties prenantes clés, des gouvernements locaux, des universités, des banques et des organisations non gouvernementales, afin d'enrichir la vie des petits exploitants et de leurs communautés.

Nous nous concentrons sur l'amélioration de l'accès aux produits phytosanitaires de haute qualité pour les semences et les cultures, l'accès au crédit et aux services financiers, l'amélioration des pratiques agronomiques, le développement des outils numériques, le renforcement des chaînes d'approvisionnement des intrants (input supply chain), des réseaux de distribution ruraux.

Nos pays prioritaires pour les partenariats sont le Brésil, le Mexique, le Kenya, la Tanzanie, la Zambie, le Zimbabwe, le Nigéria, l'Indonésie, l'Inde, le Vietnam et le Myanmar.

Nous participons à un projet mené par l'Institut international de la gestion de l'eau avec le soutien du Conseil indien de la recherche agricole pour créer une solution groupée comprenant des systèmes de semences, une assurance indexée et des informa-

Comment voyez-vous le futur de l'agriculture?

En ce qui concerne les produits phytosanitaires, après une période de transition, elle évoluera vers plus de naturel, de biologique, même s'il est illusoire de penser que le synthétique disparaîtra. L'avenir réside dans la combinaison entre le synthétique et les ressources naturelles.

Si nous trouvions une solution pour une agriculture bio 100%, ce serait formidable. Mais c'est illusoire. Concrètement de nombreux produits synthétiques ont été retirés du marché, sous la pression des consommateurs exigeants plus de bio. Et c'est tant mieux. La croissance des produits bio a doublé. Nos spinozytes – des ingrédients actifs issus d'un processus de fermentation naturelle – fournissent des solutions vertes, naturelles et / ou biologiques aux agriculteurs et aux consommateurs.

Les spinozytes constituent une partie importante de notre activité. Elles proviennent de bactéries du sol, que nous cultivons selon un processus de fermentation naturelle.

Nos produits spinozad pour les fruits, le vin et les légumes contiennent un ingrédient actif extrait de la bactérie du sol *Saccharopolyspora spinosa*.

C'est un produit avec un fond naturel, qui a été modifié chimiquement pour lutter plus efficacement

contre les parasites.

Quel est votre plus grand défi dans la production de semences?

Le problème principal est l'acceptation de nouvelles techniques de sélection végétale, telles que l'édition de gènes / CRISPR (en génétique, les Clustered Regularly Interspaced Short Palindromic Repeats,

sont des familles de séquences répétées dans l'ADN). L'agriculture est à la croisée des chemins. Les plantes sont attaquées par les changements climatiques, la sécheresse, les inondations, les vagues de chaleur, les maladies et les ravageurs. Dans le même temps, notre population augmente et les consommateurs exigent de plus en plus des aliments sains pour leur famille et la planète. Cela signifie que nous avons besoin d'outils tels que CRISPR pour produire plus de nourriture meilleure pour les personnes et l'environnement en utilisant moins de ressources. CRISPR est une percée en biologie avec le potentiel pour une large gamme d'applications. Pour l'agriculture, cela représente un moyen plus efficace et mieux ciblé d'améliorer les plantes et de produire des aliments sains et nutritifs, qui soient meilleurs pour la population et l'environnement. CRISPR peut créer une plante améliorée, qui n'inclut pas l'ADN d'une espèce différente. CRISPR permet de fournir des plantes nutritives, qui pourraient se trouver dans la nature ou être développées par le biais de la sélection conventionnelle, mais plus rapidement et plus efficacement.

Corteva est un chef de file dans le domaine de la CRISPR pour le développement de produits agricoles, en particulier dans les cultures en rangées telles que le maïs, le soja, le sorgho et le canola. Nous nous engageons à encourager l'adoption à grande échelle de cette technologie dans l'agriculture en permettant l'accès à nos droits de propriété intellectuelle CRISPR aux organisations à but non lucratif, aux universitaires et aux entreprises commerciales dans le but d'aider à résoudre certains des plus grands problèmes alimentaires du monde. ■

Diversité et inclusion chez Corteva Agrisciences

Depuis 2019, Corteva est membre Corporate du Career Women's Forum (www.cwf.ch). Corteva sponsorise l'adhésion de 5 collaboratrices au CWF et participe activement à l'association. Une des collaboratrices est impliquée dans le comité actuel et deux managers seniors sont activement engagés dans le programme de mentoring cross company. Corteva est une société, qui a vu officiellement le jour au premier juin, née de la fusion puis séparation de Dow et de DuPont. Cette spin off est l'occasion de recréer une nouvelle vision, des valeurs nouvelles, profondément ancrées dans l'agriculture. La diversité et l'inclusion sont une partie fondamentale de Corteva, qui veut que chaque individu puisse contribuer à son potentiel maximum, tout en étant écouté, entendu et en ayant l'opportunité de continuer à se développer. Et cela est vrai égale-

ment pour la diversité de genre. Corteva a créé un peu plus tôt cette année des Business Ressources Groups, dont l'un est spécifiquement dédié au développement des femmes dans l'entreprise. Ce sont des salariés passionnés, qui s'engagent avec le soutien du senior leadership, afin de créer des opportunités de développement, de meilleure inclusion, de mentoring pour faire progresser les femmes dans l'entreprise.

Un témoin de l'implication du leadership? Le CEO, Jim Collins, de visite à Genève il y a quelques mois, a passé une heure avec une vingtaine de femmes de l'entreprise de tous horizons, afin d'écouter leur point de vue sur la diversité et l'inclusion, leurs expériences personnelles et leurs idées sur ce que l'on peut améliorer. Un moment très apprécié par tous les participants! ■

ENTREPRISES

EMS-CHEMIE:
rentabilité en hausse

Ems-Chemie a accru son bénéfice net au premier semestre 2019. Le fabricant grison de polymère et autres spécialités chimiques a dégagé un résultat net de 266 millions de francs, 2,5% de plus qu'au cours des six premiers mois de 2018. Le chiffre d'affaires net a fléchi de 3,8% sur la période sous revue à 1,15 milliard de francs, reflet de l'affaiblissement de la conjoncture mondiale. L'Ebit a augmenté de 1% à 316 millions de francs et le flux de trésorerie opérationnel a pris 1,6% à 345 millions de francs. En parallèle à ses résultats définitifs, le groupe annonce le départ d'Urs Zimmerli, membre de la direction générale de l'entreprise pilotée depuis Herrliberg, dans le canton de Zurich. — (awp)

SCHAFFNER: ambitions rabotées, plombées par l'automobile et les devises

Le groupe industriel a annoncé hier avoir revu à la baisse ses objectifs pour son exercice décalé 2018/19 (clos fin septembre). L'entreprise soleuroise explique cet «ajustement» notamment par l'accès de faiblesse de l'industrie automobile et d'effets de change. Schaffner s'attend pour le deuxième semestre à un recul d'environ 5% de son chiffre d'affaires par rapport à la première moitié de l'exercice, et anticipe une marge opérationnelle (Ebit) annuelle de «près de 5%». Le groupe maintient néanmoins le cap au niveau de ses objectifs à moyen terme. — (awp)

FERAG: suppression prévue de 150 postes

Le groupe industriel Ferag va devoir faire des économies et prévoit de supprimer jusqu'à 150 postes de travail. La rapide mutation opérée dans le domaine des médias se fait cruellement sentir au niveau des commandes, a indiqué l'entreprise familiale zurichoise hier. A cela s'ajoute le fait que le développement de nouveaux marchés dans le segment intralogistique prendra plus de temps que prévu.

La société est en train de mettre sur pied un plan social pour les collaborateurs touchés. La soixantaine d'apprentis pourront dans tous les cas conserver leur emploi, assure Ferag, qui souligne son intention de conserver son site de Hinwil, dans l'Oberland zurichois. — (awp)

BKW: rachat de deux sociétés allemandes

Le groupe bernois BKW poursuit son expansion dans le domaine de l'ingénierie. Il annonçait hier le rachat des allemands KFP Ingénierie et KFP Ingenieuré Brandschutz, qui rejoignent le réseau BKW Engineering. Les sociétés allemandes sont actives dans la physique du bâtiment, le conseil en énergie, la protection incendie et les contrôles et vérifications. Il s'agit d'une «optimisation à la fois technique et géographique», relève le groupe. Les deux entreprises ont été fondées en 1972 et occupent 90 employés. Le prix des acquisitions n'a pas été dévoilé. — (awp)

Alpiq se trouve dans le creux des prix au moment de l'offre de rachat

ÉLECTRICITÉ. Une dépréciation liée aux centrales de Kladno/Zlin, qui seront vendues, pèse encore sur le résultat IFRS dans le rouge vif.

CHRISTIAN AFFOLTER

Les chiffres semestriels d'Alpiq peuvent prêter à polémique dans le contexte de l'offre d'achat des titres en mains du public à un prix de 70 francs par titre. Celle-ci dure encore jusqu'au 9 septembre. Au cours des six premiers mois, une nouvelle fois, la perte selon IFRS s'est alourdie, pour atteindre 206 millions de francs (-124 millions l'année précédente). Si la vente des centrales tchèques à Kladno et à Zlin permet certes au groupe de faire un grand pas sur le chemin de la décarbonation, elle a également un impact financier négatif au premier semestre. La dépréciation de 241 millions qui figure dans les comptes est l'un des principaux éléments responsables du résultat IFRS dans le rouge vif. Quant à la finalisation, elle ne sera comptabilisée qu'au deuxième semestre. L'effet a pourtant été un peu atténué par l'évolution positive pour le groupe des fonds de désaffection et de gestion des déchets (104 millions). En tout, le résultat des activités poursuivies s'est alourdi de 103 millions par rapport au premier semestre 2018, atteignant -179 millions. Quant à l'Ebitda avant effets exceptionnels (ce chiffre représente la performance financière d'Alpiq), il a reculé de 44 millions, à 55 millions.

Les prix de 2016 ont été déterminants

Du côté de l'électricité suisse, Alpiq a pleinement subi l'impact du creux dans les prix de l'électricité européens atteint en 2016 (34 eu-



KEYSTONE

JENS ALDER. Le CEO et président du conseil d'administration d'Alpiq ne remet pas en cause le rapport d'évaluation.

ros/MWh). Comme le groupe vend son énergie par le biais de contrats de couverture, il retrace l'évolution des prix sur le marché toujours avec 2-3 ans de décalage. L'unité Generation Switzerland affiche par conséquent un Ebitda particulièrement négatif, à -56 millions, grevé aussi par un volume de production plus faible. La contribution positive de Generation International s'est allégée, atteignant 60 millions. Nottons aussi que sans les centrales de Kladno/Zlin, ce résultat n'aurait atteint que 36 millions. Seul Digital & Commerce a enregistré une légère progression, de 44 millions à 51 millions. La dette nette s'est encore rétrécie de 30 millions par rapport à fin 2018, pour atteindre 217 millions. Quant au chiffre d'affaires, il a diminué de 14,8% par rapport à la même période de 2018 à 2,21 milliards,

principalement en raison de volumes de négocié (Digital & Commerce) en baisse. Le prix de 70 francs par titre offert par CSA, qui agit de concert avec le groupe qui contrôle désormais Alpiq à hauteur de 88%, est considéré trop bas non seulement par le gestionnaire britannique Knight Vinke (L'Agefi du 20 août), mais aussi, par exemple, par l'analyste de ZKB Sven Bucher — malgré le rapport d'évaluation (Fairness Opinion) établi par PwC. Ce même analyste note aussi que les chiffres semestriels présentés par Alpiq ne présentent guère de surprises majeures par rapport à ses estimations. Il se confirme qu'une part importante des paramètres est de toute manière déjà connue, notamment en raison de la couverture par le biais de contrats à terme. La polémique

concerne ainsi plutôt le timing que la manière de présenter les résultats semestriels: l'opération de rachat avec décotation se déroule au moment où, désendetttement mis à part, Alpiq se trouve sous pression maximale. Il s'y ajoute l'impact négatif au premier semestre lié à Kladno/Zlin. C'est probablement aussi ce qu'entend Eric Knight lorsqu'il parle d'une opération opportuniste. De surcroît, Alpiq lui-même signale qu'il va «profiter de l'augmentation des prix à partir de 2020», dans un premier temps à 39 euros/MWh. Deuxième élément positif, la décarbonation permet à Alpiq de se profiler plus que jamais en tant que promoteur d'une mobilité exempte de CO₂, en Allemagne, en Autriche, en Suisse et en Italie. Pour le trafic poids lourds, le groupe préconise la mobilité électrique à hydrogène. Il peut finalement se faire une place dans le domaine des solutions de stockage flexibles, grâce à la numérisation et à son positionnement en tant que pionnier au sein du secteur de l'énergie.

Pouvoir réaliser une valeur plus élevée est improbable

Dans sa prise de position vis-à-vis de l'offre, le conseil d'administration d'Alpiq admet le scénario d'une valeur future du titre plus élevée qu'actuellement, tout en soulignant les risques. Celui-ci n'est actuellement pas contenu dans le prix du titre (70,10 francs à 15h32) en raison de son incertitude. De surcroît, «en raison de la décotation et du rachat obligatoire (squeeze-out) envisagé, la

réalisation d'une valeur potentiellement plus élevée reste incertaine et improbable pour les actionnaires qui ne servent pas leurs titres.»

Sans vouloir entrer dans les détails (Alpiq préfère répondre en temps voulu à Knight Vinke, mais pas publiquement), le CEO et président du conseil d'administration d'Alpiq Jens Alder, surpris par la place que la presse a accordé aux propos de l'investisseur activiste britannique, a rappelé les aspects techniques, n'ayant

L'OPÉRATION
DE RACHAT AVEC
DÉCOTATION
SE DÉROULE
AU MOMENT OÙ ALPIQ
SE TROUVE SOUS PRESSION
MAXIMALE.

aucune raison de remettre en cause la Fairness Opinion». Selon la Loi sur la fusion (LFus), il suffit à CSA d'obtenir une part supplémentaire d'environ 1,6% seulement (le flottant s'élève à 11,58%) pour déclencher la procédure de rachat obligatoire. Jens Alder estime par conséquent qu'il ne sera pas possible de s'y opposer, ni à la transaction en soi. Les actionnaires pourraient juste tenter d'invoquer l'article 105 de la LFus pour obtenir un prix plus élevé. Les chances d'une telle procédure sont «très incertaines», selon Sven Bucher de ZKB. Rappelons dans ce contexte que le jour de la publication de l'offre détaillée, le 9 juillet, la COPA avait publié sa décision, confirmant la conformité de celle-ci. ■

Adoption d'une nouvelle garantie d'emploi pour les collaborateurs de La Poste

La révision du plan social a mené notamment à un rehaussement de cette garantie à 58 ans, contre 55 précédemment, et jusqu'à l'âge ordinaire de l'AVS.

La Poste et les syndicats transfair et syndicom ont renégocié le plan social du géant jaune et de ses filiales CarPostal et PostFinance. Le changement majeur est la garantie d'emploi pour les collaborateurs comptant vingt années de service ou plus.

Jusqu'ici, les personnes concernées devaient prendre leur retraite anticipée à 62 ans. Désormais, la garantie d'emploi s'applique à partir de 58 ans (contre 55 auparavant) et jusqu'à l'âge ordinaire de l'AVS, indiquent La Poste et les syndicats dans un communiqué commun. Les personnes concernées bénéficieront ainsi d'une meilleure rente qu'aujourd'hui, précisent-ils.

Pour Christian Capacoeil, de Syndicom, cette mesure constitue une amélioration. Certaines personnes ont perdu à 62 ans le droit aux prestations du plan social, avec le risque de «trous» dans leurs retraites, a-t-il expliqué à Keystone-ATS.

Un mieux pour les bas revenus

La nouvelle garantie d'emploi présente des avantages surtout pour les personnes aux bas revenus, renchérit Transfair. La période de cotisation à la caisse de pension étant plus longue, la retraite sera plus élevée. En cas de réorganisation, la possibilité de partir à la retraite à 62 ans déjà existera toujours. Avec

un renforcement de la caisse de pension de 1700 francs par mois et une rente transitoire de 2000 francs par mois, souligne le syndicat dans un communiqué.

Divers points du plan social ont en outre été simplifiés, notamment les critères déterminant le degré d'acceptabilité d'une modification des rapports de travail. Le plan social constitue une annexe à la convention collective de travail (CCT), actuellement en cours de renégociation. Sous réserve de ratification, le nouveau plan social entrera en vigueur avec la nouvelle CCT le 1^{er} janvier 2021.

Parallèlement au plan social, les partenaires sociaux ont lancé un vaste programme de prévention.

L'objectif est d'accompagner et d'épauler les collaborateurs du groupe dans leur carrière, face aux changements provoqués par l'automatisation et la numérisation croissantes.

Orientation de carrière

Dans le cadre de ce programme, La Poste «sensibilise ses cadres et collaborateurs à l'importance de se consacrer à leur évolution professionnelle, ceci grâce à des mesures telles que des ateliers d'équipe, des sessions d'orientation de carrière ou la promotion des compétences numériques», explique le communiqué. Ce programme de prévention entrera déjà en vigueur le 1^{er} janvier prochain.



ROBERTO CIRILLO. CEO de La Poste, dont le nouveau plan social entrera en vigueur avec la nouvelle convention collective de travail le 1^{er} janvier 2021.

La Finma accorde deux licences pour les cryptomonnaies

SERVICES FINANCIERS. Les deux autorisations sont octroyées à Seba Crypto à Zoug et à la fintech Sygnum, basée à Zurich.

La cryptosphère franchit un cap en Suisse avec l'annonce de l'octroi pour la première fois d'une licence bancaire à deux sociétés financières traitant des actifs numériques. Le gendarme financier suisse (Finma) a accordé le précieux sésame à Seba Crypto à Zoug et à la fintech Sygnum, basée à Zurich.

Les deux entités, avec leurs prestations basées sur la blockchain, sont les deux premières «cryptobanques» agréées à ce stade en Suisse. Leurs services s'adressent aux clients professionnels et institutionnels. En plus de la licence bancaire, elles ont reçu une autorisation de courtage pour les valeurs mobilières, ont indiqué les deux établissements dans des communiqués séparés.

Jusqu'à présent, plusieurs sociétés permettaient déjà le négoce et le «gardiennage» de valeurs numériques comme le bitcoin, mais une solution bancaire complète faisait encore défaut.

Sygnum offre aux investisseurs institutionnels et privés qualifiés, aux entreprises, aux banques et autres instituts financiers des services de conseil pour l'investissement dans les actifs numériques. L'ancien directeur général du groupe bancaire UBS, Peter Wuffli, siège au conseil d'administration.

L'entreprise avait précédemment reçu une licence de prestataire de services financiers à Singapour.



MANUEL KRIEGER. Pour le CEO de Sygnum (Suisse), c'est une étape importante en vue de l'institutionnalisation des actifs numériques.

L'obtention de ces deux licences «représente une étape importante en vue de l'institutionnalisation de l'activité basée sur les actifs numériques», a estimé le cofondateur et directeur général pour la Suisse de Sygnum, Manuel Krieger.

Seba Crypto, qui avait levé 100 millions de francs en vue du feu vert de la Finma, s'est pour sa part félicitée «d'une étape importante» pour l'ensemble du secteur. Les licences du régulateur permettront à la société de démarquer ses activités en octobre. En février, Julius Bär et Seba Crypto avaient annoncé qu'ils comptaient s'allier pour proposer

des services financiers numériques à leurs clients. Le gestionnaire de fortune zurichois détient une participation de 17,5% dans Seba.

Le mois dernier, le fournisseur de services financiers Bitcoin Suisse s'est également mis sur les rangs en soumettant une demande de licence bancaire à la Finma, associé à une requête de licence de courtier en valeurs mobilières. La fintech genevoise Mt Pelerin a également déposé une demande d'agrément auprès de l'autorité de surveillance.

Dans le même temps, dans un communiqué distinct, la Finma prend soin de souligner que la

blockchain ne doit pas être utilisée pour contourner les modèles de réglementation qui ont fait leurs preuves. Il s'agit en particulier de veiller à ce qu'elle ne soit pas détournée à des fins de blanchiment ou de financement du terrorisme.

Règles strictes contre le blanchiment

Potentielle, la blockchain recèle des risques à cet égard. «Les prescriptions en matière de blanchiment valent également pour ce secteur», prévient ainsi l'autorité de surveillance. Des gardes-fous s'imposent pour les transactions de devises numériques, à savoir connaître les données des deux parties engagées.

Les instituts sous réglementation ne peuvent par exemple envoyer ou recevoir des monnaies ou des jetons numériques sur des portefeuilles externes que de leurs propres clients clairement identifiés au préalable. La Finma reconnaît par ailleurs le «potentiel d'innovation» représenté par les nouvelles technologies comme la blockchain pour les marchés financiers. La Bourse de Zurich du reste, avec sa plate-forme de négoce «crypto» en développement, participe à l'essor, porté par ailleurs par une volonté politique au niveau fédéral («la cryptonation Suisse» vantée par l'ex-conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann). – (awp)

LIBRA: Maxine Waters salue les discussions avec la Suisse

La députée américaine Maxine Waters, présidente du Comité des services financiers de la Chambre des représentants, est repartie de Suisse satisfaite de sa rencontre avec les autorités locales autour du projet de monnaie virtuelle Libra du géant des réseaux sociaux Facebook, qui devrait être basé à Genève.

«Nos discussions avec les représentants du Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales (SIF), du Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence, de l'Autorité de surveillance des marchés financiers (Finma) et des législateurs suisses nous ont aidés à saisir le statut, la complexité et l'importance des projets de Facebook», a indiqué l'élu démocrate. La Suisse est une étape de la tournée en Europe et au Moyen-Orient entamée par une délégation sous la houlette de Maxine Waters afin de mieux cerner les contours du projet de monnaie virtuelle du colosse de Menlo Park en collaboration avec près d'une trentaine de partenaires de renom.

«Si j'apprécie le temps pris par les représentants du gouvernement suisse pour nous rencontrer, mes inquiétudes demeurent à l'idée d'autoriser une grande entreprise technologique à créer une devise globale alternative contrôlée par des intérêts privés», a affirmé la députée, qui entend poursuivre son examen, notamment du risque de blanchiment et «d'autre problématiques sous la juridiction du comité». – (awp)

BC DE SCHWYZ: recul du bénéfice au 1^{er} semestre

Au premier semestre, la Banque cantonale de Schwyz (SZKB) a subi un net recul des recettes dans son cœur de métier, les opérations d'intérêts. Cela pese sur la rentabilité et le bénéfice net, qui s'est contracté de 1,1% sur un an, à 33,1 millions de francs.

Le résultat opérationnel s'est étiolé de 1,7% à 58,4 millions, indique lundi l'établissement schwyzais. Cette baisse s'explique par une hausse des charges (+1,9% à 54,3 millions), dans un contexte de stagnation (-0,1%) des revenus, à 117,0 millions. Le rapport entre les coûts et les revenus demeure néanmoins assez bas, à 43%.

La SZKB a pâti d'un résultat net des opérations d'intérêts raboté de 6,4% à 80,6 millions de francs. Les provisions pour défaillance clientèle ont coûté bien plus cher qu'au premier semestre 2018. En termes de volumes, les créances hypothécaires se sont inscrites à 13,79 milliards de francs, ce qui représente une progression de 1,4% sur six mois. La contreperformance dans cette activité importante, qui compose plus des trois quarts des recettes, n'a pas pu être compensée par les autres activités, qui ont toutes généré davantage de revenus en comparaison annuelle. – (awp)

UBS: certaines activités déplacées à Bienne

UBS a officiellement inauguré à Bienne son centre opérationnel administratif. Actuellement, le bâtiment situé au centre-ville compte 60 collaborateurs mais il a une capacité pour en accueillir jusqu'à 600. D'ici à la fin de cette année, le nombre des collaborateurs sur le site bernois va s'élargir à une centaine. «Nous allons continuer à monter progressivement en puissance», a précisé Jean-Raphaël Fontannaz, porte-parole de la banque pour la Suisse romande.

Actuellement, la majorité des collaborateurs actifs à Bienne sont des employés de la banque qui étaient en poste ailleurs en Suisse, essentiellement à Zurich. UBS choisit donc d'installer des services dans des zones périphériques plutôt que dans les métropoles. L'établissement financier avait annoncé en 2017 sa décision d'ouvrir un troisième Business Solutions Center à Bienne après ceux de Schaffhouse et de Manno-Suglio au Tessin. Les collaborateurs à Bienne seront chargés d'opérations administratives sans contact avec le client. UBS achève ainsi sa stratégie d'implantation décentralisée. – (ats)

BANQUE WIR: rentabilité améliorée

La banque coopérative Wir a nettement amélioré sa rentabilité brute et nette en première partie d'année, malgré un affaiblissement dans son cœur de métier, les opérations d'intérêts. L'établissement bâlois a cependant accéléré la cadence dans les activités de négoce. Faisant face à un environnement de taux bas qui pèse sur les marges, le produit net des opérations d'intérêts a chuté de 13,4% sur un an à 27,1 millions de francs sur les six premiers mois de l'année, a annoncé le groupe bancaire dans un communiqué.

Dans les commissions et services, le produit d'exploitation a également reculé de 7,2% à 11,4 millions de francs, mais il a été quadruplé à près de 11 millions dans les activités de négoce. Les charges opérationnelles sont restées quasiment stables (+0,5%) à 29,1 millions de francs, résultant en un bénéfice d'exploitation plus que doublé à 17,9 millions. Le bénéfice net a pour sa part bondi de 68,8% à 16,4 millions, une performance qualifiée de «réjouissante» par le directeur général Bruno Stiegeler. La banque Wir a continué à progresser au niveau des crédits hypothécaires, qui ont augmenté de 1,5% à 3,92 milliards de francs sur un total de 4,62 milliards de prêts à la clientèle (+0,7%). Ces prêts ont été sécurisés par des dépôts des clients de 3,79 milliards, en hausse de 0,9% par rapport à fin 2018. – (awp)

IMMO HELVETIC: résultats semestriels en hausse

Le fonds immobilier Immo Helvetic a bouclé le premier semestre 2019 sur des résultats en hausse par rapport aux six premiers mois de l'exercice précédent, avec un bénéfice net de 15,5 millions de francs, en hausse de 0,4 million. Les entrées nettes enrobées de 1 million de francs à 15,7 millions, a indiqué la société bernoise lundi par voie de communiqué. Les revenus locatifs sont ressortis à 25,5 millions, soit 1,7 million de mieux que sur la même période un an plus tôt. Au 30 juin, la fortune du fonds se montait à 1,17 milliard, en hausse par rapport au bouclage de 2018. Pendant la période sous revue, Immo Helvetic a acheté des immeubles à Lyss et à Payerne, ainsi que des terrains à bâtir à Zuchwil, dans le canton de Soleure. Le fonds bernois possède surtout des immeubles de logement dans le canton de Berne et la région Mittelland, mais est également présent notamment dans les cantons d'Argovie et de Zurich. – (awp)

Credit Suisse injecte des centaines de millions dans l'activité suisse

BANQUE. Le groupe va investir plus de 100 millions de francs dans sa division Swiss Universal Bank d'ici fin 2021.

Credit Suisse va réorganiser ses activités helvétiques et débourser des sommes importantes afin de soutenir la croissance. Le géant bancaire zurichois va injecter plus de 100 millions de francs dans sa banque universelle suisse d'ici fin 2021.

Dans un communiqué, le numéro deux bancaire helvétique annonce un investissement «en millions à trois chiffres élevé» dans la division Swiss Universal Bank (SUB). Ces montants seront utilisés notamment pour poursuivre la numérisation des activités – notamment pour les jeunes clients.

Le recrutement fera également l'objet d'un effort particulier. L'effectif de collaborateurs dédiés aux «affaires à forte intensité de conseil» sera augmenté. La hausse sera de l'ordre d'un «nombre à deux chiffres élevé», soit – à priori – entre 50 et 100 personnes. A fin 2018, la SUB employait 11.950 équivalents temps plein, dont 1780 conseillers à la clientèle.

Il s'agira d'étoffer les équipes de gestion de fortune consacrées aux clients fortunés et très fortunés, dirigées par Jens Hass, qui intègre

celles qui s'occupent des PME et des clients institutionnels, mais également celles spécialisées dans le négoce. Parallèlement, le groupe entend améliorer son efficacité.

Dès la semaine prochaine, les clients individuels et entreprise recourant aux «services de base» seront gérés dans un nouveau secteur d'activité baptisé Direct Banking, précise le communiqué. Cette unité, qui compte 1 million de clients individuels et 600.000 entreprises, sera chevauchée par Mario Crameri, jusqu'ici à la tête des activités IT et Opérations.

DÈS LA SEMAINE PROCHAINE, LES CLIENTS INDIVIDUELS ET ENTREPRISE RECOURANT AUX SERVICES DE BASE SERONT GÉRÉS DANS UN NOUVEAU SECTEUR BAPTISÉ DIRECT BANKING.

Les activités de banque d'affaires seront détachées de la division correspondante (Corporate & Investment Banking) pour être subordonnées au directeur général de la SUB, Thomas Gottstein. Elles deviendront un secteur à part entière et continueront d'être dirigées par Jens Hass, qui intègre

par la même occasion la direction générale de la SUB.

Objectifs confirmés

La réorganisation de la banque universelle suisse est présentée comme une évolution dictée par les «exigences des clients». Elle s'inscrit également dans le sillage d'un contexte difficile marqué par les taux négatifs et une pression sur les marges, souligne la banque aux deux voiles.

Credit Suisse renouvelle par ailleurs les objectifs financiers de cette division, à savoir une croissance des recettes et des volumes supérieure au marché et un ratio

sieurs milliers de postes au cours de cette période.

Sur trois ans, le bénéfice avant impôts de la SUB a gonflé de près de 38% à 2,2 milliards de francs. Le rapport entre coûts et revenus a été amélioré de 10 points de pourcentage à 58%. Le volume d'affaires a bondi de 16% à 933 milliards. «Ces investissements sont rendus possibles par le net accroissement de la capacité bénéficiaire de la Swiss Universal Bank depuis 2015 ainsi que par nos mesures rigoureuses d'optimisation de l'efficacité et notre gestion très stricte des coûts, qui restera indispensable malgré les investissements prévus», affirme M. Gottstein.

Credit Suisse souhaite se concentrer encore davantage sur certaines catégories de clients, ce qui paraît logique dans le paysage bancaire actuel, affirme la Banque cantonale de Zurich (ZKB) dans un commentaire. A en croire la ZKB, les personnes servies par la nouvelle unité Direct Banking pourraient cependant avoir l'impression de passer pour des clients de seconde zone. – (awp)

Vaudoise: les deux fonds de Berninvest améliorent leurs résultats

FONDS IMMOBILIERS. Les deux fonds de Berninvest, filiale à 100% de l'assureur Vaudoise via son unité de gestion d'actifs, ont dégagé des résultats semestriels en hausse par rapport aux six premiers mois de l'exercice précédent.

Le fonds immobilier Immo Helvetic, destiné aux investisseurs privés, a bouclé la période sur un bénéfice net de 15,5 millions de francs, en hausse de 0,4 million. Le fonds Good Buildings, destiné aux institutionnels, a dégagé 3,9 millions, soit 1 million de mieux qu'un an plus tôt, a indiqué hier Berninvest.

Des revenus locatifs en progression

Pour Immo Helvetic, les entrées nettes se sont enrobées de 1 million de francs à 15,7 millions. Les revenus locatifs sont ressortis à 25,5 millions, soit 1,7 million de plus qu'au premier semestre 2018.

Au 30 juin, la fortune du fonds se montait à 1,17 milliard, en hausse par rapport au bouclage de 2018. Pendant la période sous revue, Immo Helvetic a acheté des immeubles à Lyss et à Payerne, ainsi que des terrains à bâti à Zuchwil, dans le canton de Soleure. Le fonds bernois possède surtout des immeubles de logement dans le canton de Berne et la région Mittelland, mais est également présent notamment dans les cantons d'Argovie et de Zurich.

Good Buildings pour sa part a vu ses revenus locatifs bondir de 17% à 5,5 millions de francs. Les recettes nettes ont crû à un rythme encore plus soutenu, à 4,3 millions.

Au 30 juin, le fonds – que Berninvest entend introduire sur SIX fin septembre, sous réserve d'approbation de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (Finma) – affichait une fortune de 271,2 millions de francs, en hausse de près d'un quart par rapport au 31 décembre. – (awp)

DISTRIBUTION: quatre sociétés créent Vitertia

Les sociétés Manor, Pistor, Spar et Valora ont mis en commun leurs activités d'achats au sein d'une nouvelle entité, Vitertia. L'objectif est de bénéficier d'économies d'échelle, selon les termes d'un communiqué publié hier. Au plus tard début octobre, Vitertia négociera les prix d'achat avec une sélection de fournisseurs au nom des quatre sociétés. Leurs activités commerciales respectives ne seront pas affectées par cette nouvelle coopération, est-il précisé.

La nouvelle société sera dirigée par un ancien cadre de Coop, Michael Sieber, 47 ans. Son conseil d'administration sera composé de quatre membres nommés par les sociétés fondatrices, lesquelles disposent d'une part égale dans le capital de Vitertia. – (awp)

Les CFF se lancent dans le coworking avec le fribourgeois Workingshare

TRANSPORT FERROVIAIRE. Le groupe va inaugurer le 11 septembre un premier espace de travail collaboratif dans la gare de Neuchâtel.

MATTEO IANNI

Le marché du coworking continue de faire des émules. Les Chemins de fer suisses (CFF) se lancent en effet dans le secteur avec l'inauguration d'un espace de travail collaboratif dans la gare de Neuchâtel le 11 septembre prochain. Pour ce faire, l'ancienne régie fédérale s'est associée à une toute jeune entreprise fribourgeoise, Workingshare. Crée en 2016, la société est née d'une envie commune entre David Regamey et Jérôme Mariéthoz, les deux fondateurs, d'investir dans le marché du coworking pour initialement développer un espace au cœur de Fribourg. Ce projet est lancé à la fin de l'année 2016. Quelques mois plus tard, le concept est défini : ce sera «Vibration Workingshare». Cet espace a ouvert ses portes au 24 juillet 2017 centre-ville de Fribourg.

Flexibilité sur les prix

Dans cette myriade d'offres d'espace de travail collaboratif, l'entreprise fribourgeoise se distingue par sa flexibilité, notamment au niveau des prix. Le «coworkeur» a ainsi la possibilité de payer son utilisation à la minute. En soi,



GAMEDY MBAYE. Actuel directeur d'exploitation (COO) de l'entreprise et associé.

pour une heure de présence, il doit payer 9 francs. Et pour plus de cinq heures, le prix est plafonné à 45 francs. Bien entendu, l'entreprise a fixé des prix pour les utilisateurs résidents. «Nos centres sont des environnements ergonomiques et stimulants, au sein desquels les membres ne règlent que le temps effectivement passé sur place, à la minute près. Chaque Vibration comprend des bureaux privatisés, des salles de réunion,

une cafétéria ainsi qu'un open space. Nos coworkers sont aussi bien des travailleurs de passage que des «résidents» possédant une place attitrée.»

Neuchâtel en 2019, Fribourg en 2020

Après des débuts quelque peu difficiles, tout s'enchaîne rapidement pour l'entreprise fribourgeoise. Le tournant arrive en mars 2018. Workingshare remporte en effet

un appel d'offre pour l'exploitation, à partir de 2020, d'un nouveau centre dans des locaux situés au cœur de la gare de Fribourg. Dans la foulée, un espace au sein de la gare de Neuchâtel leur est proposé. Ainsi débute l'aventure de ce côté du lac. Les travaux avancent vite ; le centre est terminé en deux fois moins de temps que le premier. Il ouvrira ses portes le 11 septembre prochain et mesurera environ 500m².

«En nous implantant au sein des gares, nous espérons notamment contribuer à l'effort des CFF en vue d'atteindre l'objectif fixé par le Conseil Fédéral de faire de ces lieux des «plaques tournantes de la mobilité». Nous travaillons d'ores et déjà étroitement avec Village Office et le label Works-mart dans l'optique de réduire le nombre de pendulaires aux heures de pointes, et sommes convaincus que le renforcement de la relation entre les transports publics et les espaces de travail partagés est une solution viable face à ce phénomène.»

Et ce n'est que le début. En effet, si les espaces de Neuchâtel et Fribourg CFF fonctionnent bien, les portes d'autres grandes gares romandes pourraient s'ouvrir à eux.

«Nous ne nous focalisons toutefois pas uniquement sur cet objectif. Ainsi, il se pourrait qu'on ouvre un centre également présent du côté de la Riviera d'ici l'été prochain.»

Importante concurrence

Le marché du coworking continue son ascension. Entre 2016 et 2018, le nombre d'espaces de travail collaboratifs a été multiplié par 2,5 en Suisse. On en recense aujourd'hui plus de 200 dans le pays. Un marché qui met aux prises des géants comme IWG (anciennement Regus), Impact Hub ou Gotham.

Conscients de l'incertitude planant sur le marché, et face à l'arrivée d'acteurs d'outre-Atlantique, comme le colosse WeWork, le fribourgeois Workingshare cherche à se positionner comme le coworking suisse de proximité. «En nous alliant aux CFF, nous avons opté pour un choix stratégique fort, tant au niveau de l'image que des possibilités que cela engendre. Rappelons que CFF immobilier est l'un des plus grands propriétaires de biens en Suisse, et que l'entreprise prévoit la construction de bâtiments dans plus de 24 sites ces prochaines années.»■

Particle Vision chasse la poussière pour déterminer l'origine des pollutions

ENVIRONNEMENT. La société fribourgeoise développe un nouveau classificateur des particules fines par le biais de l'apprentissage automatique.

MAUDE BONVIN

D'où provient la pollution sur les façades des bâtiments? Dans quelle proportion le trafic ferroviaire contribue-t-il à la création de particules fines? Et le transport routier? Fondée en 2011, l'entreprise fribourgeoise, Particle Vision, répond à toutes ces questions. «Les services que nous offrons dans le domaine des analyses environnementales sont uniques car nous avons établi une bibliothèque et une classification précise des particules», déclare sa CEO, Juanita Rausch. La société peut ainsi mettre en lumière des contaminations par micro ou nano particules.

Le terme «poussière» est habituellement utilisé de façon générique. «Le problème est qu'il n'y a pas un seul type de poussière. Il s'agit souvent d'une mixture complexe qui devrait être identifiée selon sa composition», poursuit la directrice. Et d'illustrer son propos : «les effets sur la santé des poussières de métaux lourds ou de suie ne sont pas les mêmes que ceux de poussières constituées de minéraux, de pollens ou de spores. Dans le cas d'un franchissement de la valeur limite autorisée, l'identification exacte de la source responsable s'avère impérative afin de prendre des mesures efficaces».



JUANITA RAUSCH. «Nous planchons sur un service innovant pour une quantification plus efficace des microplastiques», dit la CEO.

Particle Vision examine donc les poussières de manière différenciée. Pour ce faire, elle se sert d'un microscope électronique à balayage. Elle le partage avec le Swiss Integrative Center for Human Health (SICH) à Fribourg. «Nous sommes, par ailleurs, constamment à la recherche de compléments pour le microscope sous forme de nouveaux détecteurs et capacités de mesure», indique la géologue de formation. L'entreprise développe aussi un nouveau classificateur de particules par le biais de l'apprentissage automatique

(«machine learning») pour affiner ses résultats et gagner en efficacité. «Nous planchons également sur un service innovant pour une quantification plus efficace des microplastiques.» Une fois quantifiées et définies, la PME est capable de déterminer la source des particules. Si ces dernières proviennent d'une usine par exemple, un filtre peut alors être installé.

Parmi sa clientèle se trouvent des offices de l'environnement des cantons et fédéral ainsi que des universités et des instituts de recherche. Carrières, gravières, sociétés de recyclage et d'ingénierie environnementale font également appel à elle. Sans oublier les fabricants de produits et d'équipements. La société compte une cinquantaine de clients. «Nous souhaitons en acquérir de nouveaux dans des domaines tels que les particules en suspension dans l'air, les nanoparticules, les microplastiques, la contamination de matériaux, les sédiments et les cendres volcaniques.»

Rentabilité et autofinancement

Pour le moment, Particle Vision se concentre principalement sur le marché helvétique. «Nous travaillons aussi en France et en Allemagne. Indirectement, nous sommes également actifs dans le monde entier, grâce à deux sociétés commercialisant nos capteurs passifs et nos analyses en Asie, Afrique, Amérique du Sud et Europe», précise la CEO. Sur le plan financier, la firme a bénéficié d'un prêt d'amorçage pour ses développements initiaux. Puis, elle a reçu un soutien pécuniaire pour le développement de son premier classificateur de particules, via un projet Innosuisse. «Ensuite, nous nous sommes totalement autofinancés», poursuit la patronne. La société est rentable depuis 2016. Au niveau de son implantation, la PME a opté pour le chef-lieu

fribourgeois assez naturellement. «Un des fondateurs, Mario Meier, étudiait au sein de l'Université de Fribourg et d'autres diplômés de sa promotion l'ont rejoint. De ce fait, une collaboration intensive a été établie avec le département des géosciences de la haute école», indique la directrice. Il faut également mentionner l'appui et l'encadrement de Fri Up, l'organe de soutien à la création d'entreprises du canton de Fribourg. À ses balbutiements, l'ancienne start-up a mené plusieurs projets pilotes. «Grâce à eux, nous avons pu prouver que nos méthodes permettent d'obtenir un volume d'informations beaucoup plus important et plus détaillé pour analyser un problème de poussière spécifique», précise celle qui est également vulcanologue. Puis, le plus grand défi a été de convaincre : «Nous avons dû persuader nos premiers clients que les informations supplémentaires que nous leur fournissons pouvaient être extrêmement utiles, bien qu'elles ne soient pas requises par la loi.»

Et quid de l'avenir? «J'espère que, dans cinq ans, nous serons reconnus comme l'un des principaux spécialistes des particules en Suisse. Un développement de notre entreprise à l'étranger, par exemple en Asie, pourrait aussi être envisagé.»■

«L'enjeu n'est pas de balayer les hommes pour laisser la place aux femmes»

ÉGALITÉ DES SEXES. A l'ère post #MeToo, il est possible de traquer le sexisme en entreprise sans pour autant déclencher un affrontement entre les genres.

SOPHIE MARENNE

L'élan #MeToo n'a pas sonné le glas du sexisme en entreprise. Selon le spécialiste en santé sexuelle Steven Derendinger, ce mouvement né en 2017 est à double tranchant. «Les structures de pouvoir patriarcal sont toujours extrêmement solides. Si ces dénonciations ont fait évoluer les mentalités, je ne suis pas certain qu'elles aient un impact positif en entreprise dans l'immédiat. Les hommes n'ont-ils pas encore plus de difficultés à accepter les femmes dans les hautes sphères du pouvoir? Les laissent-ils prendre de la place maintenant qu'elles peuvent se défendre?», interroge-t-il.

La domination en question

Si la vision patriarcale souffre, ses valeurs persistent. «L'élection de Donald Trump aux Etats-Unis est symptomatique d'un modèle qui fait de la résistance. Ce chef d'Etat est l'incarnation de la domination par un homme sexiste, homophobe et raciste qui refuse de perdre ses priviléges de mâle blanc et hétéro.» En effet, selon le fondateur et directeur de l'association Dans ton Slip, le sexisme est avant tout un enjeu de pouvoir, de la même façon que le sont le racisme, l'homophobie et la transphobie. «Le phénomène #MeToo a mis en évidence les mécanismes de domination par le harcèlement sexuel, l'insulte, l'humiliation ou l'intimidation. Des comportements semblables s'opèrent à l'encontre des homosexuels, des individus d'autres couleurs de peau ou d'autres religions.»

La hiérarchie en place dans l'inconscient collectif a été construite dans un rapport de dominant-dominé. «De façon caricaturale, si vous êtes un homme cisgenre (ndlr: dont l'identité de genre correspond au sexe biologique) et hétérosexuel aujourd'hui, dans une profession libérale ou de cadre,



STEVEN DERENDINGER. «Dès qu'une profession se féminise, elle perd en prestige», explique l'expert des questions de sexualité.

vous êtes le roi de la jungle. Si vous êtes un homme homosexuel, vous êtes un crân en dessous car vous pourriez être dominé. Autant dire que si vous êtes une femme lesbienne, vous cumulez les tares», explique-t-il dans une plaisanterie aigre-douce. Il ajoute: «Le pouvoir est polymorphe. Il est constaté qu'à chaque fois qu'une profession se féminise, elle perd en prestige.» Ainsi, en médecine, avant la large ouverture de ce rôle aux femmes, les docteurs étaient tout-puissants. «Depuis que celles-ci ont été encouragées sur cette voie, la puissance n'y réside plus. Idem en journalisme», commente-t-il. Où se trouve dès lors le pouvoir aujourd'hui? «Là où les hommes règnent en maîtres: dans la finance. Les jeunes ambitieux qui ont soif de supériorité se tournent vers cet univers.»

Tous en quête de pouvoir, quel que soit son genre

Cette échelle d'autorité entre les individus en fonction de leur genre n'a rien de volontaire. «Le pouvoir masculin se maintient grâce à des dynamiques de groupe, subtiles et imperceptibles, qui sont intégrées tant par les hommes que par les

femmes.» Ces renforcements vont de la simple blague machiste jusqu'au fait que ce soit toujours une femme qui serve le café en réunion ou qui soit engagée comme réceptionniste. «Ces biais sont inconscients. Il ne faut d'ailleurs pas blâmer unilatéralement les hommes car la plupart de ceux qui déplacent des réflexes sexistes le font sans s'en rendre compte.»

Actif durant quatorze ans au sein de la section Sida de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), Steven Derendinger a mené plusieurs campagnes de prévention ciblant principalement les populations dites vulnérables: homosexuels, femmes et hommes prostitués, transgenres, migrants... Linguiste de formation et titulaire d'un DAS en santé sexuelle, il a voulu explorer d'autres formes de communication autour de la thématique. «L'éducation à la sexualité est très anxiogène, centrée sur les risques de maladies et de grossesses non désirées.

Dès l'enfance, le message véhiculé est que le sexe c'est sympa mais dangereux», regrette-t-il. En avril 2017, il a fondé l'association Dans Ton Slip à Lausanne, avec laquelle il cherche à sensibiliser aux enjeux de la sexualité de façon ludique et positive. «Les flyers étant dépassés, j'ai privilégié les médias modernes

Sans oublier que les femmes de pouvoir peuvent tout autant utiliser des mécanismes de domination pour maintenir leur statut: harcèlement, insulte, humiliation... «Imaginez un basculement radical vers une société matriarcale où les femmes auraient l'ascendant à leur tour. Serait-ce un monde plus égalitaire, tolérant ou ouvert? Personne ne peut en être certain.»

La hiérarchisation entre genres est tellement intégrée qu'elle est malheureusement vue comme naturelle, faisant partie de l'ordre des choses. «Pour ceux qui sont nés dans le bon corps, il est extrêmement difficile de prendre du recul», déplore Steven Derendinger. Sur la route vers davantage d'égalité entre les genres, les hommes n'ont rien à perdre si ce n'est le prestige d'être perçus comme des citoyens haut de gamme. «Je ne suis cependant pas sûr que la majorité d'entre eux soient prêts à lâcher ce privilège.»

Guerre des sexes stérile

A la question de l'apparition de rapports conflictuels en entreprise, le professionnel de la santé

sexuelle répond: «Il ne faut pas tomber dans un conflit entre les sexes où les hommes se sentiraient menacés par les femmes, renforçant leur mainmise sur le pouvoir, et où les femmes réagiraient en tentant d'écraser les hommes! L'enjeu n'est pas de balayer les hommes pour laisser la place aux femmes mais de remettre en question des mécanismes de pouvoir.»

La fin de l'hégémonie masculine passe par deux volets: l'acceptation par les hommes de lâcher du lest; et la compréhension par les femmes des armes de domination, afin de les contrer. «La reconstruction des normes de société doit se faire de pair, hommes et femmes côte à côte.»

Combattre le mal à la racine

Le premier pas vers une société plus égalitaire, à l'échelle individuelle, est celui de la prise de conscience de chacun de sa propre participation au phénomène de domination de genre, «que ce sexisme soit exercé par les hommes, ou normalisé par les femmes». Au niveau de l'entreprise, le spécialiste propose plu-

sieurs pistes: groupe de travail sur la question du genre, organisation d'une crèche, utilisation d'une communication épicienne, mesures portant sur les traitements salariaux ou encore promotion du temps partiel auprès des hommes. «Il ne faut pas oublier que bon nombre d'entre eux souffrent du système patriarcal. Certains souhaiteraient travailler moins pour s'occuper de leurs enfants ou partager les tâches domestiques. Mais ce n'est pas envisageable car les attentes sociales ne vont pas dans ce sens, et cela remettrait implicitement l'ordre social en question.»

Il faut également donner des outils aux femmes pour qu'elles puissent s'épanouir et tracer leur carrière malgré le sexisme. «Attention», nuance-t-il, «ces jeux de pouvoir ne se résoudront pas en nettoyant la vitrine de votre entreprise. Le sexisme doit être contré en profondeur, en s'attaquant à ses racines – des mécanismes de domination extrêmement profonds et pervers – si vous voulez faire de votre compagnie un lieu égalitaire et inclusif.» ■

Les tutos romands de la sexualité sympa et sans risque

pour parler aux jeunes: YouTube et Instagram.» La plateforme d'informations qu'il a créée vise avant tout les hommes et les personnes sourdes, deux populations qui ont un accès entravé à l'information. «Pour les premiers, le constat est simple: ils ne disposent pas d'un équivalent au gynécologue à qui s'adresser en cas de question. D'ailleurs, selon l'enquête *Le sexe en Suisse* de l'institut de sondage Sotomo, seuls 10% des hommes parlent de leurs comportements et difficultés sexuelles à leur médecin. Les personnes sourdes, quant à elles, n'ont pas toujours accès à la lecture, contrairement à ce qu'on pourrait penser. Par conséquent, elles ne peuvent pas recevoir les messages de prévention de base.» La Suisse compte 10.000 individus sourds ou atteints d'un déficit auditif grave dont 3000 en Suisse romande.

Sponsoriée principalement par la Loterie romande, l'association a publié sa première vidéo *Les préservatifs: une affaire de taille* en février 2018. «Nous y indiquons simplement comment mesurer les dimensions de son pénis pour choisir un préservatif adapté à son anatomie.» Dans chacune des 18 capsules déjà publiées, Steven Derendinger est accompagné non seulement de sa collègue, la sage-femme Natasha Lambelet Métraux, mais aussi de deux interprètes en langue des signes, des professionnels du service Procom. «Les vidéos de Dans Ton Slip comptabilisent actuellement entre 150 et 200 vues par jour, un score honorable pour la Suisse romande.» A l'avenir, Dans Ton Slip espère mettre en place divers ateliers et formations pour briser les tabous. Reconnue d'utilité publique, l'association est en quête de sponsors qui lui permettront de poursuivre ses activités. ■

KTM Industries change de nom pour prendre celui de son principal actionnaire, Pierer

MOTORISTE. Sur le plan opérationnel, le conglomérat délivre un chiffre d'affaires semestriel en hausse de 4,2%.

Le conglomérat KTM Industries a profité hier de la publication de ses résultats semestriels pour annoncer un changement de raison entrepreneuriale. Le groupe, coté depuis fin 2016 sur la place zurichoise, se fera désormais appeler Pierer Mobility, du nom de Stefan Pierer, qui avec près de deux tiers du capital-actions contrôle de fait le motoriste et accessoiriste autrichien.

Ce retour sur les fonts baptismaux entend refléter l'importance croissante au sein du groupe des marques autres que celle des célèbres motos oranges, telles que Husqvarna, Raymond ou encore WP.

La proposition du conseil d'administration doit encore passer le cap formel d'une assemblée générale cet automne.

Des perspectives positives

Sur le plan opérationnel, la société de Wels a étendu son chiffre d'affaires de 4,2% en comparaison annuelle, à 754,9 millions d'euros. L'excédent d'exploitation (Ebit) a progressé dans une moindre mesure, grappillant 1,4% à 46,6 millions. Le nombre de véhicules écoulés a enflé de 7% pour représenter 115.318 motos KTM et 20.393 motos Husqvarna.

La direction demeure confiante dans sa capacité à générer sur l'ensemble de l'exercice une croissance de 3 à 5%, assortie d'un Ebit d'au moins 130 millions. La performance en seconde moitié d'année devrait notamment bénéficier de l'intégration de son désormais ex-distributeur Motorcycle Distributors Australia, actif sur l'île-continent et en Nouvelle-Zélande.

Les perspectives pour l'avenir restent positives. «L'année prochaine, nous produirons plus de motos à Pune en Inde qu'en Autriche», a indiqué le directeur général Stefan Pierer lors d'une conférence téléphonique. Malgré

l'environnement économique mondial difficile, la société a l'intention d'accroître sa part de marché sur certains marchés pertinents.

Pour y parvenir, elle cible des marchés émergents. En Inde, elle travaille avec Bajaj et en Chine une coentreprise avec CF Moto a été conclue. Au troisième trimestre, de nouveaux modèles de Husqvarna seront lancés en Inde.

La production de la Husqvarna 401 sera transférée dans le courant de cette année dans le pays. Plus tard dans l'année sera lancée la nouvelle KTM 390 Adventure. – (awp)

BAUMGARTNER: perte nette au premier semestre

Le prestataire de services financiers Baumgartner Holding a enregistré une perte de 27.300 francs sur les six premiers mois de l'année. Un an plus tôt, il encaissait un bénéfice net de 65.200 francs. Ce résultat s'explique par «des revenus en baisse et des charges plus élevées», a indiqué hier la société. Les revenus d'intérêts se sont élevés à 183.000 francs, en recul de plus de 15% par rapport à la même période en 2018. «Cette diminution est due à l'évolution des taux d'intérêts», justifie Baumgartner. Depuis juillet 2018, le taux d'intérêt appliqué sur les prêts de la société est de 0,75% alors qu'il était de 1,0% au premier semestre 2018. Les charges opérationnelles sont plus élevées que l'année précédente (+45%), à 210.000 francs. Elles sont «liées à l'opération d'offre publique d'achat de l'actionnaire principal envers la société». Behr Bircher Cellpack BBC, qui détient déjà plus de 95% des droits de vote du groupe, a annoncé en juillet une offre publique d'acquisition portant sur toutes les actions nominatives de Baumgartner Holding. – (awp)

ADC THERAPEUTICS: collaboration avec Freenome

ADC Therapeutics adhère à la plateforme génomique du spécialiste des biomarqueurs américain Freenome, afin d'identifier les patients les plus susceptibles de répondre à son traitement expérimental ADCT-402 (loncastuximab tesirine). Le laboratoire vaudois a rappelé hier mener une étude pivot de phase II sur ce conjugué anticorps-médicament (antibody-drug conjugate, ou ADC) contre le lymphome diffus à grandes cellules B récurrent ou réfractaire (DLBCL). Les termes financiers de cette collaboration font l'objet d'une clause de confidentialité. – (awp)

AMGEN: rachat des droits de l'Otezla pour 13,4 milliards

La biotech américaine Amgen a acheté les droits du traitement du psoriasis Otezla à Celgene pour 13,4 milliards de dollars, ce qui va permettre à cette dernière de sceller sa fusion avec Bristol-Myers Squibb (BMS), a annoncé BMS lundi. Cette transaction «s'inscrit dans le cadre de l'accord de BMS et Celgene avec l'agence américaine de protection des consommateurs (FTC) en relation avec leur fusion en cours», a indiqué le géant pharmaceutique américain dans un communiqué. «Cet accord représente une avancée importante vers l'achèvement de notre fusion en cours avec Celgene», a précisé Giovanni Caforio, le PDG de Bristol-Myers Squibb. La société a indiqué attendre que sa fusion avec Celgene – évaluée à 74 milliards de dollars en valeurs et en action – se concrétise à la fin 2019. Le géant pharmaceutique américain a déclaré qu'il utiliserait cette cession d'Otezla pour réduire la dette. Il a également annoncé qu'il augmenterait de 5 milliards à 7 milliards un rachat de titre. – (afp)

TOTAL: acquisition de la société Vents d'Oc

Le groupe Total a annoncé l'acquisition de la société Vents d'Oc, qui développe des projets d'énergies renouvelables, principalement dans l'éolien, renforçant ses positions en France dans ce secteur. L'acquisition a été réalisée par Quadran, la filiale d'électricité renouvelable de Total en France, qui va prendre le nom de Total Quadran à compter du 1er septembre, a précisé le groupe dans un communiqué. Le montant de la transaction n'a pas été divulgué. La capacité de Quadran s'élève aujourd'hui à plus de 830 mégawatts, avec des centrales solaires, éoliennes et hydroélectriques. Pour sa part, Vents d'Oc développe plus de 200 MW de projets d'énergies renouvelables. Total indique que cette acquisition s'inscrit dans sa stratégie de développer ses activités dans «l'électricité bas carbone», avec l'objectif de voir cette dernière représenter de 15% à 20% de ses ventes à l'horizon 2040. Actuellement, la capacité de production d'électricité bas carbone de Total dans le monde s'élève à près de 7 gigawatts, dont plus de 3 GW à partir d'énergies renouvelables, a précisé le groupe. – (afp)

ENI: nouveau bloc d'exploration gazière en Indonésie

Le géant italien Eni a annoncé avoir remporté, aux côtés des sociétés partenaires Pertamina et Neptune, un nouvel important bloc d'exploration de gaz off-shore en Indonésie. Eni en contrôlera 40%, et Pertamina et Neptune 30% chacun, a-t-il précisé dans un communiqué. Le contrat concerne le bloc d'exploration West Ganal, dans les eaux profondes du bassin de Kutei. Il s'étend sur 1129 km² et est proche d'autres blocs déjà exploités par Eni. Le bloc inclut la découverte de Maha, qui contient des réserves de gaz estimées à 17 milliards de mètres cubes. Eni a jugé que le bassin de Kutei est «une des zones les plus prometteuses en terme de potentiel d'hydrocarbures». Le géant italien opère depuis 2001 en Indonésie, où il compte un important portefeuille d'actifs, dans l'exploration, production et développement. – (afp)

AXEL SPRINGER: le fonds KKR détient 42,5%

Le groupe de médias allemand Axel Springer a annoncé lundi être détenu à 42,5% par le fonds américain KKR au terme de l'offre publique d'achat lancée en juin par ce dernier. Echue le 21 août, l'offre d'achat de Kohlberg Kravis Roberts (KKR) reposait sur un prix de rachat des actions d'Axel Springer de 63 euros par action en numéraire, soit une prime de 31,5% par rapport au cours moyen des trois mois précédant l'offre. Le seuil d'acceptation minimum de 20% avait déjà été dépassé début août. En outre, KKR a convenu avec Axel Springer d'acquérir environ 1,04% du capital et des droits de vote en complément de l'offre publique, a annoncé le fonds lundi. Le résultat donne «une base très solide pour le partenariat stratégique envisagé avec KKR», a déclaré Mathias Döpfner, PDG d'Axel Springer, cité dans un communiqué. L'éditeur du tabloid Bild, qui a mis ces dernières années un fort accent dans le numérique, compte «accélérer» dans les mois à venir sa «stratégie de croissance», a-t-il ajouté. – (afp)

MEDIASET: Vivendi contre la fusion avec Mediaset España

Le groupe français Vivendi, en conflit depuis 2016 avec le groupe de télévision italien Mediaset dont il est actionnaire minoritaire, votera contre le projet de fusion de ce dernier avec Mediaset España lors de l'assemblée générale extraordinaire de Mediaset le 4 septembre prochain, a-t-il annoncé lundi. Le projet de fusion aboutirait à «priver indûment» de certains de leurs droits les actionnaires minoritaires comme Vivendi, a indiqué le groupe français dans un communiqué. L'opération de fusion doit créer une holding de droit néerlandais (MFE, Media For Europe), dans laquelle le groupe Mediaset regroupera ses activités italiennes et espagnoles. Le projet doit être adopté le 4 septembre par une assemblée générale d'actionnaires et permettre à la famille Berlusconi de renforcer son contrôle sur le groupe de télévision. – (afp)

INEOS: le britannique finalise le rachat de l'OGC Nice

Le groupe pétrochimique britannique Ineos, dont le président est le milliardaire Jim Ratcliffe, a finalisé le rachat de l'OGC Nice, a annoncé le club de Ligue 1. «Le chemin a été long pour en arriver là, mais nous étions déterminés à finaliser le rachat du club», a déclaré Jim Ratcliffe. «Avec un investissement raisonnable et mesuré, nous voulons faire de l'OGC Nice un club capable de participer régulièrement aux compétitions européennes», a-t-il ajouté. Le 21 août, l'Autorité de la concurrence avait donné son feu vert au rachat du club, détenu depuis 2016 par des actionnaires sino-américains, par le groupe pétrolier. Jim Ratcliffe avait déjà acquis en 2017 le FC Lausanne-Sport. Actionnaire majoritaire d'Ineos, non coté, l'homme d'affaires anglais est l'une des plus grosses fortunes du Royaume-Uni: son patrimoine est évalué à 18,15 milliards de livres. Le conseil de surveillance a pris acte du transfert de propriété de Chien Lee, Alex Zheng et Paul Conway vers Jim Ratcliffe, nommé nouveau président de cette instance de la société anonyme de sport professionnel. – (afp)

Une centaine d'entreprises ont déménagé aux Pays-Bas

BREXIT. L'incertitude croissante qui règne au Royaume-Uni et la possibilité d'une sortie sans accord de ces sociétés.

Près de 100 compagnies internationales ont déménagé aux Pays-Bas depuis le référendum sur le Brexit en juin 2016 et 325 autres sont intéressées par un tel déplacement en raison de l'incertitude entourant le divorce entre Londres et Bruxelles.

Les entreprises britanniques montrent un intérêt majeur pour un déménagement vers les Pays-Bas, mais des firmes d'Amérique du Nord, d'Asie et d'Australie examinent également cette possibilité, a annoncé hier l'Agence néerlandaise des investissements étrangers (NFIA).

«L'incertitude croissante qui règne au Royaume-Uni et la possibilité de plus en plus claire d'une sortie sans accord» entraînent les activités de ces sociétés, a déclaré dans un communiqué Jeroen Nijland, patron de la NFIA. «C'est pourquoi de plus en plus de compagnies s'orientent vers les Pays-Bas en tant que leur nouvelle base potentielle sur le marché européen», a-t-il ajouté.



Sony et Panasonic ont annoncé il y a plusieurs mois le transfert de leur siège européen du Royaume-Uni vers les Pays-Bas.

Les 62 premières entreprises à avoir déménagé à cause du Brexit ont créé environ 2500 emplois et 310 millions d'euros d'investissements aux Pays-Bas, a rapporté la radio-télévision publique néerlandaise NOS.

L'agence financière Bloomberg et le siège européen de la chaîne Discovery font notamment partie des dernières entreprises à déménager aux Pays-Bas. La plupart de ces compagnies «ont des raisons urgentes, par

exemple à cause de licences bancaires ou de droits de diffusion leur permettant de rester actives au sein de l'UE», a précisé la NFIA. «Le Brexit reste une mauvaise nouvelle pour les Pays-Bas, mais avec le Brexit de plus en plus d'entreprises vont choisir notre pays dans les années à venir», a estimé l'Agence.

Effrayés par le chaos des préparatifs du Brexit, les géants japonais de l'électronique Sony et Panasonic ont annoncé il y a plusieurs mois le transfert de leur siège européen du Royaume-Uni vers les Pays-Bas.

Londres a également perdu l'Agence européenne du médicament (EMA), qui a quitté la capitale britannique pour s'installer à Amsterdam.

La date de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne est fixée au 31 octobre, avec la crainte que celle-ci s'effectue sans accord de divorce, ce qui perturberait énormément les liens commerciaux. – (afp)

J&J condamné à payer 572 millions de dollars

OPIACÉS. Première condamnation aux Etats-Unis pour la crise qui a fait des dizaines de milliers de morts par overdose.

Un tribunal a condamné hier le groupe Johnson & Johnson à payer 572 millions de dollars à l'Etat de l'Oklahoma pour sa responsabilité dans la crise des opiacés, première condamnation d'un laboratoire aux Etats-Unis pour une crise qui a fait des dizaines de milliers de morts par overdose. «La crise des opiacés a ravagé l'Etat de l'Oklahoma», a déclaré le juge Thad Balkman lors d'une audience lundi à Norman, à l'issue de deux mois de procès.

Le juge a estimé que le laboratoire Janssen, division pharmaceutique de Johnson & Johnson, avait adopté des pratiques «trompeuses de marketing et de promotion des opiacés», causant une crise de la dépendance à ces médicaments antidouleur, des morts par overdose et une hausse des syndromes d'abstinence néonatales dans l'Etat.

L'Etat plaignant de l'Oklahoma a réclamé 17 milliards de dollars de dommages intérêts.

Le laboratoire a été accusé par l'Oklahoma d'avoir mené pendant des années une «campagne cynique et trompeuse de lavage de cerveaux à plusieurs millions de dollars» dans le but de créer une demande pour ses antidouleurs opiacés et les présenter comme des «médicaments magiques».

Le procès s'était ouvert en mai, et est le premier contre l'industrie pharmaceutique pour la crise nationale des opiacés, responsable de la majorité des 70.000 morts par overdoses en 2017 aux Etats-Unis. J&J via sa division Janssen distribuait le patch Du-

ragesic et les pilules Nucynta, qui ne sont pas les opiacés les plus connus du pays. L'un des plus populaires au pic de la crise, l'Oxycontin, appartient au grand laboratoire Purdue, qui a choisi de régler les poursuites à l'amiable avec l'Oklahoma au lieu d'aller au procès, pour un montant de 270 millions de dollars. Le laboratoire israélien Teva a aussi négocié un règlement à 85 millions de dollars.

L'Etat de l'Oklahoma s'appuie sur une loi contre les «nuisances publiques» pour poursuivre Johnson & Johnson. La loi était auparavant principalement utilisée pour poursuivre des personnes et entreprises qui mettent en danger la sécurité publique.

La somme réclamée de 17 milliards de dollars, payable sur 30 années, servirait à dédommager l'Etat pour les coûts publics et sociaux de l'épidémie, notamment pour traiter la dépendance des habitants.

L'entreprise a dénoncé une «extension sans précédent» du périmètre de la loi invoquée et souligne que ses médicaments n'ont représenté qu'une partie infime du marché.

Le procès est comparé aux actions en justice contre les fabricants de tabac qui se sont soldées par un accord de plus de 200 milliards de dollars en 1998. Le verdict pourrait influencer l'avenir des près de 2000 autres plaintes déposées contre les fabricants de médicaments opiacés par diverses juridictions aux Etats-Unis. – (afp)

TechnipFMC va de nouveau se scinder

SERVICES PÉTROLIERS. Le «divorce» devrait être finalisé dans le courant du premier semestre 2020.

Moins de trois ans après la fusion qui a donné naissance à TechnipFMC, le groupe franco-américain de services pétroliers va de nouveau se scinder pour donner naissance à deux entreprises, basées à Houston et Paris.

Le conseil d'administration «a approuvé à l'unanimité son projet de scission en deux sociétés leaders de leurs marchés, indépendantes et cotées en bourse», a indiqué dans un communiqué l'entreprise, issue en 2017 de la fusion du français Technip et de l'américain FMC.

La scission devrait être finalisée dans le courant du premier semestre 2020, une fois les autorisations réglementaires nécessaires obtenues.

La première entreprise baptisée pour l'instant «RemainCo», doit être «un fournisseur de services et de technologies entièrement intégré, qui continuera à contribuer au développement énergétique».

Concrètement, elle reprendra notamment l'activité «subsea» de TechnipFMC, c'est à dire les activités sous-marines.

Elle sera basée à Houston et comptera environ 22.000 salariés. Doug Pferdehirt, actuel PDG de TechnipFMC, restera son patron.

La seconde société, «SpinCo», sera «un acteur de premier plan dans l'ingénierie et la construction». Elle reprendra la division «onshore/offshore» de TechnipFMC, elle-même issue pour l'essentiel de l'ancien Technip, et qui se concentre sur de gros projets industriels à cycles longs, par

exemple dans le gaz naturel liquéfié (GNL).

Cette entreprise, qui sera basée à Paris mais «immatriculée aux Pays-Bas», comptera 15.000 employés. Sa directrice générale sera la Française Catherine MacGregor, qui fait partie de l'équipe de direction actuelle de TechnipFMC.

Inquiétude

TechnipFMC avait fusionné il y a près de trois ans mais le groupe franco-américain a fait l'objet depuis de rumeurs insistantes sur une possible scission.

Les syndicats français ont pour leur part critiqué régulièrement ce qu'ils considéraient comme une prise de contrôle progressive de l'entreprise par la partie américaine.

La direction a pourtant assuré lundi que la fusion avait été un «succès retentissant».

Le secteur des services pétroliers avait beaucoup souffert après la chute des cours du brut de 2014, lorsque les grandes compagnies se sont mises à réaliser des économies et abandonner des projets. Mais l'environnement s'est depuis peu à peu amélioré et TechnipFMC a dernièrement enregistré des commandes «record».

Du côté français, l'annonce de la scission a suscité le scepticisme et l'inquiétude chez les syndicats lundi soir même si aucun conséquence sociale n'a été annoncée pour l'instant. «C'est un affaiblissement du groupe, avec un impact probable pour les salariés», a regretté Christophe Héraud, délégué CFDT. – (afp)

POLITIQUE

Fin de la législature chargée pour le Parlement

SESSION. Parmi les points forts: loi sur le CO₂, initiative de l'UDC «pour une immigration modérée», impôt fédéral direct ou encore l'achat de nouveaux avions de combat.

Le Parlement ne chômera pas lors de la dernière session de la législature. A quelques semaines des élections fédérales, le menu est copieux: loi sur le CO₂, initiative de limitation de l'UDC, port du voile, congé paternité, tabac ou nouveaux avions de combat sont autant de sujets qui pourront faire figure de thèmes de campagne.

Trois initiatives populaires sont inscrites au menu de la session qui démarre le lundi 9 septembre. Le Conseil national s'attaquera dès la première semaine à l'initiative «pour un congé paternité raisonnable» qui préconise quatre semaines de congé. Sa commission n'en veut pas, mais soutient le contre-projet adopté par le Conseil des Etats basé sur un congé de deux semaines.

Les conseillers nationaux se pencheront ensuite sur l'initiative «pour une immigration modérée» de l'UDC. Ils devraient rejeter le texte qui vise à résilier la libre circulation des personnes.



Le Conseil national devrait rejeter l'initiative «pour une immigration modérée» qui vise à résilier la libre circulation des personnes.

Le Conseil des Etats se prononcera quant à lui sur l'initiative pour une interdiction nationale du niqab. Il devrait lui préférer le contre-projet du Conseil fédéral qui propose qu'une personne soit tenue de montrer son visage à des fins d'identification dans les do-

maines des transports, des migrations et des assurances sociales. L'un des gros morceaux auquel s'attaquera le Conseil des Etats sera la loi sur le CO₂, agendée au début de la troisième semaine de session. Le débat s'annonce ardu et les sénateurs ont déjà prévu une

séance sans fin le lundi 23 septembre. Mi-décembre, le Conseil national avait enterré le projet, obligeant la Chambre des cantons à tout reprendre à zéro.

Le Conseil des Etats enchaînera avec l'arrêté sur l'acquisition des nouveaux avions de combat. La facture est de six milliards de francs. Le peuple devra vraisemblablement se prononcer.

La loi sur le tabac, controversée, sera également l'un des points forts de la Chambre des cantons. Sa commission se montre plus restrictive que le Conseil fédéral. Elle veut interdire la publicité pour le tabac dans les journaux, les revues et sur Internet. Un premier projet avait capoté au Parlement en 2016 surtout en raison de l'interdiction de publicité.

Les sénateurs discuteront aussi des rentes pour les enfants des bénéficiaires de l'AI et de l'AVS. En mars, le National avait décidé de les réduire. Ils aborderont encore la pénalisation des couples mariés dans le cadre de la loi sur l'impôt fédéral direct. Le Conseil fédéral

a complété son projet après l'annulation par le Tribunal fédéral de la votation sur l'initiative populaire du PDC.

Ces autres sujets à tension

Pour le reste, le Conseil des Etats empoignera la réforme du service civil. Déjà menacée par un référendum, elle veut limiter le nombre des admissions. Il abordera également la réforme de la protection civile qui aurait dans un premier temps dû lui être liée. L'inscription des sites de production de la SSR dans la loi sera encore au menu, tout comme la loi sur les contrats d'assurance.

Au Conseil national, le débat sur la nouvelle loi sur la protection des données s'annonce tendu. En commission, le texte n'a été accepté que grâce à la voix prépondérante du président. L'UDC n'en veut pas. La gauche et les Vert'libéraux veulent renvoyer le dossier en commission.

Les déductions des frais de garde pour les parents qui s'occupent eux-mêmes de leurs enfants sont

également à l'ordre du jour de la Chambre du peuple, ainsi que la révision de la loi sur l'assurance chômage qui veut assouplir les mesures en cas de chômage partiel.

L'accord de libre-échange liant la Suisse et l'Indonésie sera également entre ses mains. L'huile de palme est l'un des points controversés du texte. Les députés aborderont encore la deuxième étape de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire. Ils se pencheront sur un crédit d'un milliard pour la correction du Rhône en Valais. La question du financement moniste des coûts de la santé et l'admission des médecins figurent également à leur programme. Enfin, les deux Chambres réunies éliront le 25 septembre, dernier mercredi de la session, le procureur général de la Confédération. Michael Lauber, qui occupe actuellement cette fonction, brigue un troisième mandat. Sa réélection, initialement prévue en juin, a été repoussée suite aux enquêtes dont il fait l'objet. – (ats)

JUGES FÉDÉRAUX: initiative pour le principe du tirage au sort déposée

Les juges fédéraux ne devraient plus être élus par le Parlement, mais désigné par tirage au sort. C'est ce que demande l'initiative sur la justice déposée hier avec 128.000 à la Chancellerie fédérale. Pour les initiateurs, les juristes doivent cependant pouvoir accéder à ces hautes fonctions grâce à leurs seules qualifications, même s'ils n'ont pas de réseau politique. Un tirage au sort devrait remplacer l'élection par l'Assemblée fédérale comme actuellement. Celui-ci serait organisé de façon à ce que les langues officielles soient au final équitablement représentées, selon le texte d'initiative. Une commission d'experts évaluera les candidats à la fonction sur leurs seules qualifications personnelles et professionnelles avant de les admettre au tirage au sort. Elle procéderait ensuite au tirage en public. – (ats)

EPFL: Michael Grätzel, numéro 1 d'un nouveau classement scientifique

Michael Grätzel, professeur à l'EPFL, est classé N° 1 sur une liste de 100.000 meilleurs scientifiques dans tous les domaines. Le classement est basé sur de nouvelles mesures de citations plus précises. Le 12 août, un groupe de scientifiques de l'Université de Stanford a publié dans la revue «PloS Biology» un article décrivant une nouvelle façon de classer les scientifiques par citations et autres mesures. Ce sans tomber dans des abus courants comme l'auto-citation ou les réseaux de citations de complaisance, a écrit hier l'EPFL. La nouvelle méthode a été appliquée pour filtrer plus de sept millions de chercheurs. – (ats)

Vaud développe ses moyens de lutte

SÉCURITÉ NUMÉRIQUE. L'Etat lance sa deuxième phase qui vise notamment la protection des données personnelles.

L'Etat de Vaud renforce sa sécurité numérique. Il lance une deuxième étape de travaux estimée à 9,5 millions de francs. Une application est aussi proposée aux petites et moyennes entreprises (PME).

«Nous devons être toujours meilleurs», a relevé hier Nuria Gorrite. La conseillère d'Etat vaudoise présentait à Renens le nouveau volet de la lutte contre les cyberrisques qui représentent aujourd'hui pour le canton, son administration et l'ensemble de la société «un véritable fléau».

Attaques quotidiennes

Vaud doit «devenir plus résilient», a souligné la cheffe du Département des infrastructures. Elle a mis l'accent sur l'ensemble de «la chaîne» sécuritaire, du simple usager jusqu'aux spécialistes réunis au SOC (Centre opérationnel de sécurité).

Après une première étape en 2013, l'Etat lance une deuxième salve. D'un budget de 9,5 millions de francs, elle est planifiée sur cinq ans et se préoccupe notamment de la protection des données personnelles.

La puissance du SOC, où travaillent en permanence cinq spécialistes, sera renforcée, car les cyberattaques sont quotidiennes. En moyenne, chaque jour deux à cinq alertes doivent être traitées par les spécialistes, une fois éliminés les dizaines de cas suspects sur les millions de menaces repérées. La numérisation toujours accrue

de la société la rend «très vulnérable» face aux cybercriminels, «mais il ne faut pas tomber dans la paranoïa», a noté Nuria Gorrite. Une meilleure compréhension des risques, de la formation de base: ces actions simples portent déjà leurs fruits, en particulier par rapport au «firewall (pare-feu) humain».

«Nous sommes forts ensemble et chacun peut s'impliquer» en respectant des conseils élémentaires et des règles de prudence, a souligné la présidente du gouvernement. L'application mise à disposition des PME vaudoises va dans ce sens, avec des informations et dix bonnes pratiques pour éviter autant que possible d'être victimes des cybercriminels.

Chef de la Direction du numérique et des systèmes d'information (DGNSI), Patrick Amaru a énuméré quatre axes stratégiques, trois centrés sur la prévention et le dernier sur la réaction: le renforcement de la sécurité avec le personnel, le contrôle des accès et la gestion des identités, la multiplication des couches de sécurité et, enfin, la détection des dangers suivie des actions correctrices. Sur la question financière, les 9,5 millions de francs, Nuria Gorrite a précisé que le canton allait économiser en internalisant 45 postes qui sont actuellement des prestations payées à des entreprises externes. Outre l'aspect péculiaire, le changement assure aussi une meilleure sécurité et accroît les compétences. – (ats)

'AGEFI Partenaire

Numerik Games Festival

Yverdon-les-Bains

30.8 — 1.9.19

Le Numerik Games Festival, c'est LA manifestation dédiée à la culture numérique ! Vous voulez découvrir et expérimenter la créativité issue du monde digital ? Vous rêvez de partager, en famille ou entre amis, une programmation débordant d'originalité ? Vous vous demandez comment le numérique offre de nouvelles dimensions aux spectacles de danse ou aux pièces de théâtre ? Vous aimeriez voir les artistes numériques à l'œuvre ou vous déhancher lors de soirées musicales colorées ? Participer à des ateliers créatifs ou retrouver l'ambiance d'une salle d'arcade ? Alors le Numerik Games Festival est fait pour vous ! Venez vous immerger... dans la matrice !

Cee-Roo
World Music Live Show

ENRA
Dreams
Voyager

Cédric Cassimo
Les Secrets du Petit Prince
Contes éphémères

Silent Disco
Retrogaming
Expériences VR
Conférences
Ateliers
Nintendo Labo
Transformers

Concerts
Danse
Indie games
FabLabs
Escape Room
Magie
Digital painting



La culture
numérique
pour tous
les publics

www.numerik-games.ch



Partenaires officiels: PRÉSÉNCE FABRIQUE, prochevietnam, UNIL | Université de Lausanne, heig-vd, HAUTE ÉCOLE D'INGÉNIERIE ET DE GESTION DU CANTON DE VAUD, VAUDOIS, L'OFFICINE, BUREAU D'ÉTUDES BARBIÈRE, RTS, RÉGION, Centre National, ARPI+, ECA, BCV, Recrutez Populaires, Centre National, FIF, Centre National, Le Région, AGEFI, Maison d'Affaires.

ITALIE: vers un accord de coalition entre le centre gauche et M5S

L'hypothèse d'un gouvernement formé par le Parti démocrate (PD, centre gauche) et le Mouvement 5 Etoiles (M5S, antisystème) s'est renforcée avec une série de déclarations optimistes et un rythme serré de réunions. Près de trois semaines après le dynamitage par Matteo Salvini de l'alliance formée seulement 14 mois plus tôt avec le M5S, la recomposition du paysage politique semble en bonne voie. Les pourparlers se sont intensifiés entre le M5S et le PD, première force de gauche, pour constituer un nouvel exécutif, déjà baptisé «jaune-rose» par les médias, et s'accorder sur un premier ministre. – (afp)

ALLEMAGNE: le moral des entrepreneurs au plus bas depuis 2012

Le moral des entrepreneurs allemands a poursuivi en août sa baisse pour atteindre son plus bas niveau depuis novembre 2012 sur fond de ralentissement économique et de guerre commerciale, selon le baromètre Ifo. Restant à 94,3 points, contre 95,8 le mois précédent (revu à la hausse de 0,1 point), cet indicateur qui donne un avant-goût de l'activité économique est basé sur un sondage mensuel effectué auprès d'environ 9.000 entreprises allemandes. «Les signes d'une récession en Allemagne se multiplient», note Clemens Fuest, président de l'institut munichois, au moment où le débat sur des mesures gouvernementales de soutien à l'économie enflé à Berlin. L'indice Ifo recule pour tous les secteurs de l'économie allemande, notamment l'industrie, poursuivant son déclin, et les services. – (afp)

GRÈCE: le gouvernement annonce la levée totale du contrôle des capitaux

Le gouvernement grec de Kyriakos Mitsotakis a annoncé la levée de toute restriction sur le contrôle des capitaux placés dans les banques à partir du 1^{er} septembre, une mesure imposée il y a quatre ans, au cours du bras de fer opposant le précédent gouvernement de gauche aux créanciers, UE et FMI. «Quatre ans après son introduction, le contrôle des capitaux prend fin», a annoncé au Parlement le Premier ministre Mitsotakis. Le ministre des Finances, Christos Staïkouras, a précisé que cette décision sera mise en oeuvre «à partir du 1^{er} septembre» après l'adoption d'un amendement en ce sens. – (afp)

ÉTATS-UNIS: forte hausse des commandes de biens durables

Les commandes industrielles de biens durables aux Etats-Unis ont accéléré en juillet, plus qu'attendu par les analystes grâce à la hausse des commandes dans les transports, a indiqué lundi le Département du Commerce. Selon les données corrigées des variations saisonnières, les commandes de biens durables se sont établies à 250,4 milliards de dollars, en hausse de 2,1%, alors que les analystes tablaient sur 1%. En juin, elles ont été révisées en baisse à 1,8%. Ce rebond reflète une forte hausse des commandes dans le secteur des transports (7%). – (afp)

Le calme après la tempête dans le conflit commercial entre Chine et Etats-Unis

La Chambre de Commerce américaine à Shanghai a souligné hier que les entreprises américaines ne pouvaient pas se retirer du marché chinois.



KEYSTONE

«Nous avons des négociations très significatives, qui n'ont jamais été aussi significatives», a martelé hier le président américain.

casion de se plaindre du bas niveau de la monnaie chinoise, dont le cours est étroitement contrôlé par Pékin.

Dans ce climat d'apaisement, la dégringolade du yuan face au dollar, au plus bas depuis 2008, une évolution favorable aux exportateurs chinois, est presque passée inaperçue.

Le milliardaire américain, qui a pour obsession la réduction du gigantesque déficit commercial qu'accusent les Etats-Unis, ne perd d'ordinaire jamais une occa-

sion de se plaindre du bas niveau de la monnaie chinoise, dont le cours est étroitement contrôlé par Pékin. «La Chine a appelé la nuit dernière (...) Elle a dit revenons à la table des négociations alors on va y revenir», a-t-il dit, sans préciser qui avait «appelé» qui.

Interrogé lors d'un point de presse, le porte-parole de la diplomatie chinoise, Geng Shuang, a dit ne pas être au courant de la conversation évoquée par M. Trump.

Aucune date n'a été fixée pour cette reprise de contact. Lors de leur dernière négociation à Shan-

ghai fin juillet, les deux parties avaient convenu de se revoir en septembre aux Etats-Unis, sans plus de précision.

Le yuan dévisse à nouveau

L'accalmie est aussi soudaine que la tempête avait été brutale vendredi, en particulier sur les marchés. Avant le week-end, la Chine avait annoncé un relèvement de ses droits de douane sur des produits américains représentant 75 milliards de dollars d'importations annuelles.

Il s'agissait d'une riposte à des sanctions commerciales américaines déjà annoncées. Depuis le début, en mars 2018, du conflit commercial entre les deux premières puissances économiques du monde, elles se rendent ainsi coup sur coup.

Prévisible, cette initiative chinoise n'en a pas moins déclenché une forte réaction américaine, Washington annonçant des hausses plus fortes que prévu de ses propres surtaxes douanières sur les produits chinois, le 1^{er} septembre puis le 15 décembre. Le président Trump a en outre tétanisé les milieux d'affaires américains en les sommant de cesser de faire des affaires avec la Chine, une menace dont il n'a pas précisé le fondement juridique,

et qui a été ensuite atténuée par de hauts responsables de son administration.

Les marchés, à bout de nerfs après plus d'une année de conflit commercial, entre réconciliations inattendues et accès de fièvre imprévisibles, ont trinqué. Wall Street a perdu plus de 2% vendredi. Et les places asiatiques ont, elles aussi, bu la tasse, avant les déclarations apaisantes de part et d'autre.

Lundi, les places européennes coataient au contraire en petite hausse, profitant de l'accalmie. Comme en réaction à la menace de l'ancien magnat de l'immobilier, représentant d'une droite américaine pourtant hostile en général à toute contrainte publique sur les entreprises, M. Liu a assuré lundi que la Chine souhaitait «accueillir les investisseurs du monde entier, y compris des Etats-Unis».

La Chambre de Commerce américaine à Shanghai a souligné que les entreprises de l'Oncle Sam ne pouvaient pas se retirer de l'immense marché chinois, ce qui ne ferait que pénaliser l'économie des Etats-Unis. «Le coût économique de la guerre commerciale est déjà considérable», a déclaré la Chambre dans un communiqué. – (afp)

Iran, commerce, Amazonie: Donald Trump a joué l'unité au sommet du G7

Emmanuel Macron a réussi à ramener un climat plus consensuel en multipliant les initiatives, avec au passage un coup diplomatique sur l'Iran.

Les dirigeants du G7 ont affiché hier une rare unité depuis l'élection de Donald Trump, qui s'est montré conciliant sur nombre de contentieux, du commerce à l'Iran, et ont validé une aide d'urgence pour combattre les feux destructeurs en Amazonie. Exit le sommet du G7 en juin 2018 au Canada, dont le président américain avait rabroué l'hôte et refusé de signer le communiqué final.

A Biarritz, dans le sud-ouest de la France, le président Emmanuel Macron a réussi à ramener l'exercice à un climat plus consensuel, en multipliant les initiatives, avec au passage un coup diplomatique sur l'Iran (*lire l'encadré*).

A Biarritz, M. Zarif n'a rencontré que le président Macron et son homologue français Jean-Yves Le Drian – qu'il avait déjà vus vendredi à Paris – ainsi que des représentants allemands et britanniques. Mais il existe «maintenant une atmosphère qui permet des discussions», tout cela «en coordination avec les Etats-Unis et c'est déjà beaucoup», a souligné la chancelière.

En 2018, Donald Trump est sorti avec fracas de l'accord de Vienne visant à empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire et a réintroduit de lourdes sanctions qui

asphyxient l'économie iranienne. Téhéran a répliqué en s'affranchissant progressivement de l'accord, au grand dam des Européens. Cet enchaînement provoque une escalade des tensions dans le Golfe, où plusieurs pétroliers ont été arraisonnés et un drone américain abattu par l'Iran. «Nous ne cherchons pas le changement de régime» à Téhéran mais «nous voulons un Iran de nouveau riche» et qu'il ne soit «pas nucléaire», a assuré Donald Trump, qui réclame un nouvel accord beaucoup plus contrariant.

Côté environnement, sujet sur lequel Donald Trump est souvent aux abonnés absents (il était d'ailleurs absent de la réunion sur le sujet à Biarritz, préférant avoir des rencontres bilatérales), le G7 a promis une aide d'urgence de 20 millions de dollars pour envoyer des avions bombardiers d'eau lutter contre les feux de forêt en Amazonie.

Les sept pays les plus industrialisés (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Etats-Unis, Canada et Japon) ont aussi convenu de créer un volet d'aide à moyen terme destiné à la reforestation, qui sera finalisée au cours de l'Assemblée générale de l'ONU fin septembre.

Les pays du G7 ont acté de mettre en place une taxe internationale sur les Gafa en 2020 et ce jour-là, la France «supprimera» sa taxe et remboursera aux entreprises leur versement sous forme de déduction sur la nouvelle taxe, a-t-il expliqué devant la presse.

«Il y a beaucoup de nervosité sur cette fameuse taxe numérique française. Je crois qu'on a trouvé un très bon accord», a expliqué le chef de l'Etat français lors d'une conférence de presse conjointe avec Donald Trump.

Le président américain se dit prêt à rencontrer très prochainement son homologue iranien

Le président américain Donald Trump a laissé entendre lundi une possible percée dans la crise iranienne en jugeant réaliste une rencontre prochaine avec le président iranien Hassan Rohani, qui a lui aussi défendu la carte diplomatique.

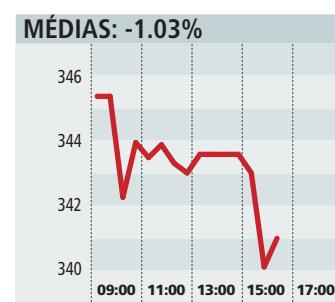
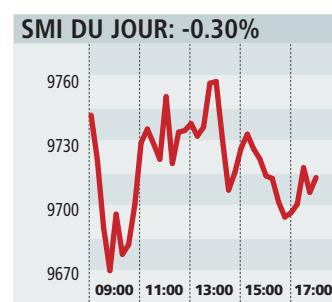
A la question: «est-il réaliste que vous rencontriez M. Rohani dans les prochaines semaines?», Donald Trump a répondu par l'affirmative, à l'issue du sommet du G7 à Biarritz en France. Donald Trump, qui avait dénoncé avec fracas l'accord sur le nucléaire iranien en 2015 et exerce depuis une «pression maximale» sur l'Iran, a néanmoins mis une condition à une telle rencontre: que les «circonstances» soient réunies. Mais un vent nouveau semble souffler sur ce dossier très sensible qui empoisonne les relations interna-

tionales et a mené le Golfe au bord de l'embrasement cet été.

A Téhéran, le président Hassan Rohani s'est lui aussi montré ouvert au dialogue, malgré les critiques de l'aile dure du régime sur la visite surprise de son ministre des Affaires étrangères en France.

«Je pense que nous devons utiliser tous les outils pour servir les intérêts nationaux», a-t-il affirmé dans un discours retransmis en direct par la TV d'Etat. «Si je sais que je vais à une réunion susceptible de conduire à la prospérité dans mon pays et de régler les problèmes des gens, je n'hésite pas», a-t-il ajouté. L'accord conclu à Vienne en 2015 reposait sur une levée des sanctions visant l'Iran en échange de l'engagement iranien de ne pas se doter de l'arme nucléaire. – (afp)

MARCHÉS



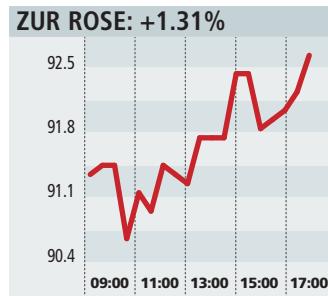
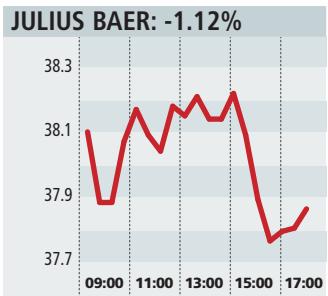
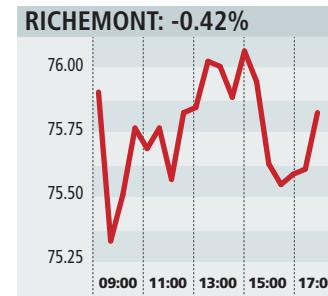
LES TITRES DU SMI

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
1222171	ABB N	18.11	-0.33%	-	4.42	23.54/17.25	3559483
1213860	Adecco Group N	51.34	-0.23%	-	4.87	60.34/42.43	420042
43249246	Alcon N	57.37	+0.28%	-	-	-/-	1527560
21048333	CieFinRichemont N	75.82	-0.42%	-	2.64	89.58/60.44	977316
1213853	CS Group N	11.21	-0.13%	-	2.34	15.44/10.36	6987628
3017040	Geberit N	439.10	-0.11%	-	2.46	467.10/353.20	108794
1064593	Givaudan N	2587.00	+0.15%	-	2.32	2835.00/2224.00	11939
1221405	LafargeHolcim N	45.94	+0.46%	-	-	54.00/39.11	1314497
1384101	Lonza Grp N	348.00	-0.66%	-	0.79	357.50/245.10	180561
3886335	Nestle N	108.08	+0.17%	-	2.27	109.66/77.74	3023363
1200526	Novartis N	86.36	-1.12%	-	2.92	94.40/69.22	3323946
1203204	Roche Hldg G	270.25	-0.59%	-	3.22	283.30/229.20	940027
249745	SGS N	2366.00	-0.21%	-	3.30	2697.00/2151.00	10600
41879292	Sika N	137.45	-0.18%	-	1.49	170.00/112.70	279041
1485278	Swisscom N	471.50	+0.19%	-	3.50	498.50/349.70	133462
12688156	Swiss Re N	98.92	+0.12%	-	5.66	102.95/85.88	720298
874251	Swisscom N	480.10	+0.27%	-	4.58	499.40/427.00	94197
1225515	The Swatch Grp I	266.30	-0.52%	-	3.00	445.90/247.70	195498
24476758	UBS Group N	10.33	-0.14%	-	6.78	16.11/9.86	11539669
1107539	Zurich Insur Gr N	348.30	+0.26%	-	5.46	354.70/282.40	294925

SIX SWISS EXCHANGE - MARCHÉ SUISSE

SMI dans le rouge, au-dessus des 9700

L'indice vedette a perdu 0,30% à 9715,83 points. Le SLI recule de 0,24% à 1474,12 points alors que l'indice élargi SPI a perdu 0,33% à 11.829,49 points.



GAGNANTS ET PERDANTS AU SMI

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
LES CINQ GAGNANTS							
1221405	LafargeHolcim N	45.94	+0.46%	-	-	54.00/39.11	1314497
43249246	Alcon N	57.37	+0.28%	-	-	-/-	1527560
874251	Swisscom N	480.10	+0.27%	-	4.58	499.40/427.00	94197
1107539	Zurich Insur Gr N	348.30	+0.26%	-	5.46	354.70/282.40	294925
1485278	Swiss Life Hldg N	471.50	+0.19%	-	3.50	498.50/349.70	133462
LES CINQ PERDANTS							
1200526	Novartis N	86.36	-1.12%	-	2.92	94.40/69.22	3323946
1384101	Lonza Grp N	348.00	-0.66%	-	0.79	357.50/245.10	180561
1203204	Roche Hldg G	270.25	-0.59%	-	3.22	283.30/229.20	940027
1225515	The Swatch Grp I	266.30	-0.52%	-	3.00	445.90/247.70	195498
21048333	CieFinRichemont N	75.82	-0.42%	-	2.64	89.58/60.44	977316

GAGNANTS ET PERDANTS AU SPI EXTRA

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
LES CINQ GAGNANTS							
911512	Perfect Hldg N	0.02	+9.68%	-	-	0.02/0.00	2500
2473640	Edison Power Euro N	138.00	+4.55%	-	0.72	166.00/58.00	1005
2768379	Mobilezone Hldg N	9.61	+3.56%	-	6.24	11.94/8.78	202164
1226836	Kudelski P	6.14	+3.37%	-	1.63	9.47/5.17	44142
3461770	ObsEva N	9.50	+2.59%	-	-	19.90/8.00	2696
LES CINQ PERDANTS							
24260694	APTG N	0.03	-16.08%	-	-	9.20/0.02	26634
870219	Cicor Technologie N	43.00	-6.52%	-	2.33	62.40/35.40	4702
3159632	Bell Food Gr N	245.00	-5.77%	-	2.24	328.00/243.50	5255
2121806	Evolva Hldg N	0.18	-5.15%	-	-	0.31/0.13	1244573
32581411	Kuros Bioscienc N	1.52	-5.02%	-	-	7.87/1.48	7589

PRINCIPAUX INDICES SUISSES

No. val.	Nom	Valorisation	+/-%	H/B 52S
INDICES PRINCIPAUX				
998089	SMI	9715.83	-0.30%	10091.48/8138.56
998751	SPI	11829.49	-0.33%	12203.91/9516.95
1781097	SPI EXTRA (total return)	4143.59	-0.54%	4484.25/3465.96
3025288	SLI Swiss Leader Pr	1474.12	-0.24%	1549.07/1251.69
1939983	SMI Mid Pr	2497.64	-0.56%	2713.15/2048.92
INDICES SECTORIELS				
2265371	Alimentation	3683.64	+0.11%	3735.67/2690.24
2262744	Assurances	840.74	+0.16%	852.81/690.03
2262671	Banques	419.65	-0.23%	583.03/403.35
2265384	Biens de consommation	2444.75	-0.47%	3146.75/2103.66
2265299	Chimie	2819.22	-0.36%	3088.70/2461.34
2265407	Commerce de détail	953.28	+0.19%	1226.32/903.63
2265354	Industrie	1205.12	-0.53%	1454.42/1110.48
994740	Immobilier (total return)	413.89	+0.08%	426.76/353.43
2265433	Loisirs	1513.90	+1.01%	1515.46/1247.52
2265343	Matières de construction	1966.06	+0.02%	2204.67/1686.88
2265420	Médias	341.00	-1.03%	436.40/329.28
2265313	Ressources de base	255.59	+0.14%	483.09/255.22
2265391	Santé	1744.48	-0.78%	1832.01/1449.54
2262812	Services publics	1842.84	-0.49%	

Rendements plutôt stables

OBLIGATAIRE. Les rendements obligataires ont peu bougé hier, dans une séance calme du fait d'un jour férié en Grande-Bretagne, le marché des actions ayant été privilégiés par les investisseurs sur fond d'accalmie dans les tensions commerciales.

«La fin de la semaine a été assez mouvementée avec les annonces des deux côtés, américain et chinois, en rapport avec la guerre commerciale», souligne Nordine Naam, stratégiste obligataire chez Natixis.

«Les marchés boursiers sont en hausse parce qu'il y aurait des velléités de tractations entre les deux parties, ce qui se caractérise par un «classique arbitrage entre taux obligataires et actions», explique l'expert.

A 18h00, le rendement allemand à 10 ans («Bund») s'est légèrement redressé à -0,672% contre -0,680% vendredi à la clôture du marché secondaire, où s'échange la dette déjà émise.

Celui de la France est resté stable terminant à -0,377% contre -0,378%, comme le taux d'emprunt italien à 10 ans à 1,317% contre 1,312%, et le rendement de même maturité du Royaume-Uni, resté inchangé à 0,477%. Celui de l'Espagne a légèrement reculé à 0,120% contre 0,131%. Enfin, aux Etats-Unis, le taux à dix ans baissait un peu à 1,528%, contre 1,535%, à l'instar de celui à 30 ans, à 2,028% contre 2,025%. Le taux à deux ans évoluait à 1,531%, contre 1,533% vendredi à la clôture. – (afp)

RECOMMANDATIONS

LUMIBIRD: LCM reste à l'achat

LCM a confirmé sa recommandation d'achat et son objectif de cours de 20,8 euros sur Lumibird après l'annonce de l'acquisition d'Optotek Medical. Selon le bureau d'études, des synergies d'ordres industrielles, technologiques et commerciales sont attendues et permettront d'accroître la compétitivité des lasers ophthalmiques déjà commercialisés et d'accélérer le développement de nouveaux produits.

CRH: Oddo confirme son conseil à l'achat

Le groupe a réalisé un EBITDA de 1,54 milliard d'euros au 1^{er} semestre 2019, en hausse de 5% LFL en ligne avec le consensus de 1,51 milliard d'euros et la guidance du groupe «supérieure à 1,5 milliard d'euros». Le chiffre d'affaires est en hausse de 11% en réel et de 3% en LFL sur le semestre à 13,2 milliard d'euros. «Nous étions légèrement plus pessimistes et attendions un EBITDA marginalement inférieur compte tenu des intempéries aux Etats-Unis» indique Oddo.

Suite à cette publication, Oddo confirme son conseil à l'achat et son objectif de cours de 32 euros. «La guidance du groupe nous semble tout à fait cohérente avec le consensus. Le groupe table sur un EBITDA dans la continuité des résultats du premier semestre 2019. L'EBITDA est attendu en progression au 2^e semestre dans la division America Materials et Europe Materials et dans la division Produits» rajoute Oddo.

FRANCFOR / DAX / +0.40% / +46.53 pts / 11658.04 pts

Daimler (+1,50% à 41,33 euros) et BMW (+1,48% à 59,57 euros) ont rebondi. Vonovia (-0,62% à 42,96 euros), le groupe immobilier a été victime de dégagements.



La Bourse de Francfort a fini hier en hausse, le Dax gagnant 0,40%, dans un marché profitant d'une accalmie sur le front commercial après des propos rassurants de Donald Trump en vue d'un accord avec la Chine.

L'indice vedette a progressé de 46,5 points pour finir à 11.658,04 points. Le MDax des valeurs moyennes a de son côté cédé 0,16%, à 24.999,67 points.

Si le marché allemand reste dans l'incertitude sur fond de va-et-vient des négociations sino-américaines, "la situation ne semble pas assez grave" pour une chute durable du Dax, note Jochen

Stanzl, stratégiste chez CMC Markets.

Cela pourrait également signifier que «les nombreuses mauvaises nouvelles en provenance de la politique et des entreprises sont dans une large mesure déjà intégrées dans les cours», ajoute-t-il. La Bourse a de fait peu réagi à la nouvelle baisse, même plus forte qu'attendu, du moral des entrepreneurs allemands en août, selon le baromètre Ifo publié lundi. Lufthansa (+2,67% à 13,45 euros). Mettant un terme à une longue procédure, la compagnie aérienne va indemniser le transporteur ferroviaire Deutsche Bahn qui l'avait attaquée en 2013 devant la justice, à côté d'autres compagnies dont Air France, après avoir été victime d'un cartel dans le fret aérien impliquant des surtaxes pour le carburant ou la sécurité.

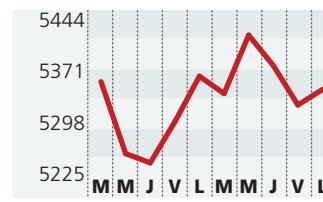
Les détails de l'accord n'ont pas été révélés, mais le *Handelsblatt* a rapporté lundi la somme de 50 millions d'euros qui sera réglée par la compagnie aérienne allemande.

Daimler (+1,50% à 41,33 euros) et BMW (+1,48% à 59,57 euros) ont rebondi après avoir particulièrement souffert vendredi de la nouvelle escalade dans les tensions commerciales.

Vonovia (-0,62% à 42,96 euros): le groupe immobilier a été victime de dégagements alors qu'un projet de loi déposé devant le sénat de Berlin vise à limiter le prix du loyer à près de 8 euros par mètre carré pour des biens construits avant 2014, ont rapporté ce week-end les quotidiens *Berliner Morgenpost* et *Tagesspiegel*. Son concurrent Deutsche Wohnen, coté aux MDax, a lui perdu 2,96% à 29,19 euros. – (afp)

PARIS / CAC 40 / +0.45% / +24.15 pts / 5351.02 pts

L'automobile a repris des couleurs, Peugeot (+1,48% à 19,18 euros), Renault (+0,71% à 50,83 euros). L'équipementier Faurecia a avancé de 1,75% à 36,63 euros et Plastic Omnium de 1,47% à 20,74 euros.



La Bourse de Paris a clôturé en hausse de 0,45% hier, les investisseurs s'appuyant sur des déclarations jugées rassurantes dans le dossier des relations commerciales entre les Etats-Unis et la Chine.

L'indice CAC 40 a gagné 24,15 points pour terminer à 5351,02 points, dans un volume d'échanges faible de 2 milliards d'euros. Vendredi, il avait fini en net recul de 1,14%.

Après avoir ouvert sur un petit repli, la cote parisienne a entrepris de remonter la pente, s'essoufflant toutefois un peu au moment de la conférence de presse finale du sommet du G7 à Biarritz.

«Donald Trump a indiqué qu'il y avait des échanges téléphoniques entre les équipes commerciales américaines et chinoises. Cela n'a pas été confirmé mais cela a suffi au marché pour remonter», résume Alexandre Baradez, chez IG France.

Le président américain a annoncé avoir reçu deux appels de la partie chinoise en faveur de la poursuite des consultations commerciales bipartites.

Interrogé lors d'un point de presse, le porte-parole de la diplomatie chinoise, Geng Shuang, a dit ne pas être au courant de la conversation évoquée par M. Trump.

Cependant, le principal négociateur chinois, Liu He, a assuré que Pékin était prêt à "résoudre calmement le problème par des consultations et la coopération". Juste avant la clôture des marchés européens lundi, le président américain a estimé que Pékin n'avait pas le choix et devait céder aux pressions américaines dans la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine.

«Les plus gros mouvements de

marché ces derniers mois se font sur les allers-retours entre les Etats-Unis et la Chine, un coup positif et un coup négatif», observe M. Baradez.

Cependant, «on voit mal comment après l'annonce de vendredi les relations vont se détenir d'un coup», d'autant qu'il n'y a pour l'instant «pas de signe concret» d'une prochaine rencontre, se méfie l'expert.

Aucune date n'a été fixée pour cette reprise de contact. Lors de leur dernière négociation à Shanghai fin juillet, les deux parties avaient convenu de se revoir en septembre aux Etats-Unis, sans plus de précision.

En outre, «le contexte macroéconomique ne plaide pas pour un

mouvement de hausse soutenu», a estimé M. Baradez, ce qu'est venu confirmer le baromètre allemand ifo publié lundi.

Le moral des entrepreneurs allemands a poursuivi en août sa baisse pour atteindre son plus bas niveau depuis novembre 2012 sur fond de ralentissement économique. La Bundesbank a averti la semaine dernière que l'économie allemande pourrait entrer en récession au troisième trimestre sous l'effet d'une nette contraction de la production industrielle. Il faut attendre plusieurs semaines avant les réunions des banques centrales américaine et européenne vers mi-septembre. Sur le tableau des valeurs, les minières, sensibles à la conjoncture, ont bien progressé: ArcelorMittal a pris 1,59% à 12,40 euros et Eramet 2,07% à 41,48 euros.

Le secteur automobile a repris des couleurs, avec Peugeot (+1,48% à 19,18 euros) et Renault (+0,71% à 50,83 euros). L'équipementier Faurecia a avancé de 1,75% à 36,63 euros et Plastic Omnium de 1,47% à 20,74 euros.

Vivendi a lâché 0,31% à 25,33 euros. Le groupe en conflit depuis 2016 avec Mediaset dont il est actionnaire minoritaire, a annoncé qu'il voterait contre le projet de fusion de ce dernier avec Mediaset España lors de l'assemblée générale extraordinaire de Mediaset le 4 septembre prochain. – (afp)

TOKYO / NIKKEI / -2.17% / -449.87 pts / 20261.04 pts

Sony a décliné de 1,08% à 5839 yens et son concurrent Nintendo, a perdu 2,83% à 39.820 yens. Nissan a reflété de 1,77 à 648,8 yens (-1,53%) et Toyota de 1,85% à 6869 yens (-0,68%).



La Bourse de Tokyo a subi hier l'escalade de la guerre commerciale entre Washington et Pékin, qui faisait trébucher le yuan chinois et fortement grimper le yen, un mouvement néfaste aux valeurs exportatrices nippones.

L'indice vedette Nikkei a abandonné 2,17% (-449,87 points) pour terminer à 20.261,04 points. C'est sa plus forte baisse sur une séance depuis le 2 août. L'indice élargi Topix a fini quant à lui sur un repli de 1,61% à 1478,03 points.

Les principaux titres ont été orientés à la baisse, notamment des valeurs technologiques comme Softbank (-4,24% à 4537 yens), les fabricants de robots industriels Yaskawa (-5,64% à 3345

yens) et Fanuc (-3,6% à 17.790 yens). Le fabricant de composants électroniques Taiyo Yuden a fini en queue de l'indice Nikkei (-6,52% à 1478,03 yens), tandis que le géant diversifié Sony a mieux résisté que la moyenne (-1,08% à 5839 yens). Nintendo, a lui perdu 2,83% à 39.820 yens. Dans l'automobile, le titre Nissan a reflété de 1,77 à 648,8 yens (-1,53%) et celui Toyota de 1,85% à 6869 yens (-0,68%). – (afp)

PRINCIPAUX INDICES EUROPÉENS

No. val.	Nom	Valorisation	+/-%	Haut/Bas 52 semaines
846421	DJ Stoxx 50 (Europe)	3070.88	+0.06%	3248.82/2673.54
846423	DJ Stoxx (Europe)	371.28	-0.02%	395.10/327.34
846480	DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	3348.84	+0.44%	357.32/2908.70
846483	DJ Euro Stoxx P (Europe)	362.09	+0.34%	387.63/318.77
998211	AEX	543.32	+0.23%	586.32/472.19
998690	Euronext BEL-20	3487.04	+0.23%	3868.32/3144.96
1646037	OMX (Danemark)	1552.35	-0.95%	1589.48/1309.58
998032	DAX (Allemagne)	11658.04	+0.40%	1265.66/10279.20
252367	Mid Cap Index (Allemagne)	24999.67	-0.16%	2736.64/21160.71
758853	Nikkei (Finlande)	3775.80	-1.16%	4397.85/3642.35
998185	FTSE 100 (Grande-Bretagne)	7094.98	-	7727.49/6536.53
997736	FTSE Act 250 (Grande-Bretagne)	19236.13	-	20894.90/17054.72
513607	FTSE Aim Index (Grande-Bretagne)	871.42	-	1110.33/841.56
1354447	IGBM	869.38	+0.32%	978.27/837.04
1603325	FTSE MIB	20676.83	+0.99%	22357.39/17914.03
998532	Oslo OBX Index (Norvège)	765.02	-0.68%	882.06/726.16
998033	CAC 40	5351.02	+0.45%	567.77/4555.99
2021101	CAC MID & SMALL	12477.12	-0.23%	14356.98/10877.03
10375187	OMXS 60 (Suède)	281.15	-0.22%	309.19/245.58
998663	ATX (Autriche)	2897.47	+0.03%	3419.93/2674.71
997718	Athen Index Compos (Grèce)	828.95	-0.33%	901.57/592.70
495317	BUX Index (Hongrie)	39661.47	+0.36%	43563.38/35448.29
576823	ISE National 100 (Turquie)	97101.30	-0.05%	105930.24/8353.52
395702	PSI 20	4808.24	+0.33%	5543.73/4551.84
2485271	PX Ind (Tchèque)	1039.35	-0.59%	1113.68/975.31
857975	RTSI Index (Russie)	1268.25	-0.02%	1413.82/1033.31
393229	Warsaw Wig Ind (Pologne)	55909.06	-0.25%	6200.90/54027.32

26/08/2019

GAGNANTS ET PERDANTS AU DJ EURO STOXX 50

No. val.	Nom	Clôture	+/-%	P/E	Yield</
----------	-----	---------	------	-----	---------

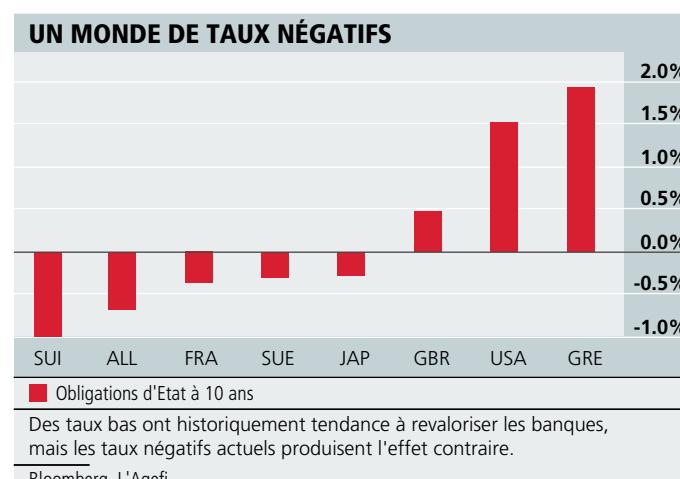
La bouée de sauvetage temporaire s'est muée en une pierre d'achoppement permanente

POLITIQUE MONÉTAIRE. Au lieu d'encourager les investissements productifs, les taux négatifs stimulent la spéculation immobilière et obligataire tout en faisant craindre pour l'avenir.

LEVI-SERGIO MUTEMBA

Il y a dix ans, la banque centrale suédoise, Riksbank, fut la première à avoir introduit des taux négatifs. Une mesure non-conventionnelle que d'autres banques centrales dans le monde allait adopter afin de lutter contre les forces déflationnistes nées de la Grande Financière de 2008 et de la Crise Souveraine de 2011. En Europe, la course aux taux nuls commence en juillet 2012, lorsque la Banque centrale européenne (BCE) décide de réduire le taux de la facilité de dépôt à 0% pour finalement se situer à -0,4% actuellement, et ce depuis mars 2016.

Fin janvier 2016, c'est au tour de la Banque du Japon (BoJ) d'introduire des taux négatifs. Aujourd'hui, près de 70% de l'encours global des obligations d'Etat affichant des taux négatifs sont des obligations souveraines japonaises. En Suisse, la Banque nationale suisse (BNS) a introduit des taux négatifs de -0,25% en décembre 2014, descendus à -0,75% aujourd'hui. Moins pour doper la croissance que pour freiner la croissance de la demande de placements sûrs, dont une bonne part est naturellement libellés en francs suisses, afin de



maintenir la compétitivité des exportations.

Aujourd'hui, l'encours global des obligations d'Etat affichant des taux négatifs s'élève à près de 15.500 milliards de dollars. Un encours qui s'est multiplié par deux depuis 2016. Les effets sont pour le moins mitigés. Capital Advisors Group craint un piège de la liquidité (liquidity trap). Les injections monétaires paraissent inutiles tant que les individus et les entreprises préfèrent détenir de la liquidité plutôt que la dépendre ou la prêter.

«Jusqu'ici, la politique monétaire a échoué à produire les effets escomptés et elle semble même rendre la Zone euro dépendante

de la poursuite d'une telle politique monétaire», estime Katja Dunlop, analyste du marché monétaire chez Capital Advisors Group. Pour les économistes de la banque allemande Commerzbank, «la politique expansionniste de la BCE a un coût et il se présente sous la forme d'une hausse significative des prix immobiliers, ces derniers étant désormais trop chers dans plusieurs pays, de sorte que le risque d'une bulle immobilière est une réelle possibilité».

La BNS reconnaît pour sa part les risques qui pèsent sur le marché hypothécaire suisse, où les banques commerciales y ont augmenté leur exposition. Le plus à

craindre, selon la BNS, est la détérioration possible de la capacité financière des emprunteurs, dont le risque «a atteint des niveaux élevés», souligne-t-elle dans son dernier rapport de stabilité financière.

Les experts de Macquarie estiment quant à eux que, d'une manière générale, «la destruction du coût de l'argent non seulement interfère avec les cycles de crédit mais maintient également des zombies en vie» et «encourage la spéculation tout en décourageant les investissements productifs».

Les taux seront encore plus négatifs

Le secteur bancaire, quant à lui, demeure impuissant face à l'évaporation continue de leurs marges d'intérêt. L'indice STOXX Europe 600 Banks-ci reculent de plus de 40% au cours des cinq dernières années, reflétant les anticipations de profit pessimistes. En Suisse, UBS et Credit Suisse perdent respective-

ment 37% et 53% sur cette période.

De sorte que, lors de la dernière réunion de la BCE en juillet, celle-ci s'est dite prête à évaluer

d'actifs semblant probablement incongru à ce stade», répond Stéphane Barbier de la Serre, Global Macro Stratégiste chez Makor Capital, à Genève.

«JE PENSE QUE LA DEMANDE D'ACTIFS SUISSES EST DÉJÀ TELLE QU'UN PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIFS SEMBLERAIT PROBABLEMENT INCONGRU À CE STADE», RÉPOND STÉPHANE BARBIER DE LA SERRE.

les mérites d'un système de taux par paliers, déjà mis en place par la BNS et d'autres banques centrales. En Suisse, ce système consiste à ne prélever de taux négatifs que sur la part des avoirs des banques excédant un montant soumis à exonération de 10 millions de francs.

Compte tenu des effets positifs limités des taux négatifs, est-il permis d'envisager le lancement d'un nouveau programme de rachats d'actifs (QE), notamment en Suisse? «Je pense que la demande d'actifs suisses est déjà telle qu'un programme de rachat

Alex Rohner, Fixed-Income Stratégiste chez J. Safra Sarasin, s'attend à ce que la BNS «supplante la BCE» en abaissant son taux cible à -1,00% lors de sa prochaine réunion le 19 septembre. «La courbe suisse des taux de rendement est bloquée entre des taux de rendement de -1,00% entre les maturités à 2 ans et celles à 10 ans. Ce qui reflète une inquiétude extrême quant à l'état de l'économie mondiale et à l'impact potentiellement négatif de la guerre commerciale en cours», expliquait Alex Rohner dans le Cross-Asset Weekly du 9 août. ■

Les investisseurs adoptent un biais défensif, les traders accumulent du risque dans le high yield

L'ancre profond des taux négatifs suscite des anticipations de croissance opposées à celles qui auraient dû émerger ou se renforcer. En effet, au lieu d'encourager la formation de vues constructives de la part des allocateurs d'actifs, les taux négatifs ne font que renforcer la perception selon laquelle le contexte global macroéconomique demeure incertain.

«Les anticipations de récession augmentent», observe Edmond de Rothschild (Suisse), qui réagit au symposium des banques centrales réunies à Jackson Hole vendredi dernier et à la réunion du G7 ce week-end. «Les risques tant économiques que politiques sont accrus et demandent une allocation tactique prudente», poursuit l'expert.

Quant aux actifs risqués, ceux-ci ont globalement connu cette année «des performances inespérées, alors que les profits ralentissent, que le cycle économique est de plus en plus fragile et que le risque politique est si élevé qu'il sape la confiance des chefs d'entreprises partout dans le monde», fait remarquer Benjamin Melman, Global CIO de l'Asset Management chez Edmond de Rothschild.

«L'inversion de la courbe des taux nous inquiète»

«Les raisons de cette belle performance sont pour nous intégralement imputables au démiour très prononcé des banques centrales entre le quatrième trimestre 2018 et le dernier FOMC du 31 juillet 2019»,

Fed à un biais plus neutre, moins proactive, ainsi que de la montée du risque politique lié à un Brexit sans accord et aux nouvelles élections italiennes.»

Stéphane Monier, Chief Investment Officer de la Banque Lombard Odier & Cie, à Genève, se montre lui aussi très prudent dans le contexte actuel de taux négatifs, renforcés par la guerre commerciale. «L'incertitude croissante nous incite à privilégier un biais défensif dans les portefeuilles, avec des expositions à l'or et au yen japonais», détaille Stéphane Monier.

«À ce stade du cycle, il convient également de rechercher des sources alternatives de rendement et de diversification à travers des allocations à la dette des pays émergents en devise forte, à l'immobilier suisse et européen et aux hedge funds», ajoute le stratégiste de Lombard Odier.

Pourtant, selon les données Vanguard publiées hier, la perspective de taux directeurs américains encore plus bas «pousse les investisseurs à réallouer leurs capitaux dans les obligations à haut rendement». Enfin, Hans Mikkelsen,

stratégiste credit chez Bank of America Merrill Lynch, qui n'estime pas les probabilités de récession aussi élevées que le marché semble le croire, recommande aux investisseurs craignant une récession globale de regarder du côté de la dette privée investment-grade en dollars, mais de courte durée. ■

ajoute l'expert. Qui précise que «l'inversion de la courbe des taux américaine nous inquiète, surtout lorsque l'on se focalise sur le segment à court terme, car on aurait dû assister à une normalisation, après le FOMC, qui n'a jamais eu lieu».

Raison pour laquelle, précise Benjamin Melman, ce dernier préfère vendre des actions. «Rappelons que nous avions déjà le 2 août abaissé le poids des actions européennes suite au retour de la

ductivité, ne souligne pas d'effet négatif s'agissant des devises au premier semestre. Le fabricant de machines se soucie davantage de l'évolution conjoncturelle au deuxième semestre. Sans les effets de change, le chiffre d'affaires net se serait inscrit à 118,3 millions de francs pour le 1^{er} semestre

TORNOS AFFIRME DISPOSER AUJOURD'HUI D'UN PORTEFEUILLE DE PRODUITS EN PARFAITE ADÉQUATION AVEC LES BESOINS DES CLIENTS.

Aussi très actif dans la zone euro, après avoir acquis Culinor Food Group et avant de devenir prochainement actionnaire majoritaire de Casualfood, Orior a vu les taux de change influencer négativement son chiffre d'affaires net de 0,8%, lequel s'est accru de 2,2% à 279,6 millions.

Gros progrès de Tornos

En revanche, Tornos, qui a présenté une nette progression du chiffre d'affaires net, du bénéfice d'exploitation (EBIT) et de la pro-

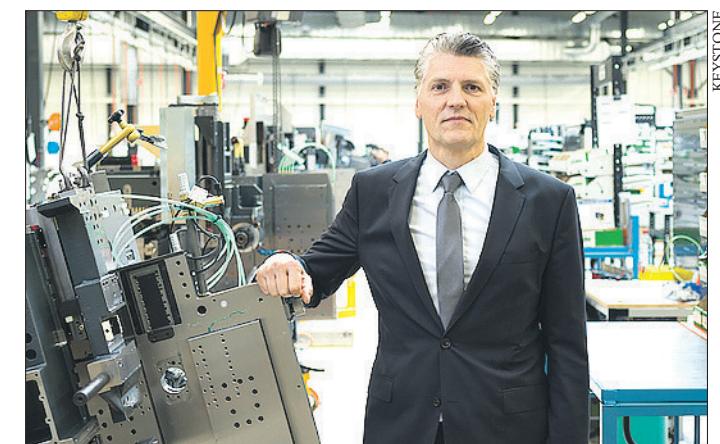
(+3,8%) au lieu de 117,2 millions. Tornos prévoit pour 2019, un maintien de la rentabilité au niveau de l'exercice précédent. Le groupe prévoit d'affirmer sa position d'aujourd'hui d'un portefeuille de produits en parfaite adéquation avec les besoins des clients. Il est doté d'une structure de coûts flexibles et se dit bien placé pour faire face aux fluctuations de la demande sur les marchés et aux baisses conjoncturelles éventuelles du chiffre d'affaires. — (Philippe Rey)

«L'INCERTITUDE CROISSANTE NOUS INCITE À PRIVILÉGIER UN BIAIS DÉFENSIF DANS LES PORTEFEUILLES, AVEC DES EXPOSITIONS À L'OR ET AU YEN JAPONAIS», DÉTAILLE STÉPHANE MONIER.

Autre préoccupation, le rallye obligataire consécutif au regain des incertitudes reflète la recherche de gains en capital plutôt que de rendement. Interrogé par CNBC, la société de recherche Bianco Research insiste sur le fait que «ces obligations comportent un risque de taux énorme», rappelant que «le système financier n'est pas fait pour des taux négatifs et les pertes que peuvent subir les investisseurs obligataires pourraient être sans précédent».

U-blox, par exemple, qui a vu reculer son chiffre d'affaires de 4,2% à 190,8 millions de francs, a bénéficié des taux de change lors du premier semestre 2019 par rapport à 2018 (un impact de +2% principalement en raison du dollar), mais pâti d'une baisse de la demande.

Swatch Group, pour sa part, a enregistré une baisse de 3,7% à 4,08 milliard de francs de son chiffre d'affaires par rapport au niveau jugé très solide de 2018, à taux de change constants; le repli a atteint 4,4% à taux de change réels. Geberit, dont le premier marché demeure l'Allemagne (une part



MICHAEL HAUSER. Le CEO du groupe Tornos qui a aujourd'hui une structure de coûts flexible permettant de faire face aux fluctuations de la demande.

Des tweets de plus en plus furieux

MARCHÉ ACTIONS. La guerre commerciale a pris un tour franchement négatif qui a éclipsé le contenu de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole.



FRANÇOISE MENSI

Gérante discrétionnaire à la Banque Bonhôte & Cie SA

Les Chinois ont riposté aux mesures américaines avec des droits de douane portant sur 75 milliards de dollars de produits importés et en laissant encore chuter le cours du yuan contre dollar. Donald Trump a finalement admis que cette guerre pouvait apporter une récession. Elle durerait juste deux mois car, à l'évidence, il ne peut pas se permettre politiquement de la garder sur son CV de réélection en 2020. Il chercherait des solutions pour compenser l'effet négatif des taxes, comme par exemple une nouvelle baisse d'impôt sur les revenus.

Une série de facteurs de risques

Dans une série de tweets furieux vendredi, le président américain a de nouveau pris les investisseurs de court, engendrant une forte correction des marchés actions. Se demandant d'abord qui entre Jerome Powell président de la Fed, et le président chinois Xi est le pire ennemi des Etats-Unis. Il a ensuite annoncé que les taxes à l'importation vont passer de 25% à 30% sur près 550 milliards de dollars de produits importés. Jerome Powell a déclaré, dans le cadre du symposium de Jackson Hole, que la situation aux Etats-Unis lui semble encore favorable. L'emploi est solide et la hausse des salaires tire la consommation. Mais il a énuméré une série de facteurs de risques pour l'économie mondiale, dont les tensions commerciales. Il résulte que la

Indices décevants

On observe actuellement un lien assez étroit entre la direction actuelle des taux d'intérêt et la production industrielle, avec des indices manufacturiers très décevants. Aux Etats-Unis l'indice PMI des directeurs d'achat se situe en zone de contraction pour la première fois depuis 2009, à 49,9. En Allemagne c'est encore plus prononcé avec un PMI manufacturier à 43,6, avec une baisse des commandes étrangères dans tous les secteurs et une détérioration des flux de nouvelles affaires.

Aux dernières nouvelles, la Chine adopte une attitude calme et voudrait reprendre le dialogue, ce qui rassure quelque peu les investisseurs. La volatilité des marchés devrait entre temps perdurer et il convient de prendre des mesures de protection contre une chute plus prononcée des actions. ■

Annonce de récession américaine?

La pente de la courbe des rendements, exprimée notamment comme la différence entre le taux des obligations gouvernementales à dix ans et celui à deux ans, est considérée comme un indicateur avancé fiable du cycle des affaires américain. Sa direction actuelle soulève des inquiétudes chez les investisseurs car elle signalerait lorsqu'elle s'inverse, le taux à dix ans devenant inférieur à celui à deux ans, une récession économique en formation pour l'année suivante, quelque part en 2020.

Comme le montre le graphique ci-joint, ça a été effectivement le cas historiquement, avec un délai moyen de plus d'un an. On peut toutefois se demander si le pouvoir d'annonce de récession de la courbe des rendements américaine a actuellement diminué. Des facteurs techniques comme un plus important volume d'émission de bons du Trésor à court terme et l'achat d'échéances longues par investisseurs institutionnels comme les fonds de pension expliquent en partie l'aplatissement de la courbe. Il y a aussi une chute de la «prime de risque» ou excès de rendement historiquement demandé pour les matières premières longues, dans un contexte d'inflation faible et de pléthora d'épargne mondiale.

Une situation dite de «prophétie autoréalisatrice»

La globalisation des marchés obligataire avec les taux d'intérêt à court terme négatifs de grandes banques centrales comme la BCE ou la banque du Japon augmente également l'attractivité relative des obligations américaines. L'évolution de ce marché ne dépend donc plus seulement du cycle économique local. On pourrait aussi possiblement se trouver dans une situation dite de «prophétie autoréalisatrice», l'écart entre les taux longs et courts se réduisant du fait d'attentes d'assouplissement plus prononcé de la politique monétaire de la Fed. Une interprétation est que les participants au marché lisent dans la courbe des prévisions de récession qu'ils ont déjà formées. En contraste à ces craintes, la solidité des créations d'emplois suggère qu'une contraction importante de la conjoncture américaine n'est pas imminente. ■

Le «market-mover» en chef a encore frappé

OBLIGATAIRE. Escalade, désescalade, les marchés et la Fed doivent composer avec l'imprévisible Trump.

FRANÇOIS CHRISTEN*

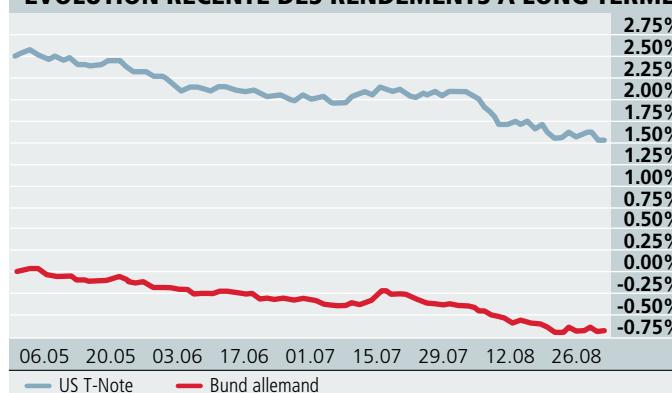
Les marchés attendaient Jerome Powell, à l'occasion du symposium de Jackson Hole, et ils ont eu droit à l'incontournable Donald Trump, auteur d'une nouvelle salve protectionniste. Encore une fois, le président américain a exercé une influence décisive sur les marchés en orchestrant une escalade dans le conflit commercial avec la Chine. Officiellement, le dialogue n'est pas rompu et pourrait reprendre prochainement, à la demande des Chinois selon Donald Trump...

Mais les liens paraissent tellement distendus qu'il est hasardeux de miser sur un «happy end». Tout au plus peut-on espérer que la Chine et les Etats-Unis renoncent à mettre en œuvre les dernières menaces formulées de part et d'autre. Le retour à des relations «harmonieuses» paraît illusoire compte tenu de l'enjeu géopolitique et de la personnalité de Donald Trump.

Processus de japonisation en cours

L'intensification de la guerre commerciale a fragilisé Wall Street et provoqué une détente significative de la structure des taux d'intérêt en dollars US. Le rendement du T-Note US à dix ans est tombé à 1,45% et celui du Long Bond a fait une nouvelle incursion en-dessous de 2%. Lentement, mais assez sûrement, le marché des capitaux en dollars US se japonise, dans le sillage des marchés européens. Le processus de japonisation sera achevé quand les Etats-Unis connaîtront leur prochaine récession, justifiant la mise en œuvre d'un cycle agressif de réduction des taux d'intérêt au lieu de l'ajustement mineur opéré en juillet par le FOMC.

ÉVOLUTION RÉCENTE DES RENDEMENTS À LONG TERME



Dans un contexte tourmenté, la tendance baissière des rendements à long terme persiste.

Banque Profil Gestion

Très attendu, le discours de Jerome Powell à Jackson n'intègre pas de révélation. Le président de la Fed s'est montré prudent et nuancé en soulignant les défis inhérents au contexte actuel. La politique commerciale chaotique de Donald Trump complique la tâche du FOMC qui doit composer avec de nombreux facteurs qui échappent à tout contrôle et pronostic fiable. Sans surprise, Donald Trump s'est fendu d'une nouvelle attaque à l'encontre de Jerome Powell, qu'il juge plus malfaisant que le président Xi Jinping!

Les risques qui ont émergé ou qui se sont accentués depuis la réunion du FOMC du 31 juillet devraient conduire la Réserve fédérale à réduire à nouveau le taux des «Fed funds» d'un quart de pourcent en septembre. La suite du programme est plus confuse et dépendra dans une large mesure de la tournure – plus ou moins dramatique – que prendra la croisade commerciale de Donald Trump. Le «consensus» reflété par les contrats «futures» préfigure un cycle graduel qui devrait conduire les taux monétaires aux environs de 1,5% à fin 2019.

En matière conjoncturelle, l'érosion des PMIs publiés par Markit (49,9 préliminaire en août après 51,7 pour le secteur manufacturier; 50,9 après 53 pour les services) tend à montrer que l'économie américaine n'est pas épargnée par le ralentissement qui sévit dans le reste du monde. L'érosion américaine est toutefois compensée par une légère embellie en Europe (47 après 46,5 du côté manufacturier; 53,4 après 53,2 pour les services) qui semble annoncer une stabilisation précaire de la zone euro.

Méforme persistante de l'Allemagne

L'escalade de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine a aussi accentué la pression sur la structure des taux d'intérêt en euros, entièrement immergée si l'on retient l'Allemagne en tant que référence. Le rendement du Bund à dix ans s'est ainsi rapproché de -0,7%, tandis que le gouvernement allemand a émis, pour la première fois de son histoire, un emprunt à 30 ans avec un coupon de 0% au prix de 103,61%. Certes, le gouvernement n'a pas atteint l'objectif de 2 milliards, mais il a tout de même emprunté

824 millions d'euros en offrant à ses créanciers un rendement à l'échéance de -0,11%.

Assez maigre, l'actualité conjoncturelle met en lumière une stabilisation à l'échelle de la zone euro et une méforme persistante de l'Allemagne. En repli de 95,7 en juillet à 94,3 en août, l'indice IFO traduit une dégradation accrue du climat des affaires qui résulte autant des conditions courantes que des perspectives. Le poids du secteur manufacturier et des exportations se révèle pénalisant, ce qui devrait entraîner une nouvelle contraction du PIB germanique au troisième trimestre. Ces développements plaident pour un assouplissement de la politique monétaire de la part de la BCE et pour un relâchement de la discipline budgétaire qui risque néanmoins de se révéler modeste en raison de la longue tradition de rigueur budgétaire qui caractérise la classe politique allemande.

Si le sommet du G7 est généralement perçu comme un succès pour Emmanuel Macron, il ne changera pas la face du monde pour autant. La rencontre aura permis de mesurer l'isolement de Donald Trump et des Etats-Unis dans leur combat contre les pratiques commerciales de la Chine. Certes, le dialogue multilatéral se poursuit, mais de nombreux foyers d'instabilité géopolitiques menacent le bon fonctionnement de l'économie mondiale. Dans un tel contexte, il n'est pas recommandé de déserter les valeurs-refuges (emprunts obligataires de première qualité, or, franc suisse, yen) au profit des actifs risqués et cycliques (actions, matières premières, dollar, emprunts très spéculatifs) qui restent vulnérables.

*Banque Profil de Gestion SA à Genève

Le pétrole en baisse malgré une accalmie entre Pékin et les USA

A New York, le baril américain de WTI pour livraison en septembre a fini en hausse de 2% à 53,64 dollars.

Les prix du pétrole ont reculé lundi malgré le vent d'optimisme qui a soufflé sur le front commercial sino-américain, les marchés surveillant le ton un peu moins virulent du président américain Donald Trump sur le dossier iranien.

Le baril de Brent de mer du Nord pour livraison en octobre a terminé à 58,70 dollars à Londres, en baisse de 1,1% (ou 64 cents) par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour livraison en septembre s'est établi à 53,64 dollars, 1% (ou 53 cents) de moins que vendredi.

Les cours de l'or noir évoluaient en territoire positif en début de

séance avant d'effacer leurs gains et de baisser peu après la conclusion du sommet du G7 à Biarritz.

«Le pétrole devrait être un peu plus haut»

Donald Trump y a pourtant affiché sa confiance sur l'état des négociations commerciales avec la Chine, assurant que Pékin avait souhaité renouer le dialogue avec Washington après une brusque montée de tensions vendredi. «Le pétrole devrait être un peu plus haut», a affirmé Bart Melek de TD Securities, concédant toutefois que «rien n'a vraiment changé» après les déclarations de M. Trump.

Plusieurs analystes ont relevé le ton moins agressif de l'occupant de la Maison Blanche à l'égard de l'Iran après la visite surprise du

«Cette approche plus chaleureuse fait baisser certains des risques qui pèsent sur l'offre iranienne de pétrole», a relevé M. Melek.

LES MARCHÉS RESTENT INQUIETS DE LA DEMANDE MONDIALE D'HYDROCARBURES, ALORS QUE LE DERNIER RAPPORT DE L'EIA FAIT ÉTAT D'UNE HAUSSE SURPRISE DES STOCKS AUX USA.

chef de la diplomatie iranienne à Biarritz, à l'invitation d'Emmanuel Macron.

«J'ai été au courant de tout ce qu'il faisait et j'ai approuvé», a indiqué le président américain, interrogé sur l'initiative de son homologue français. M. Trump n'a toutefois pas rencontré le diplomate iranien. ■

Les marchés restent par ailleurs inquiets de la demande mondiale d'hydrocarbures, alors que le dernier rapport de l'Agence américaine d'information de l'Energie (EIA), publié mercredi, a fait état d'une hausse surprise des stocks d'essence et d'autres produits distillés aux Etats-Unis. – (afp)

Investir dans de petits appartements innovants

IMMOBILIER. Il existe un fort potentiel qu'il s'agit de mettre à profit pour investir dans des projets de construction de logements innovants, ce qui requiert un savoir-faire dédié.

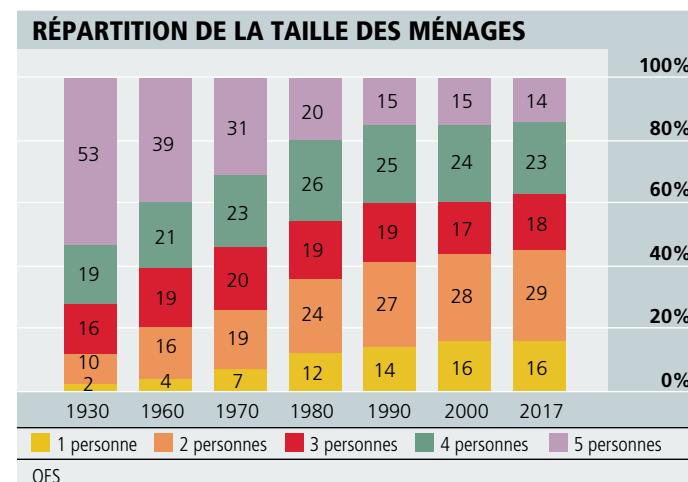


CARINE HAYOZ ZAHND
Membre du comité de wipswiss et propriétaire de allarch gmbh

La population suisse a triplé depuis 1850, mais le nombre de ménages a été multiplié par sept. Le nombre de ménages constitués d'une personne seule ou de deux personnes va encore augmenter ces prochaines années. Plus de la moitié des ménages sont composés d'une ou de deux personnes, ce qui correspond à 45% de la population résidente permanente selon l'Office fédéral de la statistique. Les besoins spécifiques des petits ménages ont une influence sur l'évolution de la construction de logements locatifs.

Immeubles flexibles et réutilisables

L'environnement immédiat de l'immeuble résidentiel est essentiel pour les petits ménages. La proximité des infrastructures telles que les commerces, les activités de loisir, les restaurants, les bars, les transports publics est très



recherchée dans ce segment. En plus du besoin de mobilité optimale et d'infrastructure, ils ont également besoin de tranquillité et de détente. La qualité de la densité urbaine peut parfaitement se situer en périphérie urbaine ou dans l'agglomération. La reconversion des friches industrielles en quartiers d'habitation attrayants a déjà fait ses preuves. A

l'inverse, les centres-villes sont confrontés à la vacance des espaces de bureaux et des surfaces commerciales en rez-de-chaussée. L'immobilier résidentiel va évoluer vers une plus grande flexibilité et réutilisabilité. Il est judicieux de poursuivre le développement de la mixité d'usage et de rendre possible l'habitat dans un quartier industriel,

dans un immeuble de bureaux ou au rez-de-chaussée dans les zones peu fréquentées des centres-villes.

Les Millennials favorisent l'économie du partage

Les petits ménages sont moins intéressés par l'acquisition d'une propriété, mais recherchent néanmoins une location à long terme. Les jeunes locataires, les Millennials, favorisent notamment l'économie du partage et investissent plutôt dans des commodités proches de leur logement et dans des loisirs, tels que les restaurants, le cinéma et les voyages.

Plus le logement est petit, plus les innovations conceptuelles dans le plan de base sont importantes. L'orientation du logement, son atmosphère, la luminosité, la flexibilité d'usage, la possibilité d'aménagement et la qualité des espaces extérieurs sont autant de critères essentiels. Les plans offrant une orientation habile des balcons/terrasses, un agencement judicieux de la cuisine et des sanitaires, un espace de rangement

suffisant (réduits) offrent une atmosphère agréable tout en assurant une grande intimité.

Investissements dans la nourriture et la cuisine

Super Food, Organic Food, Street Food, Food Waste – l'alimentation est tendance. Même les rues commerçantes moroses reprennent vie grâce à des offres culinaires in-

IL FAUT ANTICIPER LES CHANGEMENTS QU'ENGENDRERA LA FORTE DEMANDE DES PETITS MÉNAGES, PAR EXEMPLE AUTOUR DE LA THÉMATIQUE DE L'ENVIRONNEMENT RÉSIDENTIEL

novantes. Une alimentation saine joue notamment un rôle important dans la société actuelle. La cuisine et son aménagement sont donc essentiels, quels que soient l'âge ou le revenu. Les personnes seules et les couples sans enfants aiment cuisiner à la maison. La cuisine américaine («living kitchen») est privilégiée. La sym-

biose spatiale entre le salon et la cuisine est très recherchée. Notamment dans les petits appartements, la réalisation d'une cuisine ouverte et pratique, parfaitement équipée, est avantageuse. Un environnement attrayant avec de l'«Urban Gardening» sur le balcon et la possibilité de collecter les déchets séparément dès le domicile sont également très appréciés. Les cafés, les boulangeries et les restaurants à proximité de l'immeuble résidentiel complètent cette offre.

Il s'agit donc d'anticiper les changements qu'engendrera la forte demande des petits ménages – par exemple autour de la thématique de l'environnement résidentiel, des transports publics, de l'Urban Gardening et de l'alimentation saine. Les acteurs qui interviennent sur le marché du logement locatif peuvent en tirer un avantage concurrentiel considérable. Selon leur centre d'intérêt, les investisseurs trouveront des possibilités de placement individuelles, modernes et prometteuses. ■

L'ANALYSE TECHNIQUE

Les rendez-vous de la semaine

LUNDI
Taux

MARDI
Matières premières

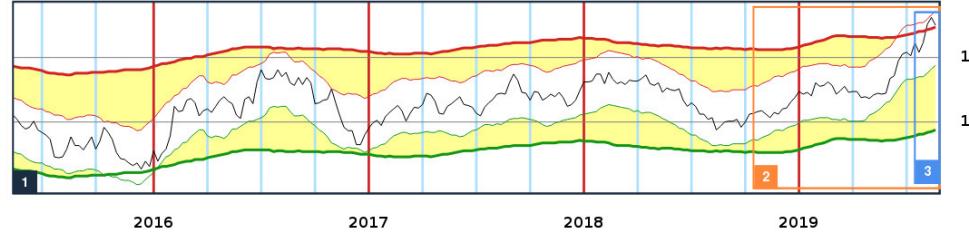
MERCREDI
Forex

JEUDI
Marché suisse:
grandes capitalisations

VENDREDI
Indices actions

GOLD SPOT (USD/OZ)

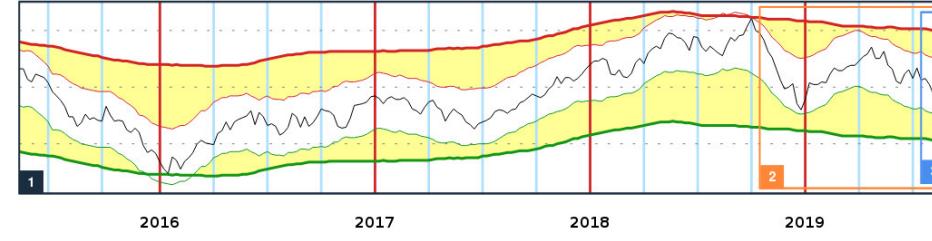
Last Update 26/08/19 Los Angeles 13:00 New-York 16:00 London 21:00 Paris 22:00 Tokyo 05:00 Sydney 06:00 Previous day closing : USD 1529.00 * Day performance : +0.00' (+0.00%)



Copyright © 2012 – Management Joint Trust SA – www.FinGraphs.com

BRENT

Last Update 26/08/19 Los Angeles 13:00 New-York 16:00 London 21:00 Paris 22:00 Tokyo 05:00 Sydney 06:00 Previous day closing : USD 58.83 * Day performance : ±0.00' (±0.00%)

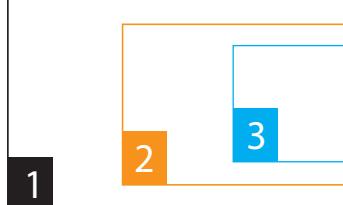


Les prix peuvent être retardés jusqu'à 20 minutes selon les Bourses. Source: www.fingraphs.com – MJT Statistics

Lire et interpréter les graphiques:

Prendre une décision

Fingraphs vous propose 3 horizons d'investissement (long, moyen et court terme) afin de percevoir l'environnement dans lequel évolue le marché.



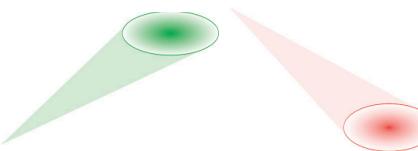
Tendance

Les deux enveloppes présentes sur les graphiques ci-dessus représentent la tendance suivie. Une tendance haussière est illustrée par un Bull et une tendance baissière par un Bear.



Objectifs

Un objectif probable en temps et en prix est automatiquement calculé en permanence. Cet objectif est illustré par un faisceau vert ou rouge selon la tendance et par une ellipse, qui représente la projection dans le temps pour atteindre cet objectif.



coaching sur www.fingraphs.com

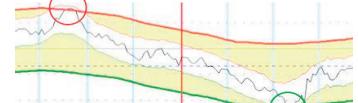
Indicateur de risques

Un indicateur représentant le risque oscille entre une zone Overbought (rouge: risque élevé) et Oversold (vert: risque faible). Un retournement de la tendance est probable lorsque l'indicateur sort de ces zones.



Exagération du prix

Lorsque la petite enveloppe vient rencontrer la grande enveloppe, ceci représente une exagération du prix, et un mouvement contraire est probable.



Avertissement: Les analyses réalisées par la société Management Joint Trust SA depuis 1969, contributrice de cette page au travers de son site fingraphs.com, n'ont aucune valeur contractuelle et ne constituent en aucun cas une offre de vente ou une sollicitation d'achat de valeurs mobilières ou autre produit financier. La responsabilité de la société Management Joint Trust SA ainsi que ses dirigeants et salariés ne saurait être engagée en cas d'erreur, d'omission ou d'investissement inopportun. Les informations, graphiques, chiffres, opinions indicatives présentées sur cette page s'adressent à des investisseurs disposant des connaissances et expériences nécessaires pour comprendre et apprécier les informations qui y sont développées. Ces dernières sont diffusées à titre purement indicatif, Management Joint Trust SA ne peut en garantir l'exactitude ou la fiabilité.

ORDRE DES INFORMATIONS DE FONDS: NUMÉRO DE VALEUR SUISSE, NOM DU FONDS, CONDITIONS D'ÉMISSION/CONDITIONS DE RACHAT, DEVISE COMPTABLE DU FONDS, DERNIÈRE VALEUR D'INVENTAIRE, PERFORMANCE DANS L'ANNÉE COURANTE

No. val. Nom Devise Dernier 31.12.18

Banque CIC (Suisse) SA
Tél. 0800 242 124**CIC BANQUE CIC | SUISSE|****Fonds en obligations**

CIC CH Corporates Bond CHF B	2/1	—	—
CIC CH Governments Bond CHF B	2/1	—	—

1083143 CIC CH Europe Bond B 2/1 EUR 883.14 +2.56%

19898435 CIC CH High Yields Bond CHF Primus B 2/1 CHF 105.49 +2.63%

Fonds en actions

CIC CH Large Caps Swiss Equities Active B	2/1	—	—
19899078 CIC CH Small & Mid Caps Swiss Equities Active B	2/1 CHF	182.51	+15.98%

Fonds stratégiques

CIC CH Strategy (EUR) B	2/1	—	—
1083254 CIC CH Strategy (CHF) B	2/1 CHF	1003.44	+6.92%

Autres fonds

1083213 CIC CH Convert Bond B 2/1 EUR 1218.09 +10.61%

Piguet Galland & Cie SA
Tél. 058 310 44 36
pgfunds@piguetgalland.ch
www.piguetgalland.ch

688297 Pig Gl Bd USD DD USD 156.18 +6.62%

688249 Piguet Global Fd Int'l Bd Cap. 4 CHF 175.91 +4.83%

688301 Piguet Global Fd Int'l Bd Cap. 4 EUR 181.65 +6.85%

688298 Piguet Global Fd Int'l Bd Cap. 4 USD 270.77 +6.62%

686247 Piguet Global Fd Int'l Bd Dist. 4 CHF 115.25 +4.83%

11002629 Piguet Global Fd Int'l Bd Dist. 4 CHF 104.53 +5.05%

688299 Piguet Global Fd Int'l Bd Dist. 4 EUR 115.49 +6.85%

10898918 Piguet International Fund - World Equities CHF D 4 CHF 131.09 +8.88%

3581719 Piguet International Fund - World Equities EUR 4 EUR 106.97 +8.86%

2322853 Piguet International Fund - World Equities USD 4 USD 144.35 +12.81%

Banque Sal. Oppenheim Jr. & Cie (Suisse) SATél. 044 214 23 33
www oppenheim ch**SAL. OPPENHEIM**

seit 1789

Pharma/wHealth FCP Fund 2 —

BBGI GROUP SA
Tél. + 41 22 595 96 11
www.bbbgi.ch

2248527 BBGI Commodities (USD) 1/1 USD 90.90 +14.92%

2610316 BBGI Equities Swi. Behavioral Val. 2/1 CHF 136.20 +16.41%

2610307 BBGI Share Energy (USD) 2/1 USD 145.60 +4.52%

2610311 BBGI Share Clean Energy (USD) 2/1 USD 68.90 +23.92%

2610302 BBGI Share Gold USD 2/1 USD 57.60 +38.80%

12238949 BBGI Swiss Physical Gold Cl CHF 2/1 CHF 92.90 +15.69%

12239030 BBGI Swiss Physical Gold Cl CHF hedged 2/1 CHF 70.60 +13.14%

12239032 BBGI Swiss Physical Gold Cl EUR 2/1 EUR 109.10 +19.76%

12239033 BBGI Swiss Physical Gold Cl EUR hedged 2/1 EUR 75.80 +13.98%

12238872 BBGI Swiss Physical Gold Cl USD 2/1 USD 90.10 +16.26%

Index de sécurité TIPERsm sur le marché suisse

ABB	0.1%	Meyer Burger	0.1%
Actelion	79.5%	National Ver.	13.5%
Addex	0.1%	Nestle	0.1%
Adecco	0.1%	Nobel Biocare	0.5%
Airesis	0.1%	Novartis	0.1%
Alpha Pet	0.1%	OC Oerlikon	0.1%
Arbonia	0.1%	Orascom	0.1%
Aryzta	0.1%	Richemont	0.1%
Ascom	0.1%	Roche	0.1%
Baloise	0.1%	Schindler	0.1%
Basilea	0.1%	Schmolz+Bicken.	0.1%
Cembra	0.1%	SGS	0.1%
Clariant	0.1%	Sika	99.9%
Credit Suisse	0.1%	Sonova	0.1%
Dufry	0.1%	Sulzer	0.1%
Evolva	0.1%	Swatch Group	0.1%
GAM	0.1%	Swiss Life	0.1%
Geberit	0.1%	Swiss Prime Site	0.1%
Givaudan	0.1%	Swiss RE	0.1%
Holcim	0.1%	Swisscom	0.1%
Julius Baer	0.1%	Swisslog	0.1%
Kudelski	0.1%	Syngenta	28.7%
Kuehne+Nagel	0.1%	Transocean	1.6%
Logitech	0.1%	UBS	14.8%
Lonza	0.1%	Zurich Insurance	0.1%

Données au 26.08.2019

Big Data Technology for Investor Protection. The Security Indicator TIPER® by [Cfinancials.com](#) is a scientific evaluation of the risk of a financial product. It is objective, consistent across 16 million products and can be generated in real time.

TIPER® fulfills 77 key requirements and satisfies Article 11 under on-going inducements set out by the directive MIFID II / Investor Protection.

Since January 1, 2018, the directive makes it compulsory for the financial industry within Europe to comply with product governance and product suitability. TIPER® by [Cfinancials.com](#) is the only solution that helps banks, asset managers, brokers and advisory firms across the EU meet MIFID II requirements as intended by the authorities.

Investor relations +41 848 848 181 (24/7/365)

[www.cfinancials.com](#)

No. val. Nom Devise Dernier 31.12.18

1645471 BBGI Tactical Switzerland A 2/1 CHF 144.80 +8.38%

1645492 BBGI Tactical World A 2/1 USD 109.90 +10.01%

BlackRock Asset Management Suisse SATél. 022 703 19 70
[www.blackrock.com/ch](#)**BLACKROCK****Fonds en actions**

618455 BGF Emerging Europe A2 EUR 2/1 EUR 107.03 +17.64%

618486 BGF European A EUR 2/1 EUR 104.46

3748203 BGF Global Allocation Hedged A2 CHF 2/1 CHF 11.44

567975 BGF LatinAm A USD 2/1 USD 54.71

2857820 BGF Local Eng Mkts Short Dur Bond A2 USD 2/1 USD 22.46

1501042 BGF US FlexEquity A USD 2/1 USD 27.91

333541 BGF WdGold A USD 2/1 USD 28.31

620823 BGF WdMining A USD 2/1 USD 31.73

EFG Bank

Tél. +41 58 809 31 11

Fax +41 58 809 36 78

[www.efgbank.com](#)**EFG****Fonds en actions**

277516 New Capital Multihelvetic CHF A 2/1 CHF 528.30 +18.67%

3140525 New Capital Multihelvetic CHF I 2/1 CHF 109.44 +19.05%

Fonds à revenus fixes

277520 New Capital Global Dynamic CHF A 2/1 CHF 93.84 +3.61%

24158915 New Capital Global Dynamic CHF I 2/1 CHF 93.54 +1.62%

1617405 New Capital Institutional Fund - Foreign Bonds CHF 2/1 CHF 92.95 +6.29%

2438233 New Capital Institutional Fund - Bond CHF 2/1 CHF 116.78 +5.86%

caceis**INVESTOR SERVICES****caceis**

25381014 Brueillan Dynamic - Swiss Equities - Classe A (CHF) 2/5 CHF 1406.15 +16.31%

25381016 Brueillan Dynamic - Swiss Equities - Classe B (CHF) 2/5 CHF 1418.69 +16.45%

1924309 Brueillan Dynamic - Tactical 2/5 EUR 209.86 +21.36%

11194367 Rare Earth Elements Fund (CHF) 2/1 CHF 85.30 +16.85%

2095702 RFP Small & Mid Caps Switzerland A 2/2 CHF 256.86 +12.07%

3112416 RFP Special Europe A 2/2 EUR 188.29 +14.10%

2344989 RFP Swiss Equity Equal-Weighted A 2/2 CHF 140.89 +8.41%

2344994 RFP Swiss Equity Equal-Weighted C 2/1 CHF 147.39 +9.10%

Pegaso Capital Partners S.A.

Tél. +41 91 210 31 94

[www.pegasocapital.com](#)

info@pegasocapital.com

PEGASO**CAPITAL PARTNERS SA****PEGASO**

1397573 Pegaso Capital Strategic Bond Class I EUR EUR 113.20 +4.12%

1397575 Pegaso Capital Strategic Bond Class R EUR EUR 106.26 +0.00%

1397739 Pegaso Capital Strategic Bond Class I USD Hedged USD 123.80 +6.32%

1397578 Pegaso Capital Strategic Bond Class R USD Hedged USD 111.08 +0.00%

11760519 Pegaso Capital Strategic Trend Class I EUR EUR 110.92 -0.56%

11760518 Pegaso Capital Strategic Trend Class R EUR EUR 105.98 -0.80%

Banque Cantonale de Genève

Tél. 058 211 21 11

[bcge.ch/funds](#)**Fonds en obligations**

1983754 Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A 2/1 CHF 102.85 +3.52%

1983752 Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A 2/1 EUR 109.71 +4.80%

2651733 Synchrony LPP Bonds B 2/1 CHF 117.42 +4.13%

401528 Synchrony Swiss Government Bonds 2/1 CHF 117.99 +9.83%

Fonds en actions

1983755 Synchrony (LU) EuroPEAn Equity (EUR) A 2/1 EUR 155.07 +11.64%

37002650 Synchrony (LU) High Dividend Europe Stocks A 2/1 EUR 97.74 +10.73%

37002661 Synchrony (LU) High Dividend US Stocks A 2/1 USD 115.49 +14.18%

37002749 Synchrony (LU) Silk Road Zone Stocks A 2/1 USD 90.31 -1.10%

36991615 Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A 2/1 CHF 115.48 +21.57%

37000674 Synchrony (LU

No. val. Nom Clôture +/-% P/E Yield H/B 52S Vol.

ACTIONS SUISSES (SWX)

1222171 ABB N	18.11 -0.33%	- 4.42	23.54/17.25	355948		
2985094 Addex Therap N	16.00 -0.63%	- .88	18.00/1.43	420042		
1213860 Adeco Group N	51.34 -0.23%	- 4.87	60.34/42.43	400242		
869729 Advia Tech Hdq N	166.00 -	- 2.53	27.00/15.50	17		
4786310 AETVS VCT N	12.60 +0.40%	- 6.03	13.40/11.44	13338		
1047462 AERESIS N	1.20 -	-	1.39/1.15	1004		
883756 Alereal Hdq N	18.20 -0.33%	- 3.56	18.00/14.95	17860		
4848155 Alpine Srl 2N	13.80 +0.00%	-	1.80/-	5492		
4505674 Alpine Srl 2L N	14.30 -	-	1.50/-	5503		
191955 Alpine Select N	13.60 +0.00%	- 2.21	15.40/13.40	226		
4823209 Alpo Hdq 2N	69.50 -	-	86/-	88		
3438970 Alopo Hdq N	70.10 -0.28%	-	88.60/63.00	5942		
2459202 ALSO Holding N	13.88/0.3 -0.14%	- 2.16	15.58/10.00	5761		
4523269 Aluflexpack N	20.15 +0.75%	-	1.80/-	418		
1910702 APIG SGN	26.50/0.3 -0.19%	- 3.81	36.50/24.00	341		
2456094 ARTIC N	0.03 -16.08%	-	9.00/2.00	2663		
1102460 Arbonia N	10.88 -1.09%	- 1.84	15.78/10.20	28207		
227101 Arunel N	2.04 -	-	4.68/1.90	28212		
4323836 ARTYZA N	0.78 +0.31%	-	2.73/0.68	14950		
1133920 Asom Hdq N	9.99 -2.63%	- 450	20.15/9.54	11890		
4048810 ASMALWORLD N	3.07 -4.36%	-	8.87/1.80	3337		
1248036 Autoneum Hdq N	100.90 -2.61%	- 3.57	23.20/9.30	24567		

B

1253020 BACHM HDQ N-B	139.60 -2.24%	- 1.97	143.40/106.18	12670		
2749494 Balise Hdq 2L N	18.00 -0.93%	-	18.10/13.60	7500		
1241051 Balise Hdq N	18.20 -0.22%	- 3.33	19.80/13.10	67639		
130775 Bank LInh Bd N	46.80/0.2 -9.00%	- 1.92	49.00/40.00	1760		
900296 Barr Callebaut N	195.80/0.0 -0.00%	- 0.20	204.00/150.00	4930		
11450563 BASF N	-	- 5.04	1.80/-	1		
1134244 Basilea Pharmaceu N	46.20 +0.04%	-	62.70/33.46	100664		
2756798 BB Biotech 2N	248.50 -	-	220/-	2220		
3838994 BB Biotech N	63.70 +10.3%	- 4.79	74.60/55.05	54955		
3566657 BC Jura N	58.50 +1.74%	- 3.16	59.00/52.00	400		
1525172 BC Vaudoise N	75.50/0.134%	- 4.64	80.00/68.00	6064		
96160 BEIG N	21.50 -0.23%	- 3.75	24.60/19.00	1266		
150319 BEILMO Hdq N	49.10/0.141%	- 2.04	61.00/37.00	366		
3156632 Bell Food Gr P	24.50/0.5 -7.7%	- 2.24	32.80/34.00	4525		
2842210 Belouge Group N	20.60 -3.74%	- 5.34	25.00/18.00	6428		
180611 BFV Liegenschafts N	43.50 +0.00%	- 3.22	43.90/31.90	511		
1302966 Befco Hdq N	62.40 -0.48%	- 2.88	72.00/57.60	11300		
4602711 Blackstone Res N	1.00 -4.76%	-	8.40/0.95	251		
147355 BLBK	90.80/0.22%	- 3.85	96.00/90.00	149		
1262465 Bobst Grp N	46.92 -0.17%	- 3.20	85.65/44.65	37145		
2386724 Bossard Hdq N	129.50/0.4 -0.62%	- 3.47	207.00/12.90	17011		
4742350 BOSCH Grp F N	2.90 -	-	3.56/2.26	101		
3504971 Boc Genève N	19.70/0.1 -0.10%	- 1.73	20.00/18.00	634		
243217 Bucher Industries N	27.40/0.2 -0.70%	- 2.83	36.40/25.00	14283		
2553602 Buchalter Compre N	21.90/0.135%	- 2.73	38.80/21.60	2780		
2122550 Buchalter Hdq N	54.70 -0.66%	- 5.17	90.90/68.00	1469		
82735 BVZ Hdq N	93.00/0.0 -	- 1.51	95.00/90.00	7900	10	

C

1253020 BACHM HDQ N-B	139.60 -2.24%	- 1.97	143.40/106.18	12670		
2749494 Balise Hdq 2L N	18.00 -0.93%	-	18.10/13.60	7500		
1241051 Balise Hdq N	18.20 -0.22%	- 3.33	19.80/13.10	67639		
130775 Bank LInh Bd N	46.80/0.2 -9.00%	- 1.92	49.00/40.00	1760		
900296 Barr Callebaut N	195.80/0.0 -0.00%	- 0.20	204.00/150.00	4930		
11450563 BASF N	-	- 5.04	1.80/-	1		
1134244 Basilea Pharmaceu N	46.20 +0.04%	-	62.70/33.46	100664		
2756798 BB Biotech 2N	248.50 -	-	220/-	2220		
3838994 BB Biotech N	63.70 +10.3%	- 4.79	74.60/55.05	54955		
3566657 BC Jura N	58.50 +1.74%	- 3.16	59.00/52.00	400		
1525172 BC Vaudoise N	75.50/0.134%	- 4.64	80.00/68.00	6064		
2122459 Castele Hdq N	14.00 -0.06%	- 2.15	17.15/12.85	7282		
2749494 Castele Hdq N	28.40 +2.16%	- 3.12	37.00/26.80	3196		
110359 Caravazi I	26.10/0.276%	- 4.60	31.40/28.00	238		
1867529 Castle Atell N	18.10/0.00%	-	18.15/15.40	2337		
59275 Castle Atell N	18.00/0.00%	-	18.14/14.80	2337		
1845817 Castle Pl N	14.00 -0.06%	- 2.15	17.15/12.85	7282		
2749494 Castello Hdq N	14.00 -0.06%	- 2.15	17.15/12.85	7282		
2749494 Castele Hdq N	28.40 +2.16%	- 3.12	37.00/26.80	3196		
110359 Caravazi I	26.10/0.276%	- 4.60	31.40/28.00	238		
1867529 Castle Atell N	18.10/0.00%	-	18.15/15.40	2337		
59275 Castle Atell N	18.00/0.00%	-	18.14/14.80	2337		
1845817 Castle Pl N	14.00 -0.06%	- 2.15	17.15/12.85	7282		
2749494 Castello Hdq N	14.00 -0.06%	- 2.15	17.15/12.85	7282		
2749494 Castele Hdq N	28.40 +2.16%	- 3.12	37.00/26.80	3196		
110359 Caravazi I	26.10/0.276%	- 4.60	31.40/28.00	238		
1867529 Castle Atell N	18.10/0.00%	-	18.15/15.40	2337		
59275 Castle Atell N	18.00/0.00%	-	18.14/14.80	2337		
1845817 Castle Pl N	14.00 -0.06%	- 2.15	17.15/12.85	7282		
2749494 Castello Hdq N	14.00 -0.06%	- 2.15	17.15/12.85	7282		
2749494 Castele Hdq N	28.40 +2.16%	- 3.12	37.00/26.80	3196		
110359 Caravazi I	26.10/0.276%	- 4.60	31.40/28.00	238		
1867529 Castle Atell N	18.10/0.00%	-	18.15/15.40	2337		
59275 Castle Atell N	18.00/0.00%	-	18.14/14.80	2337		
1845817 Castle Pl N	14.00 -0.06%	- 2.15	17.15/12.85	7282		
2749494 Castello Hdq N	14.00 -0.06%	- 2.15	17.15/12.85	7282		
2749494 Castele Hdq N	28.40 +2.16%	- 3.12	37.00/26.80	3196		
110359 Caravazi I	26.10/0.276%	- 4.60	31.40/28.00	238		
1867529 Castle Atell N						

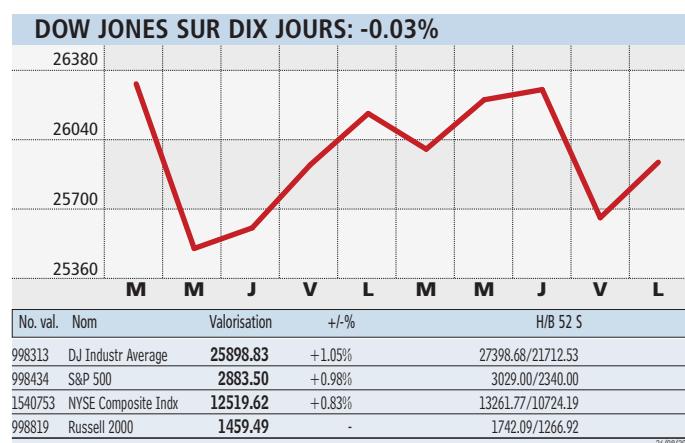
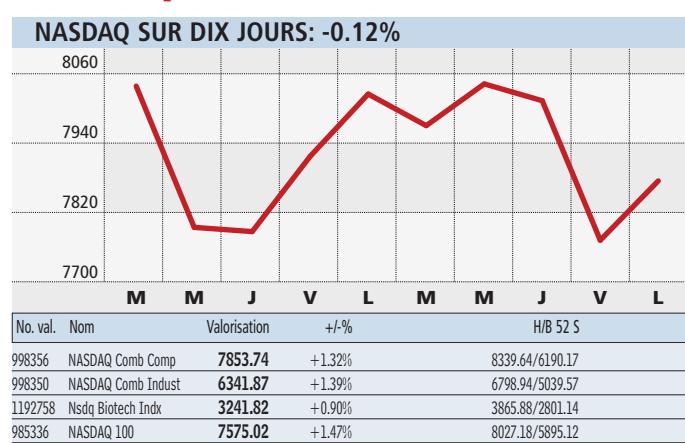
DJ EURO STOXX 50

No. val.	Nom	Closure	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
3419140 AB InBev	85,10 +0,54%	-	2,12	92,71/54,32	1045056		
11720015 Adidas N	261,40 +0,62%	-	1,28	294,75/178,15			
502455 Air Liquide	122,70 +1,19%	-	2,14	127,20/101,85	497086		
1095306 Airbus Br Rg	122,84 +0,18%	-	1,34	133,86/77,50	620473		
322466 Allianz Br-A	191,16 +0,74%	-	4,52	219,05/17,49			
1128989 Amadeus IT Grp Br-A	66,42 +0,72%	-	1,77	82,20/58,06	466424		
1953101 Hdfc Life Hdq Rg	192,42 +1,19%	-	1,09	111,50/10,30	638185		
486525 AXA	21,30 +0,21%	-	6,29	23,19/18,40	434671		
817651 Banco Santander Rg	35,00 +0,79%	-	5,58	48,6/3,42	31214734		
11456053 BAFN S	58,00 +0,12%	-	5,52	81,77/55,64			
10327293 Bayer N	66,62 +0,65%	-	4,20	83,00/52,02			
913474 Bvfa Rg	42,88 +0,85%	-	6,08	57,4/9,19	10231945		
324101 BMW I	59,57 +1,48%	-	5,58	86,74/58,04			
123397 BNP Paribas A	40,55 +1,21%	-	1,09	55,34/38,14	3182399		
558744 Citi Plc Rg	26,44 +0,52%	-	2,38	27,19/16,71	171053		
945657 Daimler N	41,33 +1,50%	-	7,86	60,00/40,31			
487633 Danone	77,90 +1,70%	-	2,43	81,16/59,72	1060939		
1124244 Deutsche Post N	28,98 +0,33%	-	3,97	32,18/23,36			
1026592 Deutsche Telekom N	14,81 +0,26%	-	4,73	15,88/13,35			
125933 Erel N	6,33 +1,72%	-	4,42	6,42/4,22	14627302		
200367 ENGIE	13,59 +0,69%	-	8,30	13,19/11,30	3121710		
1252314 Ert N	13,22 +0,58%	-	6,35	16,72/12,92	785371		
497573 EssilorLuxott	131,50 +0,42%	-	1,55	133,45/95,50	736769		
332922 Fresenius I	44,04 +0,03%	-	1,82	69,90/38,28			
296533 Iberdrola	9,26 +0,02%	-	-	9,40/5,68	5579883		
2495064 Inditex	26,89 +0,59%	-	2,45	28,86/11,15	384782		
3326246 ING Corp Rg	8,48 +0,84%	-	8,02	11,24/8,10	829558		
579513 Interia Sangalo N	1,94 +1,93%	-	10,15	2,47/1,80/189,2477			
215911 Kerin	425,05 +0,22%	-	2,47	539,80/35,70	140588		
3230288 Kon Ah Del Br Rg	207,75 +0,26%	-	4,82	207,18/16,40	516549		
502805 L'Oréal	29,60 +1,04%	-	1,61	25,80/18,00	365411		
507707 LVMH	35,30 +0,53%	-	1,70	39,65/24,30	371216		
314160 Muenchener Rueckv N	21,60 +0,56%	-	4,23	28,08/18,15			
472672 Nokia	4,50 +0,32%	-	1,49	11,24/8,42			
720828 Orange	13,44 +0,26%	-	5,21	15,25/13,08	365622		
1106818 Philips Br	41,43 +0,73%	-	-	46,73/29,05	145497		
829366 Telefonica Br	12,00 +0,08%	-	1,42	13,27/9,99	56568		
699811 Sanofi	76,95 +0,29%	-	3,99	80,44/17,74	1124072		
345952 SAP I	106,72 +0,32%	-	1,41	105,15/83,95			
509120 Scheider El	73,80 +0,68%	-	3,18	81,36/57,54	789411		
827766 Siemens	88,67 +1,02%	-	4,29	114,12/84,42			
519928 Societe Generale	22,54 +0,92%	-	-	35,01/20,81	721450		
8268683 Telefónica Br	6,06 +1,99%	-	6,60	8,06/5,86	1042720		
524773 Total	3,84 +0,69%	-	5,84	55,39/45,26	325275		
4134762 Unibod-Ram-Wes Comp	122,80 +0,64%	-	1,97	190,15/54,70			
508760 Vinci	96,80 +1,32%	-	2,76	96,62/98,99	805357		
1165915 Vivendi	253,33 +0,31%	-	1,97	26,69/20,80	138887		
352821 Volkswagen Vz I	142,18 +0,72%	-	3,42	16,83/19,11			

DAX

No. val.	Nom	Closure	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.
1170003 Adidas N	260,25 +0,00%	-	1,29	297,95/78,30	374		
322464 Allianz N	19,85 +0,91%	-	4,51	210,70/17,50	2793		
11456053 BAFN S	56,18 +0,57%	-	5,50	81,73/55,72			
10362957 BAYER N	66,30 +0,11%	-	8,20	83,50/20,02	5280		
324660 Beiersdorf I	11,05 +0,05%	-	6,63	115,95/80,60			
327800 Continental I	10,86 +1,27%	-	4,37	162,20/104,00			
2912055 Converto I	39,13 +1,01%	-	6,13	80,10/37,33	4156		
494567 Daimler N	43,94 +0,27%	-	1,82	69,76/58,30			
502875 Deutsche Bank N	6,31 +0,30%	-	1,74	6,05/10,79	57364		
1172233 Deutsche Boerse N	13,13 +0,66%	-	2,06	13,00/10,50	202150		
1124244 Deutsche Post N	20,01 -0,82%	-	3,96	32,20/23,43	1055		
10265922 Deutsche Telekom N	14,85 +0,81%	-	4,71	15,88/13,36	5336		
667977 Dtu Luftansa	15,50 +1,50%	-	5,93	23,89/16,28	12,68		
403199 E.ON R	8,22 +0,95%	-	5,23	10,20/8,10	16154		
332902 Fresenius I	43,99 +0,27%	-	1,82	80,27/18,50			
502878 Fresenius Medical I	60,46 +0,49%	-	3,47	61,50/45,50			
1124246 HeidelbergCement I	6,06	-	3,47	7,36/5,12			
3357401 Henkel Vz I	86,68 +0,35%	-	2,13	112,80/80,80			
1030494 Infineon Technolo N	15,31 +0,70%	-	1,76	15,29/13,46	4673		
3794294 Lindde Rg	16,64 +0,27%	-	1,85	16,77/12,00			
412799 Merck I	95,12 +0,55%	-	1,31	102,50/85,24			
314160 Muenchener Rueckv N	21,80 +0,51%	-	4,23	22,80/18,50			
494567 Daimler N	43,78 +1,35%	-	1,74	49,50/35,70			
502878 Fresenius I	10,75 +0,21%	-	1,49	10,75/8,10	47474		
1124246 HeidelbergCement I	13,50 +0,42%	-	1,55	13,45/9,50	756769		
3274522 Asperitas Corp Rg	19,24 +1,19%	-	1,09	19,10/13,20	215813		
1095306 Airbus Br Rg	122,84 +0,18%	-	1,34	133,86/77,50	620473		
36705202 ArcelorMittal Rg	12,40 +1,59%	-	1,44	27,96/11,20	571240		
167672 Asperitas Br	3,67 +0,39%	-	-	80,73/48,23	212044		
3230544 Bmw Group Rg	1,51 +0,66%	-	-	13,20/10,50	202150		
2912053 Bmw Group Rg	1,51 +0,66%	-	-	13,20/10,50	202150		
327800 Continental I	10,86 +1,27%	-	4,37	16,27/12,00			
2191205 Converto I	39,11 +1,01%	-	1,21	39,10/25,45			

No. val.	Nom	Closure	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.	No. val.	Nom	Closure	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.	No. val.	Nom	Closure	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.	No. val.	Nom	Closure	+/-%	P/E	Yield	H/B 52S	Vol.													
2595439	Travelers Cos Rg	167.34	+1.80%	14.72	2.16	155.09/111.09	295701	764913	Dai-ichi Trust Cons Rg	13765.00	-	4.40	16840.00/12270.00	237800	1873858	China Mengniu Da Ng	32.20	-	-	32.90/21.25	5080052	985762	KT Rg	27000.00	-	4.07	31250.00/26500.00	353360	654467	Banco do Brasil NM	44.66	-0.65%	-	2.74	55.91/26.76	6354100								
14401714	Triplediss Rg	35.95	-0.96%	36.68	-	69.00/35.81	514781	761745	DAIWA HOUSE IND Rg	3305.00	-	3.45	369.00/2840.50	1452000	1099448	China Mobile Rg	66.40	-	4.39	87.70/62.05	19606855	995025	KT&G Rg	101000.00	-	3.94	109500.00/95300.00	206453	21099498	BB Seguridade Rg	31.92	-0.84%	-	4.95	35.50/22.81	1546600								
22371814	Twitter Rg	41.44	+1.07%	13.68	-	43.48/26.19	1719032	761753	Dai-ichi Svc Gr Rg	4117.70	-	4.75	716.90/422.30	6128700	402882	China Ovs & Irg	2445	-	3.89	31.30/23.35	2385188	1177560	LG CHEM NM	323500.00	-	1.85	400000.00/301000.00	176909	294357	BR Malls Part NM Rg	13.53	-1.96%	-	7.90	15.49/8.91	434000								
979428	Tyson Foods-A	91.44	+1.68%	15.29	1.64	91.73/49.77	362909	494454	Dieno Rg	4385.00	-	3.19	6054.00/4081.00	1289400	494821	China Res Land Rg	3175	-	-	37.35/23.80	11657288	1901798	LG Display Rg	12500.00	-	-	-	24000.00/12450.00	1342587	1803074	BR Properties NM Rg	10.53	-0.66%	-	-	11.40/6.56	2067500							
2899915	UDR REIT Rg	47.74	+0.51%	173.66	2.79	48.43/37.87	334303	2357188	Uta Beauty Rg	39.22	+2.52%	28.71	-	368.70/224.05	348589	245596	FAST RETAILING Rg	61230.00	-	0.76	70230.00/47040.00	1050000	421649	CTTC Rg	883	-	4.64	13.28/8.65	1067691	1317599	LG Hold & Healt Rg	113700.00	-	0.81	114166000.00/1010000.00	18761	654620	Bradesco NL	27.88	-0.96%	-	1.71	35.89/19.72	2350100
2263181	Under Armour Rg-A	18.00	+0.45%	94.74	-	27.72/16.54	94217	761802	Eisa Co Ltd Rg	5293.00	-	2.83	1130.00/5245.00	799600	4752611	China Unicom HK Rg	7.84	-	-	10.70/6.94	24926028	1341851	LG Electronics Rg	59500.00	-	1.26	83400.00/85000.00	37979	177599	LG Chem Rg	69800.00	-	-	-	37979	654620	Bradesco NL	26.75	-1.47%	-	9.44	39.89/14.65	1572000	
3196598	Under Armour Rg-C	16.31	+0.99%	85.84	-	24.55/15.07	507054	762064	Hoya Rg	8539.00	-	1.05	8701.00/5880.00	816000	2664704	CK Hutchison Hld Rg	6930	-	4.57	92.50/64.30	805436	762299	Lotte Holdings Rg	5435	-	4.47	65.95/53.30	1514663	722455	Lotte CHEMICAL Rg	217000.00	-	2.87	79500.00/61400.00	91545	101708	Bradesco Pd Rg	26.08	-2.69%	-	-	62.50/26.65	1281000	
979840	Uunib Corp Rg	159.11	+0.58%	182.92	2.22	180.49/128.08	720807	2329475	INPEX Rg	877.40	-	2.05	1477.00/637.00	4249800	3782979	CK Infrastructur Rg	5435	-	2.97	65.95/53.30	1514663	722455	Lotte HOLDING Rg	7.60	-	3.84	97.40/78.40	252059	421281	Lotte SHOPPING Rg	132000.00	-	3.94	22900.00/110000.00	9915	180838	BR Eifa NM Rg	37.80	-2.05%	-	-	40.21/19.13	2961000	
11810921	United Airlines Rg	83.59	+1.27%	88.51	-	97.71/73.03	664794	762142	Ultra Motors Rg	1093.00	-	3.39	1820.00/104.50	187880	712336	CLP Holdings Rg	7.60	-	-	10.40/8.65	252059	1130294	YACI Rg	2090.00	-	3.97	230.50/141.00	7171500	800422	TOCHU Rg	2090.00	-	3.97	8.03/4.92	4137331	1130294	YACI Rg	104.50	+1.24%	-	-	17.30/12.80	253602	
898439	United Rentals Rg	106.26	+1.24%	*7.93	-	173.00/94.28	253602	762201	UnitedHealth Gro Rg	211.08	+0.18%	17.26	1.71	287.88/208.44	861605	1421277	UFE Holdings Rg	121150	-	3.27	420.00/320.00	915800	177506	CUOCO Rg	1094	-	6.40	15.78/10.74	8587806	180312	Cemig NL	17.33	-1.03%	-	-	13.49/6.01	1193700							
107451	UnitedHealth Gro Rg	211.08	+0.18%	17.26	1.71	287.88/208.44	861605	762201	UFE Holdings Rg	121150	-	7.84	2666.50/1167.50	3202900	303593	Country Garden Rg	973	-	-	13.56/7.71	5671394	180179	UFE Holdings Rg	12500.00	-	-	-	-	-	-	114.00/6.56	2067500												
982101	Univ Health Ser-B	144.23	+0.52%	16.43	0.35	157.17/112.79	719197	762208	Urum Rg	26.29	+0.69%	10.56	4.05	40.76/25.70	440054	762219	Kansai E Power Rg	123300	-	4.06	184.00/118.00	165000	180151	Urum Rg	109.00	-	-	-	-	-	-	21.20/9.90	5151317	180151	Urum Rg	10.00	-	-	-	-	-	-		
1201389	Uunib Corp Rg	51.29	+0.67%	12.04	2.89	57.73/48.14	184000	762239	Kinross Holdings Rg	206100	-	2.84	298.50/203.00	225900	228195	Galaxy Entertain Rg	4850	-	1.88	62.10/40.30	1514663	762299	Kotsuma Rg	2225.50	-	4.94	325.00/25.00	483600	180129	Kinross Holdings Rg	11.80	-	2.97	19.14/10.00	2081000	180129	Kinross Holdings Rg	10.00	-	-	-	-	-	-
1015563	Uunib Svcs Rg	14.36	+2.77%	20.87	3.31	19.25/17.00	703747	762310	Kinross Holdings Rg	1093.00	-	2.34	144.20/104.50	475782	762400	Kotsuma Rg	1503.50	-	2.34	205.00/147.00	3146400	762400	Hang Lung Prop Rg	17.46	-	4.30	20.50/13.30	3104004	762400	180129	NAVER Rg	143500.00	-	0.22	15500.00/140000.00	376193	151051	NAVER Rg	15.65	-1.03%	-	4.43	16.59/7.65	6250300
898433	Valero Energy Rg	73.71	-0.63%	*12.18	4.75	122.40/80.74	673319	762400	Valeo Med Syst Rg	105.63	+0.46%	*28.78	14.74	145.10/10.44	274949	762400	Valero Energy Rg	105.63	-	6.59	1130.00/650.50	681600	762400	Valero Energy Rg	105.63	-	-	-	-	-	-	11.20/6.56	2067500	762400	Valero Energy Rg	105.63	-	-	-	-	-	-		
957445	Varian Med Syst Rg	105.63	+0.46%	*28.78	14.75	145.10/10.44	274949	762400	Varian Med Syst Rg	105.63	+0.46%	*28.78	14.75	145.10/10.44	274949	762400	Varian Med Syst Rg	105.																										

NYSE**NASDAQ****CLÔTURE À WALL STREET****Trump conciliant, les indices dans le vert**

Wall Street a terminé en hausse lundi, portée par une accalmie sur le front commercial entre Pékin et Washington et l'espoir d'une reprise du dialogue entre les deux premières puissances économiques. Le Dow Jones a pris 1,05% à 25.898,83 points. Le Nasdaq a gagné 1,32% à 7853,74 points et l'indice élargi S&P 500 est monté de 1,10% à 2878,38 points.

Lundi, les deux pays semblaient avoir repris la voie du dialogue, le président Donald Trump affichant sa confiance sur un possible accord avec Pékin.

Le président américain a assuré que la Chine avait souhaité renouer le dialogue avec les Etats-Unis. «La Chine a appelé la nuit dernière (...) Elle a dit +revenons à la table des négociations+, alors on va y revenir», a-t-il dit, sans préciser qui avait «appelé» qui.

Un porte-parole de la diplomatie chinoise a indiqué ne pas être au courant d'un tel appel et aucune date n'a été fixée pour une reprise de contact.

Plus tôt dans la journée, le principal négociateur chinois avait toutefois dit vouloir «résoudre calmement le problème par des consultations et la coopération».

Ces développements ont profité au marché des actions, les investisseurs retrouvant leur appétit pour le risque.

Le secteur des semi-conducteurs, à la peine vendredi dernier, est reparti de l'avant lundi: Intel est monté de 1,3%, et Micron Technology de 1,1%.

«Etant donné l'ampleur des pertes de vendredi, le rebond d'aujourd'hui est plutôt léger», a tempéré Peter Cardillo de Spartan Capital Securities.

«Il y a encore beaucoup d'incertitudes, mais malheureusement, le marché est paralysé par la rhétorique de Donald Trump, qui change d'avis d'un jour à l'autre. Tant qu'il n'y aura pas de preuve concrète d'une trêve ou d'un quelconque accord, le marché restera bancal», a poursuivi l'expert.

Sur le marché obligataire, le taux à 10 ans de la dette américaine progressait légèrement à 1,54% aux alentours de 20h20 GMT. – (afp)

La géo-ingénierie au cœur des futures normes industrielles?

ISO inciterait les firmes à recourir à des techniques visant à modifier le climat pour lutter contre le réchauffement.

Lutter contre le réchauffement climatique grâce à des technologies expérimentales? L'organisme ISO chargé d'élaborer les normes internationales pousserait les entreprises dans cette direction, au risque de menacer les efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, selon un document que s'est procuré l'AFP.

L'organisation internationale pour la standardisation (ISO), qui comprend 160 Etats-membres, élabore les normes internationales pour répondre aux besoins des industries dans une multitude de secteurs.

L'organisme travaille à l'élaboration d'une nouvelle norme destinée à permettre aux entreprises de mesurer leur action climatique. Le texte, à l'état d'ébauche, sera examiné lors d'une réunion de travail à Berkeley, en Californie, pour voir «s'il existe un consensus», a fait savoir un porte-parole d'ISO, confirmant l'existence du document.

Selon ce document, les entreprises doivent travailler à «la gestion du forçage radiatif», c'est-à-dire l'équilibre entre le rayonnement solaire et les émissions de rayonnements infrarouges sortant de l'atmosphère, pour stabiliser le climat, mais sans évoquer une température précise.

«Réfrigérants climatiques»

L'accord de Paris sur le climat de 2015 vise à limiter le réchauffement à +2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, voire à +1,5°C. Le texte de l'ISO qualifie ces objectifs de «problématiques».

Le texte évoque les «forceurs climatiques» comme le CO₂ et d'autres gaz à effet de serre qui contribuent au réchauffement climatique.

Mais le document parle aussi largement des «réfrigérants climatiques», ce qui comprend des technologies de géo-ingénierie à grande échelle pour modifier le climat.



La «gestion des radiations solaires» consisterait à injecter du sulfate dans la stratosphère pour refléter l'énergie solaire et diminuer l'impact sur la planète, imitant le phénomène des volcans.

(Centre for International Environmental Law).

L'adoption des normes ISO par une entreprise est considérée comme un gage de sérieux, relève-t-elle aussi.

Pour remplir les objectifs de Paris sur le climat, les experts de l'ONU réunis au sein du Giec recommande une réduction immédiate et drastique du recours aux énergies fossiles, avec en ligne de mire zéro émissions nettes d'ici à 2050.

Dans son rapport clé publié en octobre 2018, le Giec intègre la «gestion des radiations solaires» dans ces modèles climatiques. Si cette technologie pourrait être «en théorie efficace», il existe «de larges incertitudes» et des «risques substantiels», soulignent les scientifiques.

Engager les gouvernements

Des organismes financés par le secteur du pétrole et du gaz pousse depuis plusieurs années en faveur de cette solution, comme le centre de réflexion American Enterprise Institute

(AEI), promeuvent cette technologie depuis plusieurs années. Cette gestion des radiations solaires pourrait être mise en place à une vaste échelle, estime Jessica Strelfner, de l'Institut de recherche sur le climat de Potsdam (Allemagne), pour un coût bien moins que celui nécessaire à une réduction des émissions de gaz à effet de serre.

«Les gouvernements, les entreprises, les régions et les villes pourraient être tentés de continuer avec une économie basée sur des émissions issues d'énergies fossiles, car il existe une autre technologie qui pourrait peut-être nous fournir un bouclier pour refroidir la planète», avertit Janos Pasztor, du Carnegie Climate Governance Initiative et ancien secrétaire général adjoint de l'ONU chargé du changement climatique.

Le document de travail d'ISO incite les entreprises à privilégier une approche «rentable» pour gérer l'augmentation des températures, ce qui fait craindre que cela les encourage à promouvoir la «gestion des radiations solaires». Dans le cadre des conférences de l'ONU sur le climat (COP), la question de la réduction des émissions de gaz à effet de serre est gérée au niveau des Etats, avec des obligations pour chacun.

La géo-ingénierie «ne peut pas être laissée à une sous-catégorie d'acteurs», avertit Janos Pasztor, comme les entreprises qui seraient tentées d'élaborer leurs propres normes. Il faut «l'engagement de différents gouvernements», poursuit-il.

«Le processus ISO est beaucoup plus limité et ça ne serait pas juste car une part importante des impacts (du changement climatique), bons ou mauvais, touchent les pays en développement et vulnérables et ils ne font pas partie du processus», relève-t-il. – (afp)



Bornéo, nouveau domicile de la capitale indonésienne

Le président indonésien Joko Widodo (photo) a annoncé hier qu'un site de l'est de l'île de Bornéo avait été choisi pour déménager à terme la capitale politique du pays hors de Jakarta. Cette mégapole est engorgée et menacée par une montée des eaux.

Le site a été d'abord choisi «parce qu'il présente un risque faible de désastre naturel», inondation, tremblement de terre, tsunami ou éruption volcanique, a souligné le président, alors qu'une vaste partie du territoire de l'Indonésie est situé sur la ceinture de feu du Pacifique. Le nouveau site dans la province orientale de Kalimantan (partie indonésienne de Bornéo) a été choisi «en second lieu parce que sa localisation est stratégique, c'est au centre de l'Indonésie», a-t-il noté.

Le site proposé, entre les villes de Balikpapan et Samarinda, est situé dans une région de forêt tropicale dotée d'une grande biodiversité. La future capitale n'a pas encore été baptisée officiellement.

«Le fardeau supporté actuellement par Jakarta est trop lourd en tant que centre politique, économique, financier ainsi que pour le commerce et les services», a souligné le président indonésien. Et «depuis qu'elle est indépendante, l'Indonésie n'a jamais choisi sa capitale», a-t-il rappelé. Le gouvernement va élaborer une loi qui sera proposée au Parlement pour acter le changement de capitale. – (afp)

'AGEFI

@Ageficom



L'Agence Economique et Financière